

LE FIGARO

lefigaro.fr

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



STYLE
 REPENSER SA DÉCO
 INTÉRIEURE AVANT UN
 NOUVEAU DÉPART **PAGE 15**



REPORTAGE
 À GARCHES, LE DIFFICILE
 RETOUR À LA VIE DES
 RESCAPÉS DU COVID-19 **PAGE 22**



LE FIGARO CHEZ VOUS

PAGES 13 À 20

TÉMOIGNAGES

CES FRANÇAIS
 QUI TIENNENT
 LEUR JOURNAL
 DE CONFINEMENT
PAGE 16

SONDAGE
 55% des Français
 ne font pas
 confiance
 à l'exécutif **PAGES 2 ET 3**

RELIGION
 Interdits de messe :
 la colère
 des évêques **PAGE 4**

SANTÉ
 Covid-19:
 inquiétudes pour
 certains enfants
PAGE 12

CHINE
 Pékin veut
 tourner la page
 de la crise **PAGE 25**

EUROPE
 Comment
 la Banque centrale
 européenne aspire
 les dettes
 des États **PAGES 34 ET 35**

CHAMPS LIBRES
 • La tribune
 d'Édouard
 Balladur
 • La chronique
 de Luc Ferry
 • La tribune
 de Philippe
 d'Iribarne
PAGES 29 ET 30

FIGARO OUI FIGARO NON

**Réponses à la question
 de mercredi:**
 Êtes-vous convaincus par
 le plan de déconfinement
 présenté par
 Édouard Philippe ?

OUI 49% NON 51%

TOTAL DE VOTANTS : 123342

**Votez aujourd'hui
 sur lefigaro.fr**
 Êtes-vous prêts
 à reprendre les transports
 en commun
 après le 11 mai ?

POLIGONCHIK - STOCK.ADOBE.COM -
 J.C. MARMARA / LE FIGARO

Reprise des transports: le grand défi du 11 mai



Pour les entreprises comme pour les élus, l'application des règles sanitaires promet d'être un véritable casse-tête. De leur côté, les usagers, méfiants, comptent privilégier des solutions individuelles. Chassée des métropoles, qui font la part belle au vélo, la voiture risque de revenir en force. **PAGES 8, 9 ET L'ÉDITORIAL**

Aéronautique: Airbus et Boeing dans la tourmente

Les deux grands constructeurs d'avions mondiaux prennent de plein fouet le choc de la crise sanitaire, qui a anéanti leurs principaux clients, les compagnies aériennes. Les deux rivaux sont tombés dans le rouge au premier trimestre et préparent des plans de restructuration drastiques. Alors que Washington affiche son soutien à Boeing, devant les députés, Bruno Le Maire s'est dit prêt à faire de même avec Airbus. **PAGE 36**



François Baroin: « On n'a pas le droit de se tromper de chemin »

Après un long silence, le président de l'Association des maires de France (AMF) répond aux questions du Figaro. Il propose différentes solutions pour aider à la reconstruction économique de la France et appelle à une grande conférence sociale sur le modèle de l'après-Mai 68. **PAGE 6**

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers vtremolet@lefigaro.fr

Responsabilité collective

L'agent Longtarin, le célèbre policier de *Gaston Lagaffe*, va finir par s'y perdre. Après les amendes pour défaut de dérogation de sortie, le secrétaire d'État aux Transports a ajouté aux souches de son carnet de contraventions une nouvelle sanction : à partir du 11 mai, les usagers des transports pourront être sanctionnés s'ils ne portent pas de masque. Le citoyen, bonne pomme, à qui l'on a expliqué que le masque ne servait à rien, puis qu'on en manquait cruellement, puis qu'il pouvait se le fabriquer lui-même, ne devrait pas être, comme les pouvoirs publics, en retard à l'allumage. Il portera son masque. Il n'en reste pas moins que la passion de l'amende comme la compulsion fiscale participent, une fois encore, du génie français. Pour être dérisoire, cette anecdote éclaire un paradoxe qui depuis des semaines traverse notre corps social. Les Français ont compris depuis longtemps la menace que représente le virus. Ni dans le déni ni dans la psychose, ils ne reprochent jamais aux pouvoirs publics les précautions sanitaires ni les restrictions de plus en plus pénibles des libertés. Ce qui les désoriente et

finit par alimenter leur colère froide, c'est l'impression confuse que tous ces efforts ne sont pas accompagnés des instruments indispensables à leur efficacité. Cette trinité répétée jusqu'à la nausée : masques, tests, traçage. S'ensuit un sentiment d'attente interminable, de profond gâchis, accompagné de recommandations innombrables qui donnent la triste image d'un pays transformé en une immense garderie de 60 millions de cancers. Édouard Philippe l'a affirmé dans les prologues de son discours : « Il va nous falloir apprendre à vivre avec le virus. » Là-dessus, l'unité nationale, hors quelques malheureuses exceptions, est faite. Depuis quarante-cinq jours, tout le monde vit jour et nuit et sur tous les écrans avec cette malédiction. Mais vivre, ce n'est pas attendre indéfiniment calfeutré derrière la porte de la maison. C'est l'activité économique, sociale, culturelle, religieuse même qui doit apprendre à vivre avec le virus. Les Français en sont capables : ils sont libres et responsables. ■

**QUAND VOUS
 POURREZ ENFIN
 VOUS REPOSER,
 NOUS SERONS
 LÀ POUR VOUS
 Y AIDER.**

**CANAPÉS ET LITERIE :
 conditions exceptionnelles
 pour nos soignants
 dès notre réouverture**



EspaceTopper
 Maison familiale depuis 1926

7 magasins parisiens • www.topper.fr





MARMARAC/LEFIGARO

Le gouvernement compte sur les collectivités : nous avons la République en partage, il serait impensable de faire sans elles. Et le souhait des collectivités d'être associées est légitime autant que nécessaire.

JACQUELINE GOURAULT
MINISTRE DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

On peut se réjouir du changement de ton net. On n'est plus dans un discours de guerre (...). Ce déconfinement ne va pas durer deux mois. Il ne faut pas parler de la vie d'après, mais de la vie avec.

ÉRIC PIOLLE
MAIRE ÉCOLOGISTE DE GRENOBLE

Philippe passe le relais aux élus

Le premier ministre a expliqué aux maires son plan de déconfinement.

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD
@fxbourmaud
ET TRISTAN QUINAULT-MAUPOIL
@TristanQM

PLACE aux travaux pratiques. Après avoir présenté le cadre général de son plan de déconfinement devant l'Assemblée nationale, le premier ministre a rencontré les représentants des élus locaux mercredi matin par visioconférence. Il s'agit désormais de décliner localement les mesures présentées devant les députés pour les adapter au terrain.

« Il reste encore énormément de choses à mettre en place », explique-t-on à Matignon. Et énormément de réponses à apporter aux élus locaux, tant le plan de déconfinement recouvre de problématiques différentes. Édouard Philippe était d'ailleurs entouré d'une dizaine de ministres, tous concernés de près ou de loin par la mise en œuvre du plan : éducation, transports, sécurité, collectivités locales... « La tonalité était plutôt positive. Les élus comprennent le discours de vérité du premier ministre, qu'ils préfèrent à un discours un peu flou », juge Gérard Collomb, le maire de Lyon et président délégué de France urbaine.

La question de l'organisation des transports et la réouverture des écoles figurent au cœur des préoccupations exprimées par les élus devant Édouard Philippe. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a d'ailleurs pris la parole juste après l'intervention du premier ministre pour préciser certains aspects du plan.

Autre préoccupation des élus, la



Plus les décisions sont prises dans la proximité, plus les gens sont en confiance. L'aspect psychologique de tout cela est très important.

PIERRE MONZANI,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES DÉPARTEMENTS
DE FRANCE (ADF)

différenciation entre les territoires qui seront classés rouges et ceux qui bénéficieront du vert. « Le questionnement était surtout de savoir si les zones rouges pourraient aller plus lentement dans la mise en œuvre du déconfinement », raconte un participant de la réunion.

Caroline Cayeux, la maire DVD de Beauvais et présidente de Villes de France, a demandé si les écoles ouvriraient dans un département classé rouge. « Le gouvernement a répondu que c'était souhaitable sauf dans les villes où il y aurait une pression sanitaire considérable », relate-t-elle.

Le maître-mot du premier ministre : « Faire dans la dentelle », avec, à la manœuvre, le couple maire-préfet. « Plus les décisions sont prises dans la proximité, plus les gens sont en confiance. L'aspect psychologique de tout cela est très important », acquiesce Pierre Monzani, le directeur général des Départements de France-

ce (ADF) et ex-préfet de Seine-et-Marne et de l'Allier.

Si la décision de limiter les déplacements à 100 km du domicile a par ailleurs été saluée par les élus, sa mise en œuvre a toutefois fait l'objet de beaucoup de questions, notamment sur le volet du contrôle. Faudra-t-il systématiquement présenter une attestation pour se déplacer au-delà de la zone des 100 km ou ne sera-t-elle exigée que lors des grands week-ends pour éviter les transhumances ? Les salariés qui résident dans un département rouge pourront-ils travailler dans un département vert ? L'exécutif travaille encore sur le sujet.

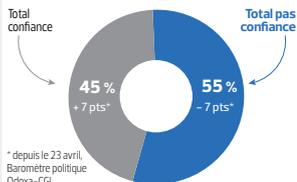
Tout comme il essaie de rassurer des élus inquiets face à la perspective de subir des poursuites judiciaires. Soulevé par François Baroin, le président de l'Association des maires de France (AMF), ce point provoque de vives inquiétudes. « Quelle est la valeur juridique du Conseil

scientifique ? », demande Pierre Monzani, qui veut savoir ce qu'un élu risque s'il ne peut pas appliquer à la lettre les recommandations édictées. « Le premier ministre n'a pas répondu très clairement », regrette Caroline Cayeux. Une question d'autant plus pressante que les plaintes pleuvent depuis le début de la crise et que « nos organisations syndicales nous font passer des listes d'exigences tout fait impressionnantes pour reprendre le travail », relate Gérard Collomb, qui veut aller au-delà des préconisations de l'exécutif pour protéger ses agents.

« Pas de coup de gueule »

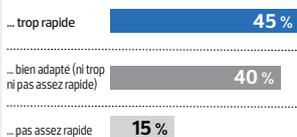
Les collectivités ont obtenu que l'État finance 50 % du coût des masques « pour les commandes passées depuis le 13 avril », a indiqué le premier ministre sur Twitter. « Beaucoup d'élus se sont rendu compte que le plan présenté est cadré, travaillé, progressif et surtout

FAITES-VOUS CONFIANCE AU GOUVERNEMENT POUR RÉUSSIR CE DÉCONFINEMENT ?



* depuis le 23 avril, Baromètre politique Odoxa-CGI

ET ESTIMEZ-VOUS QUE CE PLAN DE DÉCONFINEMENT EST...



Enquête réalisée après d'un échantillon de Français interrogés par Internet les 28 et 29 avril 2020. Échantillon de 1005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas, appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

POUR DES POINTS SUIVANTS DU DISCOURS

D'ÉDOUARD PHILIPPE, DITES-NOUS SI, SELON VOUS, IL POURRA TENIR PAROLE. À PARTIR DU 11 MAI...

■ OUI ■ NON

L'État proposera des solutions d'hébergement aux personnes infectées qui ne peuvent pas ou ne souhaitent pas rester chez elles

58% OUI 42% NON

Tous ceux qui présenteront des symptômes du Covid-19 pourront être testés ainsi que leur entourage

54% OUI 46% NON

Il y aura assez de masques pour faire face aux besoins des Français

28% OUI 72% NON

Les établissements scolaires rouvriront en toute sécurité pour les élèves et le personnel

27% OUI 73% NON

Les transports publics fonctionneront en toute sécurité pour les usagers et le personnel

26% OUI 77% NON

ODOXA LE FIGARO
franceinfo dentsu

55 % des Français ne font pas confiance

LORIS BOICHOT @lboichot

« PROTÉGER les Français, sans immobiliser la France au point qu'elle s'effondrerait. » Présentée mardi par Édouard Philippe, la feuille de route censée « tenir » cette « ligne de crête délicate » a été approuvée par une majorité de députés.

Mais le chef du gouvernement n'a pas encore entraîné une majorité de Français dans sa stratégie de sortie de crise, selon notre sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et Franceinfo. Le lupard d'entre eux ne font toujours pas confiance à l'exécutif pour réussir le déconfinement (55%), même si la méfiance diminue (-7 points par rapport à la semaine dernière).

Défi de plus pour le gouvernement depuis le début d'épidémie, la défiance de la population touche en

particulier trois promesses post-11 mai, formulées mardi à la tribune de l'Assemblée nationale.

Quantité suffisante de masques pour faire face aux besoins des Français, réouverture des établissements scolaires en toute sécurité, fonctionnement des transports sans danger pour les personnels et les usagers : sur ces sujets, près de trois Français sur quatre (72%, 73% et 74%) estiment que le premier ministre ne pourra pas tenir parole.

Doutes et inquiétude

« Les doutes demeurent », relève Céline Braçq, directrice générale d'Odoxa. « Mais à la décharge d'Édouard Philippe, ces trois sujets - masques, et surtout écoles et transports - n'impliquent pas que le gouvernement. Ils nécessitent la mobilisation de nombreux autres acteurs. »

Les Français croient toutefois en la réalisation de deux engagements qui sont d'abord du ressort de l'exécutif : l'offre de solutions d'hébergement aux malades qui le souhaitent (58%) et l'accès aux tests de dépistage pour les personnes présentant des symptômes et leur entourage (54%).

« Mais la confiance dans ces deux domaines pèse bien moins que la défiance massive concernant les transports, les écoles et les masques », nuance Céline Braçq.

Preuve de l'inquiétude d'une grande partie de la population face à l'épidémie, 45% des Français jugent que le plan du gouvernement est « trop rapide », malgré le choix d'un déconfinement en plusieurs phases. Ils sont plus nombreux que ceux qui le considèrent adapté (40%) ou qui le trouvent trop lent (15%). L'expression d'un

Les « brigades sanitaires » pourraient collecter des données personnelles

CLAUDIA COHEN @ClaudiaECohen

LE COMPTE à rebours est lancé pour l'Assurance-maladie. La Caisse nationale dispose d'une dizaine de jours pour affiner un dispositif français de « contact tracing » d'une ampleur inédite. Pour ce faire, elle a élaboré un outil sécurisé de collecte des informations relatives aux contacts des personnes contaminées. Selon nos informations, le 2^e projet de loi d'urgence sanitaire comportera une disposition encadrant l'accès à ces données pour les différents acteurs des « brigades » d'enquêteurs ainsi que leur durée de conservation.

Dès le 11 mai, chaque médecin de ville devra recenser, avec les patients contaminés qu'ils ont pris en charge, l'ensemble des personnes avec qui ils ont été en contact afin d'évaluer, selon des recommandations établies par les autorités sanitaires, si ces personnes sont susceptibles d'avoir été contaminées. Les malades seront libres de communiquer ou non les informations relatives à leur entourage. Si tel est le cas, le médecin devra saisir dans la plateforme, accessible dans amelipro, les cas contacts du patient Covid-19 ainsi que leurs coordonnées. Les quelque 5000 enquêteurs téléphoniques de l'Assurance-maladie prendront ensuite le relais.

Ces agents déjà bien rodés, issus du personnel médical, social ou administratif, seront formés dans les jours à venir par les personnels des ARS et des cellules régionales de Santé publique France. Cette dernière a élaboré les questionnaires épidémiologiques qui guideront les enquêteurs : « Combien de temps avez-vous passé à discuter ? À quelle proximité étiez-vous ? Portiez-vous un masque ? » seront les questions types, explique l'épidémiologiste Pascal Crépey. Les départements s'attellent également au recrutement d'enquêteurs issus d'organisations territoriales de santé, susceptibles de secondar les équipes de travail.

Les enquêteurs devront compléter le

recensement des cas contacts d'un patient Covid-19, si le médecin s'est seulement concentré sur leur foyer familial. Dans les 24 heures qui suivront la saisie par le médecin d'un nouveau malade et de ses contacts dans la base de données, la brigade se chargera de les rappeler individuellement pour les informer de leur potentielle exposition au virus et leur présenter les consignes sanitaires à suivre : un confinement de 14 jours et un test de dépistage à réaliser.

Réalité du terrain

Si nécessaire, l'Assurance-maladie pourra délivrer un arrêt de travail à cette occasion. En cas d'absence de coordon-

nées, l'organisme pourra interroger ses bases internes de données pour obtenir les coordonnées des Français qu'ils souhaitent contacter.

Si les objectifs semblent ambitieux, l'exécutif risque de se heurter aux réalités du terrain et à la difficile mise en commun des acteurs du secteur public et privé. « Nous avons appris l'existence de ces futures brigades seulement hier et nous n'avons pas eu de directives précises », déplorent certains médecins libéraux, qui s'interrogent sur la disponibilité du dispositif le 11 mai. Autre fragilité, l'introduction d'un nouvel outil recensant les données des patients risque de relancer les oppositions et ralentir les procédés. ■

Locaux



Le premier ministre, Edouard Philippe, entouré de quelques-uns des membres du gouvernement, mercredi, lors de la visioconférence avec les représentants d'associations d'élus locaux.

PHILIPPE LOPEZ/AFP

qu'il est réalisé dans le respect des territoires», assure-t-on dans l'entourage du premier ministre.

Si quelques maires persistent dans la critique, le ton des élus a globalement changé. « Il n'y a pas eu un coup de gueule ou un coup de griffe en deux heures de réunion », rapporte un participant. Même à gauche, on se montre désormais plus modéré à l'égard du gouvernement : « J'ai trouvé le premier ministre plutôt clair », a lancé, dans Le Parisien, le maire PS du Mans, Stéphane Le Foll, tandis que son homologue de Rennes, Nathalie Appéré, a salué une stratégie « prudente » et « sérieuse ».

Entre le gouvernement et les élus, « la confiance est en train de revenir grâce à cette crise », veut croire Renaud Muselier, le président de Régions de France. S'il doit y avoir union nationale face au coronavirus, elle passe par les territoires. ■

à l'exécutif

surcroît de vigilance ? Le premier ministre a prévenu, mardi : « Trop de prudence, et c'est l'ensemble du pays qui s'enfoncé » dans la crise économique. À l'inverse, « trop d'insouciance, et c'est l'épidémie qui repart ».

Dans l'opinion, la tendance se confirme d'une enquête à l'autre, observe Céline Braçq : « Pour une forte proportion de Français, le principe de précaution prime. Ils exigent systématiquement toujours plus de restrictions de leurs libertés. »

D'où le soutien d'une majorité d'entre eux (61 %) à la décision prise sur les restaurants, les cafés et les bars : pas de réouverture avant la deuxième phase de déconfinement, le 2 juin, contrairement aux autres commerces. En la matière aussi, la « prudence » de la population l'emporte sur l'« insouciance ». ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD @GTabard

Épique et dramatique, les deux partitions du pouvoir

C'est lui qui a souligné qu'il n'employait pas le mot par hasard. En parlant d'un « risque d'effondrement » – effondrement économique, effondrement social, effondrement moral du pays – Edouard Philippe a voulu délibérément frapper les esprits. On était loin de « l'espoir renait » ou de la promesse du retour des « jours

heureux » garanti par Emmanuel Macron dans son allocution du lundi de Pâques.

Cette formule d'Edouard Philippe en rappelait une autre, d'un de ses prédécesseurs à Matignon, François Fillon, qui avait pris un même ton grave pour prévenir qu'il était « à la tête d'un État en faillite ». Lucidité ou dramatisation ? Devoir de vérité

ou tentation de noircir la situation ? C'est comme si la fonction de premier ministre était associée au mot rigueur. Raymond Barre n'était-il pas surnommé le « Père la rigueur » ? N'est-ce pas Pierre Mauroy qui avait imposé à François Mitterrand le « tournant de la rigueur », contre les « visiteurs du soir », qui prônaient la relance ? Les exemples sont nombreux de la

propension de l'hôte de Matignon à pointer la gravité de la situation. Contre le chef de l'État lui-même s'il le faut.

Dans ce quinquennat, on se souvient de la réforme – sans doute définitivement enterrée – des retraites. Si Edouard Philippe s'était tant battu pour maintenir la mise en place d'un âge pivot, là où Emmanuel Macron tenait avant tout à l'instauration d'un régime par points, c'est parce qu'il avait l'obsession – justifiée – de l'équilibre budgétaire du régime. Si ces postures sont récurrentes, c'est qu'elles ne sont pas liées aux personnes elles-mêmes, mais à leur fonction.

Le chef de l'État est élu au suffrage universel. Il a de ce fait le peuple, ou pour le dire autrement, l'opinion, pour seule boussole et pour seul juge à la fois. Garant de l'unité nationale, il porte le souci de la cohésion du pays ; ce qui, principalement en temps de crise, peut le conduire à de fortes et coûteuses concessions. Ce fut le cas pour Macron, pour éteindre à coups de milliards l'incendie des « gilets jaunes ». Le premier ministre, lui, ne dépend que de celui qui l'a nommé. Se sachant ainsi sur un siège éjectable, il a sans doute une nature plus « sacrificielle ».

Cette crise – là est évidemment d'une nature différente et inédite. Sa dimension sanitaire fait qu'il ne s'agit pas uniquement, loin de là, d'apaiser des mécontentements, mais, d'abord, de sauver des vies. Dans son discours, Edouard Philippe a précisément voulu unir les deux enjeux : éviter que le virus se propage et éviter que le pays soit irrémédiablement à l'arrêt. Sauver des vies et sauver des emplois. Les deux impératifs sont d'apparence contradictoires et en réalité liés. Et pour relever ces deux défis, le chef du gouvernement sait qu'il ne peut se contenter de jouer avec les mots. Et c'est toute la différence entre la fonction présidentielle, qui peut user du registre verbal pour mobiliser et entraîner le pays, et la fonction gouvernementale, qui doit s'en tenir aux conséquences très concrètes de toutes les mesures prises.

Quand Emmanuel Macron assure que « le jour d'après ne sera pas un retour au jour d'avant », il peut faire miroiter un nouvel horizon, un nouveau paysage national qui résonne dans l'oreille des citoyens avec une tonalité d'espérance. Quand Edouard Philippe prépare le jour d'après, il sait qu'il ne sera question de faillites d'entreprises, d'inscriptions à Pôle emploi, de financement d'amortisseurs sociaux qu'il faudra bien trouver dans une poche ou une autre. Le président a droit à l'épique. Le premier ministre n'a droit qu'au registre dramatique. ■

RECONSTRUISONS DANS UN MONDE QUI BOUGE.

Nous agissons sur le terrain, près de vous, maintenant.

220 000 reports automatiques d'échéances mensuelles de crédits pour nos clients du 20 mars au 19 avril.

CIC. Préservons les projets de chacun. Soutenons l'activité.



Crédit Industriel et Commercial. CIC - Société anonyme au capital de 608439888 € - 6, avenue de Provence 75009 Paris - RCS Paris 542 016 381.

cic.fr



Tests : le gouvernement parie sur une montée en puissance du privé

KEREN LENTSCHNER @Klentschner

ÉDOUARD PHILIPPE s'est fixé l'objectif de disposer de 700 000 tests par semaine à partir du 11 mai. Mais alors que les pouvoirs publics ont été vivement critiqués depuis le début de la crise en raison du manque de tests disponibles, l'objectif apparaît ambitieux pour de nombreux observateurs. Et pour cause : la France n'en a réalisée la semaine dernière que 20 000 par jour. Ce chiffre apparaît dans la lettre de mission datant du 21 avril de Nicolas Castoldi, nouveau « M. Tests » de Jean Castex, chargé par le gouvernement de préparer la stratégie de déconfinement.

Le nombre de tests réalisés la semaine dernière aurait baissé mécaniquement grâce aux effets du confinement, qui a permis de réduire la propagation du virus. Mais les nouveaux cas testés, notamment en Ehpad, n'auraient pas suffisamment augmenté. « Avec les capacités que nous avons, nous aurions dû en faire 250 000 à 300 000 », peste Philippe Froguel, généticien au CHU de Lille. Selon lui, les laboratoires hospitaliers n'auraient pas suivi le rythme, malgré les commandes d'équipement de l'État : 19 automates ont été achetés au chinois MGI pour équiper les CHU. « Le gouvernement a tiré un trait sur la biologie hospitalière publique qui n'a pas su monter en

charge », regrette-t-il, pointant le « corporatisme » du système hospitalier.

Le gouvernement parie donc sur une montée en puissance des 4000 laboratoires privés de l'Hexagone, qui devront doubler leurs capacités (30 000 tests par jour actuellement). « Plus de 50 % des tests seront effectués par les laboratoires de ville », indique Nicolas Ploquin, directeur général d'Unilabs, numéro 4 de la biologie privée en France, qui déplore que le secteur privé ait été associé tardivement à la réflexion : il a fallu attendre mi-avril pour qu'une « cellule tests » soit mise en place au ministère de la Santé pour coordonner les efforts entre public et privé. Des représentants des labo-

ratoires vétérinaires et des laboratoires publics de recherche ont été invités à s'y joindre. Mais du côté des laboratoires publics, la mobilisation tarde à se mettre en place en raison de blocages, notamment au niveau des agences régionales de santé. Seule une poignée participent à ce stade au dépistage du Covid.

Stations mobiles de dépistage

Pour les labos privés, la tâche n'est pas aisée tant la tension sur les approvisionnements (écouvillons, réactifs) et les conditions de négociations avec les fournisseurs sont difficiles. Et il faut en général une semaine pour caler les machines et former le personnel. Chez Unilabs (160

laboratoires), l'achat de 7 automates et de kits de tests devrait permettre de passer de 2000 à 6000 tests par jour en mai. Le groupe compte aussi mettre en place 5 plates-formes d'analyse sur le territoire (contre 3 aujourd'hui). Le nombre de « drive-in » d'Unilabs (38 actuellement), qui permettent de tester jusqu'à 60 personnes par jour sur rendez-vous, sera également étendu. Une dizaine ouvriront en mai. Ces stations mobiles de dépistage devraient jouer un rôle important au niveau national. « Dans les grandes villes, il faudra les transformer en « walk-in », prévient Nicolas Ploquin qui planche sur un dispositif adapté aux piétons et aux personnes âgées. ■

Messes interdites : la colère des évêques

Stupéfaits de voir le culte catholique traité comme accessoire, ils n'entendent pas se laisser faire.

JEAN-MARIE GUÉNOIS @jmguenois

IL Y A de saintes colères. Elles sont lentes, elles viennent de loin. Quand elles se libèrent, elles tonnent. L'Église catholique est en sainte colère. L'intervention du premier ministre Édouard Philippe, mardi 28 avril en est la cause. Aucun prélat, prêtres et fidèles ne s'attendaient à une grande permission, celle d'ouvrir partout et aussitôt, dès le 11 mai, la messe au public. Mais les catholiques, pour leur majorité - et pas seulement les ultras - ne s'imaginaient être « sous-traités » aux rayons des accessoires de la société, après le sport, les médiathèques et les petits musées... « Je suis l'impatience des communautés religieuses » avait brièvement expliqué l'hôte de Matignon mais « je crois qu'il est légitime de demander de ne pas organiser de cérémonies avant cette barrière du 2 juin ».

La réaction a été immédiate. La très prudente Conférence des évêques s'est manifestée de façon inédite. Par un communiqué de protestation, elle a demandé sur-le-champ une « rencontre » avec les autorités gouvernementales et locales. Jamais l'Église catholique n'a remis en cause les mesures sanitaires et elle s'est même montrée exemplaire en la matière. Mais, « au nom de tous les évêques », elle a dû mardi soir constater « avec regret » que cette date du 2 juin était « imposée aux catholiques et à toutes les religions » sans tenir compte de ses propositions, jugeant donc « sévère » ce confinement imposé à l'exercice du culte.

« La liberté de culte est un élément constitutif de la vie démocratique »

LE COMMUNIQUÉ DE LA CONFÉRENCE DES EVÊQUES

Deux arguments en faveur de la reprise du culte appuyaient cette position. L'un technique : « Nous voyons mal que la pratique ordinaire de la messe favorise la propagation du virus et gêne le respect des gestes barrières plus que bien des activités qui reprendront bientôt. » L'autre, politique : « La dimension spirituelle et religieuse de l'être humain contribue, nous en sommes persuadés, à la paix des cœurs, à la force dans l'épreuve, à la fraternité entre les personnes, et à toute la vie sociale. La liberté de culte est un élément constitutif de la vie démocratique. »

L'Église catholique sera-t-elle entendue ? Elle s'était déjà sentie fort isolée, le 21 avril, lors d'une vi-



sioconférence entre les religions et le président de la République où elle avait milité pour une reprise mesurée du culte dès le 11 mai. Emmanuel Macron venait de racrocher avec le pape François, mais il n'avait pas été question de la reprise des cultes lors de cette conversation. Un pape François d'ailleurs en querelle, depuis mardi, avec l'épiscopat italien. Il ne soutient pas ses évêques dans leur conflit avec le gouvernement italien, qui traîne aussi pour la reprise des messes publiques. Il faut de la « prudence et de l'obéissance aux dispositions » a recommandé le chef de l'Église catholique.

« Restons des gens obéissants, c'est-à-dire intelligents qui répondent de manière adéquate à ce qu'on leur demande » a commenté M^{re} Michel Aupetit, archevêque de Paris mais « obéissance n'est pas soumission ». Commentant le discours du premier ministre sur Radio Notre Dame, ce mercredi, il est monté d'un cran : « Nous sommes extrêmement déçus. Nous avons fait une proposition au gouvernement. Nous avons su respecter les normes. Aller à la messe, ce n'est pas aller au cinéma. C'est quelque chose de vital. » L'archevêque de Paris ira-t-il jusqu'à « aboyer très fort » comme il a menacé de le faire, la semaine

dernière - suite à l'intrusion de policiers armés venus interrompre une messe à huis clos et dans les normes, à Paris - si « ce cirque » ne cessait pas ? Ce n'est plus exclu.

Bon nombre de prêtres - une pétition de 130 d'entre eux a été publiée le 24 avril dans *Le Figaro* pour demander la reprise de la messe - et une majorité de fidèles ne supportent plus les messes virtuelles. Et, depuis mardi, les catholiques ont « le sentiment de ne pas être considérés » comme l'a dit M^{re} Mathieu

Depuis le début de la crise du Covid-19, le père Bruno Lefevre Pontalis enregistre sa messe dominicale depuis l'église Saint-François-Xavier, dans le 7^e arrondissement de Paris. La messe est diffusée ensuite en ligne à l'heure habituelle.

NATHAN LAINE / HANS LUCAS VIA AFP

Rougé, évêque de Nanterre qui a même parlé de « brutalité » à leur égard dans le discours du premier ministre. Beaucoup d'évêques, situés dans des diocèses « verts », sans demander la lune, attendaient en effet la reprise du culte le 11 mai.

Les jours qui viennent seront déterminants. Jeudi matin, le président des évêques de France, M^{re} Eric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims, a rendez-vous par visioconférence avec le ministre de l'Intérieur, également chargé

des cultes, Christophe Castaner. Lundi est convoquée une assemblée nationale et extraordinaire des évêques par visioconférence. Du jamais vu. « Nous ne sommes pas la dernière roue du carrosse de la nation française » prévient l'archevêque de Rouen, M^{re} Dominique Lebrun, très déterminé. Ces prélats français savent et s'étonnent que, plus haut que le ministre de l'Intérieur et le premier ministre, la raideur sur le sujet religieux viendrait d'Emmanuel Macron en personne. ■

Retailleau écrit à Castaner et dénonce une « décision liberticide »

À l'annonce du plan de déconfinement et de l'interdiction d'organiser des cérémonies religieuses au moins jusqu'au 2 juin, le président du groupe LR au Sénat, Bruno Retailleau, a regretté une « décision incompréhensible », rappelant que « la liberté religieuse fait partie de nos droits fondamentaux ». Le sénateur vendéen a d'ailleurs écrit au ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, pour appuyer la demande « légitime et raisonnable » de la Conférence des évêques de France d'autoriser l'organisation des cérémonies dès le 11 mai « au même rythme que

la vie scolaire, sociale et économique ». « Des millions de Français, quel que soit leur culte, considèrent la dimension spirituelle de leur vie comme faisant partie de leurs "besoins essentiels" », explique Bruno Retailleau dans un courrier que *Le Figaro* a pu consulter. « Le président de la République a décidé de rouvrir les écoles le 11 mai. À cette date, de nombreuses entreprises, de nombreux commerces et grands magasins vont rouvrir. Dans ces conditions, une interdiction prolongée des cérémonies dans les lieux de culte risque d'apparaître comme injuste

et liberticide pour beaucoup de nos concitoyens ». Juge l'élu de Vendée, en rappelant que les responsables religieux comme les fidèles ont conscience de la nécessité de respecter les gestes barrières. « Si les choses sont faites convenablement et en lien avec les autorités locales, vous conviendrez qu'il n'y a pas de raison qu'il soit plus dangereux de rentrer dans une église, un temple, une synagogue ou une mosquée que dans un métro, un supermarché ou une salle de classe », affirme Bruno Retailleau... en espérant une réponse rapide de l'Intérieur. ■ M.M.

Les entreprises prêtes à poursuivre le télétravail

DANIELÉ GUINOT @danieleguinot

LA REPRISE DU TRAVAIL dans les bureaux n'interviendra sûrement pas le 11 mai. Lors de la présentation du plan de déconfinement, mardi à l'Assemblée nationale, Édouard Philippe a « demandé avec insistance » aux entreprises de maintenir le télétravail autant que possible. Selon nos informations, le gouvernement envisagerait même de demander aux entreprises implantées en Île-de-France, région la plus touchée par la pandémie de Covid-19 et la plus peuplée de l'Hexagone, de continuer à fonctionner à 100 % à distance pendant une ou deux semaines après le 11 mai.

Dans la foulée des annonces du premier ministre, la SNCF, qui doit restreindre son offre afin de respecter les mesures de distanciation sociale a, elle, lancé un « appel solennel » aux employeurs pour poursuivre le travail à distance après la fin du confinement. À ce jour, cinq millions de Français, soit environ 25 % des salariés, travaillent depuis leur domicile.

Les entreprises qui attendaient de connaître les détails du plan de déconfinement pour finaliser leurs différents scénarios de reprise de l'activité, n'ont pas été vraiment surprises par les demandes des pouvoirs publics.

« Nous nous y attendions un peu, confirme Karima Silvent, directrice des ressources humaines du groupe AXA. Nous avions prévu de faire revenir les salariés du groupe

« Il est de notre responsabilité d'aider à endiguer la pandémie »

LA POSITION DE PLUSIEURS GRANDES BANQUES FRANÇAISES

dans les bureaux de manière très progressive au cours des trois semaines suivant la fin du confinement. »

Aujourd'hui, la quasi-totalité des 120 000 salariés mondiaux de l'assureur (et 100 % des équipes françaises) travaillent depuis leur domicile. Les grands groupes financiers, qui avaient également préparé un projet de retour lent et



progressif des équipes dans les bureaux, sont résignées à poursuivre le travail à distance. « Nous nous adaptons aux demandes des pouvoirs publics, cela ne nous pose pas de problème. Il est de notre responsabilité d'aider à endiguer la pandémie », assure-t-on dans plusieurs grandes banques françaises.

Si les grands groupes se sont adaptés relativement facilement au télétravail, nombre de petites entreprises voient son prolongement d'un mauvais œil.

ANTONIO DIAZ - STOCK.ADOBE.COM

AXA, qui, fort son expérience en Asie, a commencé à élaborer des scénarios de sortie de crise dès le début du confinement, ouvrira les portes de ses bureaux à certains salariés à partir du 11 mai. « Quelques-uns ont manifesté le désir de revenir travailler au bureau, soit parce qu'ils sont seuls et

ont besoin de revoir du monde, soit parce qu'ils habitent dans de petits espaces, explique Karima Silvent. Nous prévoyons la venue de 10 à 15 % des équipes. Nous avons déjà effectué un nettoyage complet de tous les locaux y compris de la climatisation et avons espacé les bureaux. »

Afin que les salariés se déplacent au bureau à tour de rôle, l'assureur a scindé chaque équipe en deux (les bleus et les rouges). Une pratique très répandue dans les grands groupes.

En revanche, certaines petites entreprises voient le prolongement du télétravail d'un mauvais œil. « C'est une catastrophe, estime ainsi Cyrille Chartier-Kastler, président du cabinet Facts & Figures, dont les missions de conseil ont été suspendues au début du confinement. Les entreprises ont suspendu leurs projets de développement faute de pouvoir organiser des réunions. Et elles se contentent de gérer le quotidien. »

L'UGICT-CGT a, elle, demandé mercredi l'ouverture dans toutes les entreprises « de négociations sur les conditions d'organisation du télétravail ». ■



mgen[★]

GRUPE **vyv**

AUX PROFESSIONNELS
DE L'ÉDUCATION

**BRAVO
& MERCI**

pour votre engagement au service du public. Nous sommes fiers d'être à vos côtés et de vous protéger en Santé comme en Prévoyance.

www.antigel.agency - 02054 - Avril 2020 - © Gettyimages

Plus d'informations sur mgen.fr

MUTUELLE
SANTÉ
PRÉVOYANCE

MGEN Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Fila, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans - 75748 Paris CEDEX 15. Document publicitaire n'ayant pas de valeur contractuelle.

François Baroin : « On n'a pas le droit de se tromper de chemin »

Après un long silence, le président de l'Association des maires de France (AMF) répond aux questions du « Figaro ». Il propose différentes solutions pour aider à la reconstruction économique de la France.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARION MOURGUE
@MarionMourgue

LE FIGARO. - Vous avez été très discret depuis le début de cette crise. Pourquoi un tel silence ?

François BAROIN. - Comme tous les maires de France, je suis chez moi à Troyes et dans l'action pour répondre à la singularité de cette crise inédite, sidérante, en essayant de trouver les meilleures solutions pour protéger nos administrés, de se procurer des masques, de les distribuer à la population et de répondre aux besoins immenses de solidarité. Les maires ont pris beaucoup d'initiatives qui ont été vécues parfois par l'État comme une volonté de lui faire concurrence. Ce qui n'est pas le cas : les élus ont la volonté d'être utiles là où l'État s'est montré défaillant. Pour avoir été en responsabilité sous l'autorité de Nicolas Sarkozy dans la gestion d'une crise globale, certes sans dimensions sanitaires, je mesure la difficulté de la tâche. Ajouter ma voix à des commentaires incertains sans avoir toutes les informations dont disposent ceux qui sont aux responsabilités m'a paru inutile. Certains élus sont médecins. Je ne le suis pas. Je n'ai pas de qualité particulière pour porter un jugement sur tel médicament ou tel protocole.

Que pensez-vous du plan de déconfinement présenté par Édouard Philippe ?

L'auriez-vous voté ?
Je ne le pense pas. L'abstention du groupe LR est parfaitement justifiée. C'est un plan temporaire qui correspond plus à un confinement allégé qu'à un déconfinement orchestré. Le premier ministre semble avoir entendu certaines revendications des maires en prônant la différenciation territoriale, la souplesse et l'adaptation locale. Cela n'avait pas été le cas pour la décision de confinement. Cela doit le devenir pour le déconfinement en réinstallant une co-décision avec les maires. Ils ont

Depuis de nombreuses années, nous plaïdons avec vigueur pour une très grande décentralisation.

Ce message a été vu comme une posture d'opposants par l'État, figé dans sa culture jacobine et ultracentralisatrice.

comblés les manques. Depuis un mois, lors de mes différents échanges avec le premier ministre, je lui dis que les maires souhaitent que les villes préfèctures, chefs-lieux de département, soient les centres logistiques en lien avec les préfets. Une bataille de cette nature contre l'épidémie se gagne aussi au dernier kilomètre en matière de logistique et se gagne au coin de la rue dans la relation de confiance avec les citoyens. Ensuite, il reste des points du plan à éclaircir. Comme sur l'école, les transports publics, les établissements qui reçoivent du public ou sur la question des tests, pour laquelle il ne peut pas y avoir le même échec que sur les masques.

Ce déconfinement différencié selon les territoires, est-ce la fin du centralisme français ?

Je l'espère. Il faut une profonde et puissante décentralisation sur de très nombreux sujets. Il faut en permanence une différenciation territoriale, qui évitera les décisions prises de Paris mal vécues en province, et plus de déconcentration, pour redonner aux préfets de département l'autorité qu'ils ont perdue sur de nombreuses administrations. C'est le premier en-

seignement de cette crise : elle a mis en lumière l'impuissance de l'État dans un certain nombre de secteurs. C'est le sens de la création de Territoires unis en juillet 2018, avec le regroupement inédit des régions, des départements et des communes. Depuis de nombreuses années, nous plaïdons avec vigueur pour une très grande décentralisation. Ce message a été vu comme une posture d'opposants par l'État, figé dans sa culture jacobine et ultracentralisatrice. On l'a vu à tous les niveaux, y compris au ministère de la Santé ou dans les agences régionales de santé (ARS), qui se sont comportés comme des producteurs de normes et des régulateurs budgétaires. Cette nouvelle phase de décentralisation que nous avions défendue avant même la crise des « gilets jaunes », le président de la République nous l'avait ensuite promise à l'issue du grand débat. Mais cette promesse est restée lettre morte.

Sur ce point de l'organisation territoriale et du dialogue entre autorités publiques, nous pourrions nous inspirer plus de l'Allemagne. Elle s'en est mieux sortie parce que son système de décision a été beaucoup plus performant en matière de coordination entre d'un côté une direction nationale qui fixe un cadre protecteur pour tous les habitants d'un même pays, de l'autre des régions ou collectivités locales beaucoup plus véloces et capables d'adapter les pratiques politiques à la réalité de leur territoire. Nous devons revisiter et réorganiser les responsabilités en matière de santé, bien sûr, d'emploi, qui va être un grand sujet, de tourisme, de logement, de sport. Cette liste n'est pas exhaustive.

Le premier ministre a pointé un risque d'écroulement de l'économie. La France peut-elle se relever de cette crise ?

Ce qui est devant nous est vertigineux. Le choc psychologique, la peur, l'incertitude du lendemain, le rapport à l'autre vont constituer la toile de fond des répliques de cette crise sur le plan économique,

social et peut-être politique. Il va y avoir une accumulation des dettes pour l'État, pour la Sécurité sociale, et une perte de plusieurs milliards de recettes pour les collecti-

vités. Je rappelle qu'elles portent 70 % de l'investissement public et qu'elles sont un élément clef de la relance. J'ai proposé à l'État une nationalisation des pertes de recettes des administrations publiques locales pour compenser l'arrêt de l'activité et de ses conséquences dues au confinement. On n'a pas le droit de se tromper de chemin et il faut tirer les leçons de notre expérience.

En 2011, nous avons réduit de manière significative et dans un temps très court les dépenses. Cela a eu un effet récessif plus important que prévu même si cela nous a permis de rétablir la confiance des investisseurs. Cela signifie une chose : une augmentation d'impôts couplée à une réduction de dépenses globales serait contre-productive et certainement récessives. Le deuxième chemin, que nous avions défendu en 2011 sous l'autorité naturelle de Nicolas Sarkozy, est la mutualisation des dettes. Cela avait tout son sens à l'époque mais cela n'avait pas été possible en raison de l'opposition allemande et des pays du Nord. C'est l'idée qui semble être caressée par Emmanuel Macron. Ce qui était difficile en 2011 semble inatteignable aujourd'hui, les positions sont encore



François Baroin, en juillet 2019, lors d'un entretien avec Le Figaro.
JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

plus bloquées. Je pense que c'est à haut risque sur le plan diplomatique européen, avec deux écueils : une fracture entre les pays du Nord et ceux du Sud - au premier rang desquels la France - et le risque d'un débat en Italie sur l'utilité de rester dans l'espace européen. Ce serait un énorme échec. L'Europe n'a pas été au rendez-vous, je le regrette profondément, elle s'est montrée extraordinairement silencieuse, révélant une absence de leadership criante. Aujourd'hui, l'Europe est au carrefour de son histoire. Reste une troisième voie originale que je prône, avec d'autres, pour la relance de l'économie : une dette perpétuelle portée par la BCE ou par le mécanisme européen qui pourrait à cette occasion se transformer en fonds monétaire européen. Cela éviterait de faire porter le fardeau à la génération qui vient. La France y a tout intérêt car elle risque d'avoir dans les semaines qui viennent des problèmes de trésorerie. Elle est aujourd'hui le premier emprunteur au monde en ayant franchi la barre des 300 milliards.

Il faudra trouver un consensus sur le plan social en essayant d'aboutir à une grande conférence sociale. Comme prérequis à la discussion, le gouvernement devra très vite annoncer l'abandon de la réforme des retraites.

Comment voyez-vous la France de l'après-11 mai ?

La gestion de la crise à venir nécessitera plus un consensus social qu'un consensus politique. Autant que par la consommation, la relance doit se faire par l'investissement public, donc très largement par les collectivités locales en mettant en avant quatre secteurs : d'abord, l'agroalimentaire. Il faut retrouver ce que Jacques Chirac appelait « le pouvoir vert », c'est-à-dire notre souveraineté et notre capacité de peser dans le concert mondial avec des exportations de denrées alimentaires. C'est un élément stratégique fondamental. Même chose naturellement pour la santé, l'environnement et le numérique. Pour relancer le pays et voter les textes à venir, il faudra trouver un consensus sur le plan social en essayant d'aboutir à une grande conférence sociale sur le modèle de ce que l'on a connu après 1968 et que j'avais déjà proposé à l'issue du grand débat. Comme prérequis à la discussion, le gouvernement devra très vite annoncer l'abandon de la réforme des retraites.

Seriez-vous prêt à participer à un gouvernement d'union nationale ? Et si on vous proposait Matignon, accepteriez-vous ?

C'est une mauvaise idée qui ne ferait que renforcer les extrêmes. L'union nationale, ça veut dire tout le monde, de Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen. Je vois que l'idée séduit les Français mais j'ai du mal à l'imaginer. Participer à un tel gouvernement diluerait la responsabilité et pourrait obliger à la solidarité avec des choix non partagés, ce qui favoriserait les discours simplistes à l'approche d'échéances électorales majeures. Les Républicains prônent une autre voie, celle de la responsabilité. On peut participer à la reconstruction du pays en votant des textes s'ils vont dans le bon sens. Quant à Matignon, la question, si vous me le permettez, n'a aucun sens, la majorité actuelle étant celle d'Emmanuel Macron.

Les applications comme par exemple StopCovid seraient-elles une menace pour les libertés publiques ?

Je suis sûr que nous serons en état d'urgence sanitaire jusqu'en juillet, soit cinq mois de liberté publique encadrée et de démocratie confinée. Accepter une telle application en connaissant les enjeux commerciaux des Gafa et leur volonté de récupérer les données ferait peser une très grande menace sur les libertés publiques et individuelles. L'application ne servira pas pour la Covid-19 ; demain ce sera pour la grippe, puis pour le bilan de santé, puis dans un autre champ que celui de la santé. Ce n'est sûrement pas dans la précipitation et en état d'urgence qu'il faut imaginer un tel schéma.

Vous étiez pour le maintien du premier tour des municipales mi-mars. Le regrettez-vous aujourd'hui ?

Cette question n'a jamais été abordée par le premier ministre devant les forces politiques et les associations d'élus. La seule question posée par l'exécutif était de s'assurer que les bureaux de vote répondaient aux conditions sanitaires suggérées par le comité d'experts et auxquelles nous n'avions pas accès à l'époque. L'exécutif assume sa décision, nous l'avons accompagnée.

Comment comprenez-vous que les conseils municipaux élus au premier tour ne soient toujours pas installés ?

C'est un point très important. Cela représente 30 000 communes. Ne serait-ce que pour l'ensemble des services publics de proximité, de l'état civil aux écoles en passant par les transports, l'activité économique et la commande publique, il faut installer ces conseils municipaux dans les meilleurs délais. Il faut aussi terminer ce cycle électoral très particulier. Si le second tour ne peut pas se tenir en juin selon les recommandations du comité d'experts que l'on connaît le 23 mai, je propose qu'il ait lieu en septembre, le plus tôt possible à la sortie de l'été.

À vous écouter, on se demande si vous n'esquissiez pas un contre-projet présidentiel à celui d'Emmanuel Macron ?
Ma réflexion n'est pas de cette nature. Il faut faire preuve d'une grande humilité et d'une profonde humanité compte tenu de la nature de cette crise. Je m'efforce simplement d'apporter une contribution au débat dans le cadre de la reconstruction du pays. C'est aussi ma responsabilité de maire parmi d'autres et de président des Maires de France. ■

IL Y A LES GESTES BARRIÈRES CONTRE LA CRISE SANITAIRE

ET LES GESTES BARRIÈRES CONTRE LA CRISE ÉCONOMIQUE

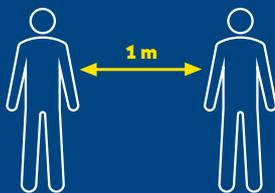
Il faut se laver régulièrement les mains



**Il ne faut pas se laver les mains
des difficultés que vous rencontrez**

À La Banque Postale, nous avons mis en place la suppression des franchises d'Assurance Auto et Habitation* pour 1 million de clients, et des reports des remboursements de crédits** immobiliers et à la consommation pour tous ceux qui en ont besoin.

**Il faut maintenir une distance sociale
de 1 m au minimum**



**Il faut rester au plus près des petites
entreprises et des professionnels**

pour les aider à repartir, avec déjà plus de 400 millions d'euros accordés de Prêt Garanti par l'État, et des reports automatiques des remboursements de crédits.

**Il ne faut ni poignée de main
ni embrassade**



**Il faut prendre à bras-le-corps
les difficultés des hôpitaux
et des collectivités locales**

À La Banque Postale, nous avons mis à leur disposition une enveloppe de 300 millions d'euros à 0 %.

C'EST ÇA ÊTRE **BANQUE ET CITOYENNE**

**UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSE. VÉRIFIEZ
VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.**

* La suppression des franchises s'applique uniquement aux sinistres Auto et MRH survenus entre le 16 mars et le 16 juin 2020.

** Sous réserve d'acceptation de votre dossier par La Banque Postale.

Dispositifs en vigueur jusqu'au 16 juin 2020.

La Banque Postale Assurances IARD – S.A. au capital social de 161 142 000 € – 30 boulevard Gallieni 92130 Issy-Les-Moulineaux. RCS Nanterre n° 493 253 652. Entreprise régie par le Code des assurances.

Prêteur : La Banque Postale Financement – S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance. Capital social 2 200 000 €.

1 avenue François Mitterrand 93212 La Plaine Saint-Denis CEDEX. RCS Bobigny n°487 779 035. Distributeur/

Intermédiaire de crédit : La Banque Postale – S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance – Capital social 6 585 350 218 €

– 115 rue de Sèvres 75275 Paris CEDEX 06 – RCS Paris n° 421 100 645 – Intermédiaire d'assurance ORIAS n° 07 023 424.



BANQUE ET CITOYENNE

Le casse-tête de la distanciation sociale dans

Les entreprises s'efforcent de trouver des solutions pour maintenir la distance d'un mètre entre chaque passager. Un

JEAN-YVES GUÉRIN @jyguerin

IMPOSSIBLE de placer la barre plus haut pour protéger les voyageurs lors du déconfinement prévu à partir du 11 mai. Le gouvernement impose la double peine aux opérateurs de transport en commun : faire respecter le port du masque et la distanciation sociale aux passagers. Une obligation cumulée que la France est le seul pays européen à retenir en sortie de confinement, avec l'Italie.

Un choix très exigeant dont le premier ministre, Édouard Philippe, a précisé les conséquences dans le métro parisien : « Il faudra condamner un siège sur deux. » En réalité, la capacité des transports en commun sera bien plus réduite si on prend en compte les personnes qui voyageaient debout dans les trains de banlieue, les métros, les tramways ou les bus. « Dans un bus qui peut accueillir 100 personnes habituellement, il ne pourra en avoir que 20 », affirme au Figaro Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France. Une réduction de l'offre

drastique qui devrait s'appliquer y compris dans les métropoles peu touchées par le virus (Nantes, Bordeaux...) même si le gouvernement veut adapter les règles du déconfinement aux situations locales.

Dès lors, se pose une question : les entreprises de transport (RATP, SNCF, Keolis, Transdev...) arriveront-elles à réussir ce plan très exigeant ? Ou va-t-on vers un fiasco qui serait immanquablement illustré par des vidéos montrant des usagers serrés comme des sardines aux heures de pointe, nombre d'entre eux ne portant pas de masque ?

Aujourd'hui, personne n'est capable de prédire comment cela va passer. Cela dépendra de plusieurs paramètres. « On peut y arriver s'il n'y a pas un afflux massif dans les transports, affirme un opérateur. S'il y a deux fois plus de trafic que pendant le confinement alors que sur la majorité des réseaux en France l'offre va remonter à 70 % contre 30 % aujourd'hui, c'est jouable de respecter les distances sociales. Au-delà, ce sera trop compliqué. » Pour l'Île-de-France où le défi sera ma-

jeur compte tenu de la saturation habituelle des transports, Valérie Péresse ne dit pas autre chose : « Avec la RATP qui va remonter son offre à 70 % et la SNCF à 60 % sur les Transiliens, on pourra transporter 1 million à 1,5 million de personnes contre 500 000 aujourd'hui », estime-t-elle. On sera donc loin des 5 millions de passagers quotidiens

qui empruntent habituellement les transports en commun dans la région capitale.

Des couacs inévitables

Pour limiter l'usage, il faudra que les entreprises suivent les recommandations du gouvernement : maintenir au maximum en télétravail ceux qui peuvent le faire. Et lisser les heures de pointe pour ceux obligés d'aller au bureau ou à l'usine. Dans ce cadre, le gouvernement devrait accéder à la demande de Valérie Péresse : maintenir en Île-de-France l'attestation employeur indiquant la nécessité de venir au travail en y ajoutant un créneau horaire d'une heure (entre 7 heures et 11 heures) pour arriver au bureau et d'une heure (entre 15 h 30 et 19 h 30 pour en repartir). Malgré cela, beaucoup doutent qu'on puisse faire respecter la distanciation sociale aux heures de pointe sur les lignes (la 13, le T1...) empruntées massivement par des salariés venus de Seine-Saint-Denis avec des jobs où le télétravail n'est pas possible. « Ce sera mission impossible de faire respecter tout le

temps les distances de sécurité sur ces axes. Même si on a renforcé le service sur ces lignes depuis fin mars, la distanciation sociale n'est déjà pas toujours appliquée aujourd'hui », estime Thierry Babec, secrétaire général de l'Unsa-RATP, premier syndicat de l'entreprise. « Je ne vois pas comment faire respecter ces exigences dans les 3 000 gares de France, que ce soit pour des Transiliens et des TER alors qu'il n'y a plus de personnel dans beaucoup de ces gares », ajoute Didier Mathis, secrétaire général de l'Unsa-ferroviaire.

Le défi est immense : la distanciation sociale exige qu'il y ait maximum deux personnes par mètre carré dans les transports. Au minimum, il y aura donc des couacs. L'enjeu pour les opérateurs sera de les limiter au maximum.

Pour y parvenir, la contrainte sera un des instruments comme l'a reconnu Édouard Philippe : « Il faut se préparer à limiter les flux en cas d'affluence », a-t-il indiqué. Les opérateurs de transport pourront

Le défi de la désinfection dans les transports en commun

Nébulisation, fumigation, pulvérisation... Ces termes dessinent le nouveau visage de la propreté dans les transports en commun. Ils désignent l'usage de produits virucides, dispersés dans les habitacles en l'absence des voyageurs. « On ne parle plus de nettoyage mais de désinfection », précise Marc Azahaf, directeur de

N Services (Groupe Nicollin) chargé de la propreté de bus, trains et tramways dans différentes régions. « La désinfection des trains, notamment sur les boutons de portes et les lunettes de toilettes, ainsi que sur les barres d'accroche dans les tramways et bus, s'intensifie à l'aide de lingettes virucides à usage unique », précise-t-il. G.M.



À Paris, les taxis copient les cabs londoniens

« LE DÉCONFINEMENT ? On n'en attend pas grand-chose. » Président de la FNDT (Fédération nationale du taxi), Didier Hogrel n'est pas désabusé, simplement réaliste. Il ne croit pas que les affaires vont repartir le 11 mai pour les 55 000 chauffeurs de taxi quasiment à l'arrêt depuis deux mois. « La clientèle loisirs ne va pas revenir tant que les lieux de loisirs comme les restaurants et les cinémas sont fermés, les touristes manqueront toujours à l'appel. Quant à la clientèle professionnelle, elle va continuer à télétravailler. »

Et le coût des courses est trop important pour escompter récupérer des clients réguliers qui auraient peur de prendre les transports en commun pour aller au travail. D'autant que les voitures où les clients défilent toute la journée n'inspirent pas confiance aux passagers. Même son de cloche chez les opérateurs de VTC, qui comptent 50 000 chauffeurs. « Il y aura peut-être un petit frémissement de l'activité mi-mai mais pas beaucoup plus », souligne Yves Weisberger, président de SnapCar-LeCab et de la fédération professionnelle des opérateurs de VTC.

Cela n'empêche pas ces professionnels de la route de chercher tous les moyens de convaincre les clients que le risque de contracter le Covid-19 dans leur habitacle est proche de zéro. Une façon de préparer une reprise attendue plutôt en septembre. Ainsi, G7 propose à

ses artisans taxis d'installer une séparation en plastique souple entre les sièges avant et les sièges arrière. Avec seulement une trappe au niveau de l'accoudoir pour effectuer les paiements. Un système similaire à celui pratiqué traditionnellement par les taxis à Londres. Depuis presque trois semaines, la société propose de fournir et d'installer cette protection translucide dans son garage de Clichy pour près de 60 euros. « 2 000 de 9 000 de nos chauffeurs en région parisienne se sont déjà équipés », souligne G7.

Paroi isolante

Depuis vendredi dernier, Uber propose aussi à ses 30 000 chauffeurs en France de faire installer chez Norauto un panneau de séparation en polycarbonate ou PVC de la marque Usipanel avec un discount de 10 %. Un dispositif sans ouverture car dans le VTC le paiement de la course se fait sur l'appli à la réservation et pas au chauffeur. « Suivant le modèle de voiture, l'installation d'une paroi de séparation coûte de 80 à 100 euros en moyenne et Uber en rembourse 50 euros aux chauffeurs actifs », affirme le roi des VTC. Des milliers d'artisans taxis indépendants ont fait aussi installer ce genre de paroi souple. « Mais comme aucun produit n'est homologué, les compagnies d'assurance refusent de couvrir le risque en cas d'accident », soupire Didier Hogrel. ■ J.-Y.G.

Des milliers d'artisans taxis indépendants ont fait installer une paroi souple protectrice dans leur véhicule (à gauche).

Les opérateurs de trottinettes électriques s'apprennent à en déployer plusieurs milliers d'unités dans Paris pour y faciliter la mobilité urbaine au moment du déconfinement (au centre). Afin de ne pas saturer les transports collectifs, les pouvoirs publics multiplient les mesures pour encourager l'usage du vélo à compter du 11 mai (à droite).

J.-C. MARIMARA / LE FIGARO, PHILIPPE LOPEZ / AFP, G. FUENTES / REUTERS

140 000
cours
par jour
Indicateur d'usage que Vélif' espère atteindre dès mi-mai

Les opérateurs de trottinettes et de vélos croient en leur bonne étoile

MO À VOS MARQUES, prêts, partez ! Alors que la plupart des opérateurs de mobilités partagées avaient suspendu leur service le temps du confinement, ils vont se relancer dès le 11 mai. Les 5 000 vélos électriques Jump, une marque d'Uber, seront à nouveau disponibles dans les rues de la capitale. Le Lime a la volonté de redéployer très vite ses 7 700 trottinettes à Paris, quitte « à en mettre la moitié le premier jour et à monter en puissance les jours suivants en fonction de la demande », explique Arthur-Louis Jacquier, directeur général de l'opérateur américain pour la Ville Lumière.

Tier, Dott ou Voi qui exploitent également des trottinettes seront aussi présents au rendez-vous. Tout comme Cityscoot, le roi des scooters partagés. Un phénomène identique dans les grandes métropoles de province, mais à échelle plus réduite : Dott, Lime et Voi seront présents à Lyon ; Tier et Voi à Bordeaux ; Cityscoot à Nice... Si les opérateurs jouent ce jeu-là, c'est qu'ils font tous le même calcul : la défiance pour les transports en commun va leur profiter. Surtout que les trottinettes et les vélos pourront emprunter les nouvelles pistes cyclables temporaires qu'ouvriront un peu partout dans beaucoup de grandes villes lors du déconfinement. Le principe est clair : sur beaucoup d'axes, une voie sera réservée aux cyclistes et à ceux qui circulent à trottinette.

Pour qu'ils se sentent en sécurité, cette piste sera séparée des autres voies par des plots ou à minima par un marquage au sol avec de la peinture jaune. La mairie de Paris travaille pour installer des pistes suivant le tracé des lignes 1, 4 et 13 du métro. Dans le Val-de-Marne, 40 km de ces pistes ouvriront dès le 11 mai sur les trajets empruntés par les RER B, C et D. Montpellier a ouvert sa première piste temporaire il y a quelques jours. Lille planche pour en lancer sur une vingtaine d'axes... Une idée venue de Bogota en Colombie où, mi-mars, la municipalité a transformé 22 km de routes en pistes cyclables en une nuit.

Dans ce contexte favorable, les acteurs des mobilités partagées s'attendent à un usage renforcé. Vélif', qui est resté actif pendant le confinement, table sur 140 000 courses par jour dès mi-mai contre 30 000 aujourd'hui. Pas si loin du record établi pendant les grèves de la RATP et de la SNCF en décembre-janvier (175 000 par jour). « On s'attend à ce que l'utilisation des mobilités partagées progresse et qu'elle dépasse dès les premières semaines les niveaux atteints à la même période l'année dernière », affirme un expert du secteur, Aymeric Weyland.

Si ces start-up se lancent à corps perdu dans ce défi, c'est aussi qu'elles n'ont pas le choix. Avant le confinement, très peu d'entre elles avaient un modèle

économique rentable. Générer de la trésorerie est donc une question de survie. Reste que ce pari d'une activité accrue n'est pas gagné. Car les passagers savent bien que le risque zéro d'attraper le Covid-19 n'existe pas même avec ces engins partagés.

Prix de relance

Afin de reconquérir les clients, les opérateurs ont donc impérativement besoin de prouver qu'ils font le maximum pour protéger leurs clients. « Tous les vélos seront désinfectés avant la reprise du service le 11 mai, puis nettoyés chaque jour avec des sprays virucides en insistant sur les zones de contact (guidon, selle, cadenas...) », explique-t-on chez Jump. Mais aucune n'a trouvé la solution pour offrir du gel hydroalcoolique.

Parallèlement, ces entreprises travaillent pour assurer une sécurité maximum à leurs salariés dans les ateliers de réparation ou sur le terrain, quand ils changent les batteries. Chez Voi, les mécaniciens qui réparent les trottinettes travailleront désormais en 2x8 pour être moins nombreux dans le même espace et respecter ainsi les distances de sécurité. « Mais le 11 mai, les 130 personnes qui travaillent chez nous à l'atelier et qui ne savent pas encore », reconnaît Arthur-Louis Jacquier. Ces start-up ont encore dix jours pour répondre à toutes ces questions. ■ J.-Y.G.

Les transports

immense défi qui a tout d'une gageure.

s'inspirer de l'expérimentation menée la semaine dernière à Rome. Pendant trois heures, les passagers n'étaient autorisés à entrer dans le métro que par groupe de trente toutes les trois minutes.

Marquage au sol en cours

« On va gérer les flux mais comment, à quel niveau, on ne sait pas », affirme-t-on à la SNCF. Faudra-t-il placer un agent dans chaque train de banlieue, dans chaque tramway ou bus pour limiter les montées ? Ou trouver ce personnel supplémentaire ? Comment éviter les attroupements ? Que faire si un groupe de passagers excédés veut forcer le passage ? Les entreprises de transport n'ont pas les réponses. « Seule certitude, on aura besoin d'être aidé », continue-t-on à la SNCF. Un appel du pied à peine dissimulé aux forces de police et à la gendarmerie. De son côté, la RATP n'a pas souhaité aller plus loin que son commentaire fait mardi après la présentation du premier ministre : « La mise en application concrète d'une telle mesure, sur un réseau qui en temps normal produit 12 millions de voyages par

jour, est en effet conditionnée à la capacité de limiter drastiquement les flux sur l'ensemble des lignes. »

Parallèlement, les opérateurs de transport planchent sur le marquage au sol qui permettra de respecter ces fameuses distances sociales. D'ici le début de la semaine prochaine, la SNCF compte installer dans les 120 plus grosses gares de son réseau ces équipements qui permettront de séparer les flux d'entrée et de sortie. La RATP a commencé à condamner un siège sur deux sur les quais de ses stations sur la ligne 1 et le RER A. Et elle réfléchit à indiquer en direct sur son appli si telle station est bondée pour en détourner les voyageurs.

À côté, le port du masque obligatoire dans les transports, s'il reste compliqué à mettre en œuvre, pose moins de problèmes à la RATP, SNCF et consorts. Selon nos informations, les contrôleurs pourront mettre une amende de 135 euros à ceux qui n'ont pas l'accessoire demandé. On attend des éclaircissements aussi précis sur la distanciation sociale pour savoir si ce plan est réaliste. ■



S. SORIANO/LE FIGARO

VERONIQUE GUILLERMARD
@vguillermard

Avec la RATP qui va remonter son offre à 70 % et la SNCF à 60 % sur les Transiliens, on pourra transporter 1 million à 1,5 million de personnes contre 500 000 aujourd'hui

VALÉRIE PÉCRESSE,
PRÉSIDENTE DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Les compagnies veulent rassurer sur la qualité de l'air à bord des avions

l'aviation a déjà été confrontée aux virus H1N1 et Sras et que le filtre Hepa avait alors fait ses preuves.

En revanche, les compagnies aériennes doivent s'organiser, en liaison avec les aéroports, pour identifier, isoler ou refuser à bord les personnes malades. Augustin de Romanet, PDG d'Aéroports de Paris, est favorable à l'idée de tester les passagers avant le vol -ce qui suppose aussi des résultats très rapides-, et au port du masque. Il prône un « habecus corpus sanitaire » qui devrait s'appliquer partout. Pour l'instant, les compagnies sont en ordre dispersé.

Mi-avril, Emirates a décidé de tester les passagers, via un prélèvement sanguin réalisé dans l'aéroport de Dubaï. Un premier essai a été mené sur les passagers d'un vol Dubaï-Tunis. La Thaïlande a pris des décisions strictes. Port de masque obligatoire, prise de température, transfert à pied pour rejoindre l'avion plutôt qu'en bus... et aucun service de boisson et nourriture pendant le vol. Les passagers ne seront pas autorisés à apporter leurs repas.

En France, nous n'en sommes pas encore là. Air France, dont les vols affichent un taux de remplissage

moyen de 30 à 40 %, a pris des mesures « afin de limiter au maximum les interactions entre les passagers et avec le personnel navigant ». Cela commence dès le comptoir d'enregistrement avec marquage au sol et Plexiglas de protection.

À bord, les hôtesses masquées et gantées mettent à disposition du gel hydroalcoolique. Les procédures de nettoyage ont été renforcées et, depuis mi-mars, les cabines sont désinfectées. À chaque rotation, tout est nettoyé, du sol à la tablette en passant par les toilettes et les racks à bagages.

Pour attribuer les sièges, Air France est pragmatique. Si le vol n'est pas plein et que les passagers ne se connaissent pas, ils seront placés à l'extrémité de chaque rangée de trois sièges, de part et d'autre du couloir central dans le cas d'un Airbus A320. Le siège du milieu sera laissé vacant. Si un voyageur est accompagné d'un proche, ils seront côte à côte. Si le vol est plein, des masques seront distribués. « Nous n'avons pas de règle figée sur la neutralisation du siège central », souligne Air France. Pour le patron de Ryanair, ce serait « une idée stupide ». S'il ne veut personne à côté de lui, le passager « paie pour le siège du milieu ». ■

99,99 %
Taux

d'efficacité pour bloquer poussières, bactéries et virus du filtre Hepa, qui est intégré aux systèmes de ventilation des Airbus et des Boeing



Le déconfinement devrait profiter au vélo

MARIE BARTNIK @mariebartnik

LES GRÈVES avaient déjà converti au vélo de nombreux usagers des transports en commun. L'épidémie de Covid-19 devrait amplifier le mouvement. « Nous nous attendons à ce que la demande soit bien plus importante qu'en fin d'année dernière, où elle avait déjà augmenté de 50 % en Île-de-France, anticipe Boris Wahl, directeur général de l'enseigne spécialisée Cyclable. Contrairement à la grève, la pandémie va s'installer dans la durée. Et le déconfinement intervient à une période où il fait beau, ce qui incite à prendre le vélo. »

Pistes cyclables provisoires

Ce mode de transport apparaît comme une alternative idéale aux transports en commun puisqu'il permet de respecter la fameuse « distanciation sociale ». Il présente aussi l'avantage d'éviter les embouteillages et la pollution occasionnés par un recours massif à la voiture.

Les pouvoirs publics multiplient donc les mesures pour encourager l'usage du vélo à compter du 11 mai. Mission a été confiée à l'ex-vice-président aux transports de la région Île-de-France, Pierre Serne, de favoriser ce mode de transport. De nombreuses pistes cyclables provisoires, tracées sur des axes routiers, sont en

cours d'aménagement dans plusieurs grandes villes, dont Paris et Lyon. Les pouvoirs publics ont par ailleurs déjà demandé aux magasins de réparation et de ventes de rouvrir leurs portes pour servir les clients. De sources concordantes, une prime de réparation pourrait être octroyée aux détenteurs d'un vélo. « L'objectif est que les Français qui le souhaitent puissent en avoir un en état de fonctionnement dès le 11 mai », explique Virgile Caillat, délégué général de l'Union sport & cycle.

Dans les magasins spécialisés, la hausse de la demande est déjà perceptible. Chez Go Sport, les commandes en ligne ont grimpé de 300 %. « Nous faisons en sorte de disposer de conseillers en nombre suffisant dans ce domaine, explique Benoît Legrand, directeur des ventes chez Go Sport. Nous avons aussi commandé les accessoires de réparation de vélos en plus grandes quantités. » Tout l'enjeu, pour les professionnels, sera de parvenir à satisfaire la demande tout en respectant les mesures de distanciation sociale. Nombre d'entre eux étendront pour ce faire leurs horaires d'ouverture.

Le risque de pénurie est en revanche minime. « Les ventes de vélos sont habituellement au plus haut en mars-avril. Cette année, l'activité a été inexistante. Les magasins disposent donc de beaucoup de stock », rassure Virgile Caillat. ■

LES 74 000 PHARMACIENS de métropole et d'outre-mer sont totalement mobilisés dans la lutte contre le Covid-19 au service des Français et de la santé publique.

L'Ordre national des pharmaciens et l'ensemble de ses Présidents leur disent

MERCI.

MERCI aux **26 905 PHARMACIENS TITULAIRES D'OFFICINE** et aux **28 464 PHARMACIENS ADJOINTS ET AUTRES EXERCICES**, qui sont en première ligne pour conseiller la population, garantir l'accès aux médicaments et produits de santé, assurer la distribution des masques aux professionnels de santé de ville, et demain à la population.

MERCI aux **3 929 PHARMACIENS DE L'INDUSTRIE**, mobilisés pour continuer à assurer la production et l'approvisionnement en médicaments et dispositifs médicaux, dans un contexte mondial de tensions de produits.

MERCI à notre réseau de **1 356 PHARMACIENS DE LA DISTRIBUTION EN GROS**, qui poursuivent la distribution quotidienne, adaptée et sécurisée aux officines et aux établissements de santé, de l'ensemble des médicaments nécessaires aux patients et acheminement, avec réactivité, les masques du stock d'État vers les officines.

MERCI aux **7 340 PHARMACIENS BIOLOGISTES MÉDICAUX**, pleinement investis à l'hôpital comme en ville dans un dépistage du Covid-19 sécurisé, tout en poursuivant leurs activités quotidiennes.

MERCI aux **7 455 PHARMACIENS DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ, MÉDICO-SOCIAUX ET SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS**, qui agissent pour la prise en charge lourde des patients Covid-19 hospitalisés en veillant à l'approvisionnement et à la dispensation des traitements, mais aussi permettent d'assurer la continuité des soins pour les autres patients hospitalisés.

MERCI aussi aux **PHARMACIENS QUI ŒUVRENT QUOTIDIENNEMENT**, en plus de leur exercice, au sein des organisations professionnelles et syndicales pour soutenir l'action de toutes les filières en ces temps troublés.

MERCI enfin à la **POPULATION** pour sa confiance sans faille dans l'action des pharmaciens et leur témoignage de soutien quotidien.



La voiture ou le vélo plutôt que le métro

Crainte de la contagion, de la cohue, des files d'attente : beaucoup vont privilégier les transports individuels.

ANGÉLIQUE NÉGRONI
anegroni@lefigaro.fr

« LE GOUVERNEMENT fait appel au civisme des usagers et veut que l'on garde nos distances entre passagers. Mais c'est tout le contraire de ce qui se passe d'ordinaire dans le métro parisien ! », lance une habituée des trajets dans des rames bondées. Les déclarations, ce mardi, d'Édouard Philippe sur les déplacements dans les transports en commun en période de déconfinement à compter du 11 mai, en laissent plus d'un pantoufle.

Pour beaucoup, les consignes mises en avant pour limiter les risques de contamination sont irréalisables et même peu efficaces. « Même si on crée un dispositif pour faire partir des rames peu remplies, les gens vont attendre leur tour en s'agglutinant. Dans ces conditions, le port du masque, rendu obligatoire, sera insuffisant », estime Isabelle, chef d'équipe au sein d'une société de courtoisie à Puteaux, dans les Hauts-de-Seine. « Et s'il y a un marquage au sol pour que chacun patiente en respectant les distances, les files d'attente vont faire des kilomètres ! C'est n'importe quoi ! », s'agace Véronique, habituée à circuler en voiture en région parisien-

ne et bien décidée à ne pas changer ses habitudes.

Certains d'ailleurs parient sur le grand retour de l'automobile à compter du 11 mai. La vie « d'après » pourrait bien alors être comme « avant »... mais en pire, avec des embouteillages monstres. La peur d'attraper le coronavirus dans les bus, les trains de banlieue et le métro pourrait jeter la population sur les routes, derrière un volant, afin de reprendre le chemin du travail. Un scénario dont les élus des grandes agglomérations ne veulent pas, à commencer par Anne Hidalgo.

Nouvelles pistes cyclables

La maire de Paris se refuse de voir le Covid-19 triompher de tous ses efforts pour bouler la voiture hors de ses rues. Mardi dernier, lors d'une séance du Conseil de Paris, elle n'a pas mâché ses mots. « Il s'agit d'éviter un retour à l'usage de la voiture, dont les émissions aggraveraient la crise sanitaire », a-t-elle averti. Son arme reste le vélo. L'élue compte mettre les bouchées doubles pour offrir de nouvelles pistes cyclables aux usagers. Cette offre accrue pourrait convaincre certains de prendre la bicyclette. C'est le cas de Guillaume qui, habitant Ver-

Si la distanciation sociale est respectée pendant la période de confinement (ici, mercredi dans une rame parisienne), les usagers jugent irréaliste son application quand l'activité reprendra.
I.-C. MARMARA / LE FIGARO

sailles dans les Yvelines, est prêt à renouveler la location de son vélo électrique auprès de la région Île-de-France pour rejoindre Paris quotidiennement. « Les masques dans les transports, c'est trop pénible. Et s'il faut attendre son tour pour prendre son train de banlieue, à quelle heure va-t-on arriver au bureau ? », interroge-t-il. Zeina, architecte à Clamart, dans les Hauts-de-Seine, est prête, elle aussi, à pédaler pour se rendre à ses rendez-vous.

Toutefois, l'après-11 mai pourrait finalement se dérouler correctement si le télétravail, qui doit rester la règle, est largement respecté. « On nous invite à poursuivre nos activités chez nous. La DRH a

d'ailleurs signalé que tous les gens qui ont peur de prendre les transports en commun n'y seront pas contraints et resteraient chez eux », rapporte Christine, qui travaille à Rueil, à l'ouest de Paris, dans une société de services. Mais, ce 11 mai, les magasins vont enfin ouvrir et bien plus de personnes vont devoir circuler pour rejoindre leur poste. Les acheteurs aussi pourraient être tentés de se précipiter dans les boutiques. La ruée vers les achats aura-t-elle lieu ?

Quant aux déplacements plus longs, en TGV ou en avion, ils suscitent bien des inquiétudes. En cause notamment : la climatisation (lire à ce sujet notre article, p. 9). « On n'a

pas de certitude mais elle pourrait faire circuler le virus. Nous voulons des garanties dans les transports mais aussi dans nos bureaux », insiste Isabelle. Par ailleurs, lors de ces trajets, les consignes de distanciation sociale resteront lettre morte, assurent certains usagers. « Comment un TGV et un avion pourraient circuler et voler à moitié vide ? C'est économiquement impossible », relève Patrick, chef d'entreprise. D'ailleurs, durant le confinement, certains vols ont été réalisés sans protection particulière, signale-t-il. Dans un Paris-Toulouse notamment, les voyageurs ont pris place comme à l'ordinaire. Assis les uns à côté des autres. ■



Faut-il avoir peur des transports en commun ?

VINCENT BORDE NAVE @bordenave

LES TRANSPORTS urbains devraient progressivement retrouver leur fréquence d'avant crise. L'objectif est toutefois d'augmenter le moins possible le nombre d'usagers quotidiens, en favorisant le recours au télétravail. Car même en condamnant un siège sur deux, on imagine mal, et ce particulièrement sur certaines lignes de région parisienne, comment il sera possible de maintenir des distances d'un mètre entre les usagers.

Le principal allié de la propagation du virus est le nombre de nos interactions sociales. La meilleure des protections est donc l'éloignement. Mais faute de pouvoir garder ses distances, et dans un espace clos, mal aéré ou insuffisamment

ventilé comme peuvent l'être les transports en commun, le port du masque généralisé est une solution qui limite le risque, car il empêche les projections de postillons.

Or, s'il reste des éléments flous sur le mode de transmission du virus, la littérature scientifique semble montrer que la plupart des transmissions se font par gouttelette. Concrètement, pour nous infecter, le virus doit être en contact avec nos muqueuses : lèvres, langue, nez mais aussi yeux. Il y a deux manières d'être contaminé : soit par une projection directe des agents pathogènes (c'est le cas lorsqu'un malade toussote ou éternue en notre direction), soit par transfert de l'agent pathogène de la main vers les muqueuses (quand on se touche le visage après avoir été en contact avec une surface contaminée).

20 %
des personnes infectées ne présentent aucun symptôme, le port du masque permet de limiter le risque individuel et la protection collective dans les transports

La généralisation du port du masque permet de limiter le risque à titre individuel, mais offre aussi une protection collective. Car en portant un masque, les individus malades propagent moins la maladie. C'est d'autant plus utile que près de 20 % des personnes infectées ne présentent aucun symptôme. Mais le virus est tout de même présent dans leur salive, et par le simple fait de parler, de postillonner, ils vont propager le virus.

Plusieurs travaux ont aussi démontré la persistance du virus dans les aérosols, de minuscules particules

de salive qui flottent dans l'air. La contamination est donc en théorie possible sans contact rapproché. Mais l'immense majorité des transmissions se fait lors de contacts rapprochés et les études épidémiologiques montrent que la plupart des contaminations ont lieu dans des cercles comme la famille ou le travail.

Mais mettre un masque ne suffit pas, encore faut-il l'utiliser correctement. Ainsi, posséder un seul et même masque que l'on range dans sa poche entre deux trajets est une très mauvaise idée. Si l'on a croisé une personne atteinte, et même si la

rame de métro est régulièrement désinfectée, des virus ont pu se déposer sur le côté extérieur du masque. En le rangeant dans sa poche ou son sac sans y prendre garde, on prend le risque de contaminer ses mains. Le port du masque ne dispense donc pas du strict respect des autres gestes barrières, et laver ses mains au gel hydroalcoolique en entrant et en sortant de la rame, ou éviter de se toucher le visage, restent essentiels. Il faut aussi penser à se laver les mains avant et après avoir retiré son masque, et ne le manipuler que par ses attaches. ■

Lainière Protection™
— L'innovation nous protège —

FILTRATION GARANTIE
TESTÉ 10 LAVAGES

COMMANDEZ VOS MASQUES FILTRANTS

LAINIERE-SANTE.COM

Masques à usage non sanitaire de catégorie 2

Efficacité de filtration de particules 3µm : > 70%
Lavable et réutilisable 10 fois
Respectueux de l'environnement
Confort optimal
Excellente respirabilité

Ramassage scolaire : des règles ardues

ERIC DE LA CHESNAIS @plumedeschamps

LES MODALITÉS de déconfinement dans les transports scolaires posent de nombreuses interrogations aux élus et entrepreneurs responsables de cette mission. Le premier ministre, Édouard Philippe, l'a annoncé : le 11 mai, « la capacité sera réduite de moitié dans les transports scolaires, avec obligation du port du masque pour les chauffeurs et les écoliers, à partir du collège ». C'est surtout la question de la distanciation physique, un siège sur deux occupé dans le car, qui pose problème aux professionnels. « Nous ne savons pas comment nous allons faire pour faire respecter cette nouvelle consigne », s'inquiète Jean-Sébastien Barrault, président de la Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV), qui recense 40 000 conducteurs de cars scolaires à travers le pays. « Qui fera la police à l'intérieur du car pour voir si ces consignes sont respectées ? À l'extérieur, si un 26^e élève se présente pour monter dans le bus, nos véhicules contenant la plupart du temps 50 places, le conducteur devra-t-il le laisser sur le bord de la route ? », demande-t-il avant d'affirmer : « Nous ne pourrions pas doubler le nombre de cars scolaires en circulation ».

Autre interrogation du secteur : l'âge moyen des chauffeurs. Il tourne autour de 55 ans. « Beaucoup ont plus de 60 ans. Va-t-on réussir à les mobiliser alors qu'ils sont considérés comme plus vulnérables au Covid-19 ? C'est là aussi un élément à prendre en compte avant la reprise », prévient Jean-Sébastien Barrault.

De leurs côtés, les élus chargés des

transports publics des collégiens et lycéens, dont la compétence revient aux régions, misent sur une faible affluence des élèves pour pouvoir respecter les consignes gouvernementales. Tout du moins, dans un premier temps. « En théorie nous ne sommes pas inquiets. Tous les parents n'enverront pas leurs enfants à l'école le 11 mai, le fait qu'il ne faille pas plus de 15 élèves par classe va réduire aussi la fréquentation dans les bus scolaires, fait re-

« Il faut que l'Éducation nationale nous associe aux modalités de la reprise car si elle compte faire venir la moitié des élèves le matin et l'autre moitié l'après-midi, nous ne pourrions pas suivre »

GRÉGOIRE DE LASTEYRIE, DÉLÉGUÉ SPÉCIAL POUR LES NOUVELLES MOBILITÉS AU SEIN DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

marquer Grégoire de Lasteyrie, délégué spécial pour les nouvelles mobilités au sein de la région Île-de-France. Il faudra que l'Éducation nationale nous associe aux modalités de la reprise car si elle compte faire venir la moitié des élèves d'une même classe le matin et l'autre moitié l'après-midi pour respecter le nombre de 15 enfants par salles, nous ne pourrions pas suivre. D'autant que les entreprises de transport avec lesquelles nous travaillons tablent sur un taux absentéisme de 10 à 15 % de leurs conducteurs ». Même constat plus à l'ouest, dans les Pays

de la Loire.

« Les cinq départements des Pays de la Loire ont fait un point sur les conditions de reprise des transports scolaires sur leur territoire, ce mercredi matin, avec la présidente de région, Christelle Morançais, indique Olivier Richefou, président de la Mayenne. Seuls les élèves des collèges de sixième et cinquième reprendront les cours le 11 mai et encore suivant le volontariat. Cela va permettre dans un premier temps de faire circuler des véhicules où la distanciation physique pourra être respectée. Après le 2 juin, avec le retour des lycéens et des élèves de quatrième et troisième, ces nouvelles normes seront plus compliquées à mettre en œuvre ».

C'est surtout au niveau des élèves du primaire que la mise en pratique de ces nouvelles modalités de transport scolaire se révèle un casse-tête pour les maires, en charge de cette compétence. « Les deux chauffeurs du bus municipal sont à l'incapacité de reprendre le travail lundi 11 mai, nous allons lancer une recherche, en partenariat avec les deux directeurs d'école maternelle et élémentaire, pour savoir quelles sont les familles qui comptent envoyer leurs enfants en classe ce jour-là par le bus scolaire. On s'organiserait en fonction », confie Yves d'Amécourt, maire de Sauveterre-de-Guyenne, en Gironde. Il y a des cas extrêmes. « Dans l'impossibilité de respecter les normes de sécurité sanitaire dans les transports ou dans les établissements, certains maires ont préféré prendre des arrêtés municipaux de non-réouverture de leurs écoles le 11 mai », souligne Benoît Quintard, maire délégué de Montsûrs, en Mayenne. Charge au préfet de valider ou non cet arrêté. ■

Un déconfinement à géométrie variable à travers l'Europe

S'ils divergent sur les dates et les modalités, la plupart des pays européens déploient des stratégies graduelles pour esquiver une sortie de crise prudente et complexe.



Ces derniers jours, des millions d'Européens ont retrouvé le plaisir d'une coupe de cheveux, à l'instar des Suisses (ici à Lausanne, le 27 avril). DENIS BALBOUSE/REUTERS

Europe, quelles stratégies de déconfinement ?

Des situations épidémiologiques différentes

NOMBRE DE DÉCÈS DUS AU COVID-19 DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE (situation au 29 avril)



Sources : Center for Systems Science and Engineering (CSSE) - Johns Hopkins University (JHU), touteurope.eu, médias et agences

Des confinements à géométrie variable

TYPE DE CONFINEMENT

Strict Partiel Pas de confinement

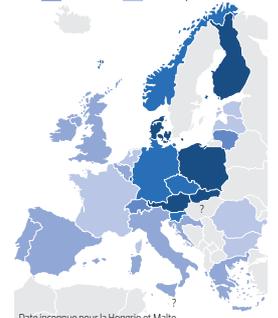


Un déconfinement continental en ordre dispersé

DATE DU DÉBUT DU DÉCONFINEMENT PRÉVUE OU EFFECTIVE (situation connue au 29 avril)

Avril : avant le 16 19 et 20 après le 20

Mai : avant le 11 le 11 et après



Date inconnue pour la Hongrie et Malte. En Allemagne, la situation dépend des Länder. Infographie LE FIGARO

JULIE CONNAN @JulieConnan

IL Y A LES SÛRS D'EUX, les sinistrés qui avancent à pas de loup, et les prudents dont le zèle a payé. Du confinement italien, début mars, au repli plus tardif des Britanniques, les Européens ont avancé en ordre dispersé dans la lutte contre le coronavirus. Il en est de même pour le déconfinement. Alors que la Pologne et l'Autriche desserrent l'étoupe depuis le 13 avril, comme l'Allemagne et la République tchèque depuis le 20, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et la Grèce suivront progressivement à partir du 4 mai, une semaine avant la France métropolitaine. Derrière les choix de calendrier, les stratégies varient considérablement, selon les coûts humains et économiques du virus, les habitudes de vie et les priorités fixées d'un État à l'autre.

Établissements scolaires

Hormis l'Italie, l'Espagne, le Portugal et Malte, où les écoles resteront closes jusqu'en septembre, la plupart des pays européens rouvrent graduellement ces établissements. Le Danemark a commencé le 15 avril avec les crèches, maternelles et primaires, avant les collèges et lycées le 11 mai. En Norvège, les 6-10 ans retrouveront lundi leurs classes, réduites à 15 élèves. Le 4 mai, les écoles rouvriront aussi en Allemagne en donnant la priorité aux classes charnières, en Autriche dans un cadre aménagé, et en Islande pour les lycées et les universités. Au Luxem-

bourg, le retour des élèves s'étale du 4 au 25 mai, selon le niveau et les examens. Aux Pays-Bas, une réouverture partielle des écoles est annoncée le 11, comme en Suisse. En Grèce, seules les terminales reprendront à cette date, une semaine avant les autres collégiens et lycéens. Maternelles et primaires attendront encore. Le 18, la Belgique rouvrira certaines classes avec 10 élèves par salle maximum. Le Royaume-Uni n'a pas encore arrêté de calendrier.

Commerces non essentiels et entreprises

Ces derniers jours, des millions d'Européens ont retrouvé le plaisir d'une coupe de cheveux, comme les Serbes et les Suisses. Les Allemands devront attendre lundi. Depuis le 27 avril, nos voisins helvétiques peuvent aussi aller chez le médecin ou se rendre chez le fleuriste, en respectant les mesures barrières. Une grande partie des commerces a rouvert le 14 avril en Autriche et le 20 en Allemagne. La République tchèque, qui a avancé de deux semaines la fin du déconfinement, a aussi autorisé la fréquentation des salles de sport, bibliothèques, zoos et usines, comme la Slovaquie avec ses commerces et espaces verts.

Au Royaume-Uni, où le plan de déconfinement n'est pas arrêté, seuls les magasins de bricolage ont commencé à rouvrir, comme plusieurs entreprises de construction. En Italie, les magasins de vêtements pour enfants, papeteries et librairies accueillent de nouveau des clients, avec précautions. L'industrie et les

commerces de gros pourront redémarrer leurs activités le 4 mai, ceux de détail le 11, et certaines sociétés « stratégiques » sur autorisation des préfets. Après les merceries lundi, les Belges retrouveront aussi leurs commerces le 11. Industries et services reprendront sous conditions le 4, mais le télétravail restera la norme. En Grèce, près de 10% des commerces (librairies, salons de coiffure, magasins d'électronique et de sport, jardinerie) rouvriront lundi, avant le reste des enseignes une semaine après et les centres commerciaux le 1^{er} juin.

Bars, hôtels et restaurants

Hormis la Suède, qui ne s'est pas confinée mais a fait fermer les bars et restaurants ne respectant pas la distanciation, les autres pays européens prévoient de rouvrir progressivement ces établissements. Les Tchèques pourront s'y rendre dès le 11 mai, et espérer s'asseoir en salle à partir du 23. En Autriche, clients et patrons devront respecter des règles strictes pour la réouverture le 15 mai : quatre adultes maximum par table, un mètre de distance minimum entre les tables et fermeture à 23 heures. Les hôtels, parcs et équipements de loisirs rouvriront le 29 mai.

Pour tenter de sauver sa saison touristique, la Grèce autorisera les hôtels et restaurants à accueillir des clients à partir du 1^{er} juin. La Belgique, où les restaurants rouvriront le 8 juin au plus tôt, n'a pas encore défini de calendrier pour les bars et cafés. Allemands et Danois devront

attendre jusqu'à nouvel ordre pour retrouver ces lieux de convivialité.

Liberté de circuler

Alors que les Finlandais peuvent quitter la capitale et sa région depuis le 15 avril et que les Autrichiens se déplaceront librement dès vendredi, les Espagnols devront se contenter des joies du sport individuel et dehors, ou des promenades en famille, à partir de dimanche. Madrid limitera aussi les déplacements au sein d'une même province, comme l'Italie et la Grèce. La Belgique, où la pratique du sport en extérieur et individuel sera de nouveau permise lundi, autorisera dès le 18 mai les excursions d'une journée dans certaines régions, et les déplacements dans sa résidence secondaire. Quant aux Tchèques, peu touchés par le virus, ils peuvent partir en vacances et voyager à l'étranger depuis vendredi dernier, à condition d'être testés négatifs au Covid-19 ou de respecter une quarantaine à leur retour. La Hongrie, qui impose une restriction de mouvements depuis un mois, n'a pas arrêté de date pour le retour à la normale.

Liberté de se rassembler

Tandis que le Royaume-Uni interdira toujours de se réunir à plus de deux, les Italiens pourront aller voir leurs proches la semaine prochaine, en portant des masques, mais les fêtes et réunions de famille restent prohibées. Les funérailles pourront rassembler quinze personnes, mais les messes sont interdites, contrairement à la Grèce, où les églises rou-

vriront le 17 mai, un mois après la Pologne. Le 18 mai, les Belges pourront organiser des réunions privées à domicile, et convier plus de personnes aux mariages et aux enterrements. La Suède interdit toujours les réunions de plus de 50 personnes et les visites en maisons de retraite.

Pour les grands rassemblements, l'Allemagne et les Pays-Bas interdisent les concerts et les compétitions sportives jusqu'au 31 août, comme le Danemark, au-delà de 500 personnes. L'Irlande met la barre à 5000 personnes jusqu'à la fin août. À l'inverse, dès le 13 mai, la Finlande permettra d'organiser des réunions de moins de 500 personnes.

Port du masque

Le port du masque en public est obligatoire en République tchèque, en Slovaquie, en Bulgarie, en Pologne, en Autriche et dans la ville de Budapest. En Allemagne, il l'est dans les transports et les magasins, et au Luxembourg, dans les lieux où une distance de deux mètres ne peut être respectée. La Belgique et l'Italie l'imposeront dès lundi dans les transports publics, comme la Grèce, dans les hôpitaux et chez les coiffeurs. Il deviendra obligatoire en Roumanie dans les espaces fermés et les transports le 15 mai. En Espagne, son usage sera, comme en France, « hautement recommandé », en particulier dans les transports en commun. Le Royaume-Uni, qui devrait annoncer un assouplissement partiel du confinement, le précédera fortement dans les magasins. ■

Privés de rassemblements dans les rues, les Russes manifestent « en ligne »

ALAIN BARLUET @abarluet

L'AN DERNIER, la Fête du travail avait réuni 100 000 personnes à Moscou. Coronavirus oblige, ces célébrations massives, habituellement orchestrées par les organes officiels, n'auront pas lieu cette année. En revanche, d'autres « marches », non officielles celles-là, et surtout virtuelles, devraient être organisées, à l'image des manifestations en ligne apparues en Russie ces derniers jours. Le Parti de la croissance, qui rassemble des entrepreneurs russes, a ainsi appelé ses membres à participer vendredi à un rassemblement sur internet sur le thème « Nous voulons travailler ! ». Le président de cette formation, Boris Titov, par ailleurs médiateur sur les questions liées aux entreprises, a indiqué qu'il présenterait un certain nombre de propositions pour surmonter la crise économique provoquée par le Covid-19.

Au rejet grandissant du confinement et ses dures conséquences pour le revenu des ménages russes, s'ajoutent les pro-

testations politiques. Mardi, des opposants russes, dont l'ex-oligarque Mikhail Khodorkovski, ont organisé sur YouTube une action de protestation au cours de laquelle diverses personnalités ont pris la parole sur internet pour réclamer davantage d'aides du Kremlin contre la pandémie qui s'étend (99 300 cas mercredi, dont 5 800 cas supplémentaires en 24 heures). L'événement visait aussi à dénoncer la réforme constitutionnelle, portée par Vladimir Poutine, et qui doit lui permettre d'effectuer deux mandats supplémentaires après 2024. Une revendication dont le mouvement « Niet ! », à l'origine de cette manifestation, a fait son cheval de bataille.

Manque de soutien économique

« Dans tous les pays européens (...) l'état dépense des centaines de milliards pour sauver ses citoyens et les petites et moyennes entreprises », a déclaré l'opposant Dmitri Goudkov, ajoutant : « En Russie, c'est l'inverse qui se produit. » Cette protestation, émaillée par les chansons d'un



Mardi, des opposants russes, dont l'ex-oligarque Mikhail Khodorkovski (ci-dessus), ont protesté sur YouTube pour réclamer davantage d'aides du Kremlin contre la pandémie.

célèbre rappeur russe, Noize MC, a connu d'importants problèmes techniques qui ont interrompu à plusieurs reprises les propos des intervenants, ou les ont rendus inaudibles. Pourtant, selon les organisateurs, la manifestation aurait été vue au total (direct et replay) par 100 000 personnes.

Les premières protestations de ce genre nouveau ont eu lieu, le 20 avril, à Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie, ainsi que dans plusieurs villes du pays, grâce au moteur de recherche Yandex, et en détournant son service Yandex.navigat. Habituellement, cette application permet aux automobilistes de

signaler les bouchons et accidents rencontrés sur la route. Mais cette fois, les milliers de participants de ce « flash-mob » (rassemblement éclair) se sont positionnés sur la carte face à des bâtiments publics, avant d'inscrire des messages de protestation contre le manque de soutien économique à la population confinée. L'initiative a immédiatement suscité la réaction du service fédéral de sécurité, le FSB, et de Yandex, dont les « modérateurs » ont sévi en effaçant les messages. Face aux nouvelles manifestations virtuelles, la répression en ligne, elle aussi, se mobilise.

Le pouvoir entend également occuper ce créneau. La traditionnelle marche du Régiment des immortels, temps fort des commémorations patriotiques instaurées par Vladimir Poutine, aura lieu, « on line », le 9 mai prochain. Pour marquer la victoire contre le nazisme, les participants, faute de pouvoir défiler en portant la photo de leurs aïeux tombés au front, les posteront sur internet, et elles devraient aussi être affichées en ville sur des écrans géants. ■

Covid-19: inquiétudes pour certains enfants

Des médecins notent une augmentation du nombre de jeunes avec des syndromes inflammatoires.

CÉCILE THIBERT @CecileThibert

LE CORONAVIRUS n'a décidément pas fini de révéler tous ses secrets. Mardi, une communication interne de l'hôpital pédiatrique Necker, à Paris, alertait sur la recrudescence du nombre d'enfants et d'adolescents hospitalisés pour un étrange syndrome inflammatoire sévère, potentiellement lié au Covid-19. Certains ont dû être admis en soins intensifs, mais tous ont vu leur état s'améliorer grâce à un traitement.

Le message, qui s'est propagé rapidement, est assez préoccupant, dans un contexte où la réouverture des écoles maternelles et primaires est prévue pour le 11 mai. Et cette inquiétude n'est pas que française. « Les contacts pris avec nos collègues londoniens, espagnols et belges confirment ce problème émergent », souligne Damien Bonnet, cardiologue pédiatrique à l'hôpital Necker, auteur de la mise en garde. L'alerte est d'ailleurs partie de l'Institut de santé britannique, qui a fait état de la week-end dernier d'une « petite augmentation du nombre d'enfants très malades et présentant un tableau clinique inhabituel ».

De part et d'autre de la Manche, les médecins ont vite fait le lien avec une maladie inflammatoire rare de l'enfant: la maladie de Kawasaki. Sauf que les formes observées ac-



tuellement sont plus sévères et touchent des adolescents plutôt que des jeunes enfants. « Il s'agit d'une maladie auto-immune où l'hyper-expression du système immunitaire aboutit à l'inflammation des parois des vaisseaux sanguins et du cœur, explique le Pr Jean-Christophe Lega, chef de service adjoint du service de médecine interne et vasculaire au CHU de Lyon. La quasi-totalité des enfants guérissent après trois semaines en l'absence de traitement. Malgré de nombreuses recherches, nous ne savons pas par quoi elle est déclenchée, mais il est possible que cela soit lié au virus. »

Jusqu'à là, les médecins n'avaient observé que des formes légères du Covid-19 chez les enfants. « C'est un fait bien établi, nous pouvons continuer à tenir ce discours, rassure le Pr Alexandre Belot, rhumatologue pédiatre au CHU de Lyon. En revanche,

il n'est pas exclu qu'il y ait, rarement, des formes plus graves. » « Si vous êtes parents, soyez assurés que les formes graves de Covid-19 semblent toujours être un événement très rare chez les enfants », avait rassuré la Société britannique de soins intensifs pédiatriques.

Atteinte cardiaque

Ces trois dernières semaines, les hôpitaux parisiens ont vu arriver au moins 25 enfants présentant des signes d'une inflammation généralisée, mécanisme par lequel le système immunitaire réagit face à un intrus. Les symptômes sont toujours les mêmes: troubles respiratoires, digestifs et/ou de la circulation sanguine, auxquels s'ajoute une atteinte cardiaque. Ces derniers jours, ce phénomène semble même s'accroître, ce qui ne manque pas d'intriguer les médecins: l'hôpital Necker

En début de semaine, l'hôpital Necker a accueilli 9 enfants présentant des signes d'une inflammation généralisée, mécanisme par lequel le système immunitaire réagit face à un intrus.

L. BENHAMOU/SIPA

a accueilli 9 enfants en début de semaine. Les médecins s'interrogent sur un possible lien avec le Covid-19, mais « nous ne comprenons pas encore pourquoi le démarrage de cet afflux de jeunes patients est retardé par rapport à celui de la pandémie en Île-de-France », note le Pr Damien Bonnet. Pour l'heure, il n'est pas établi que ces symptômes sont liés au coronavirus. « Nous n'affirmons pas qu'il y a

une causalité entre l'infection par le Covid-19 et ces tableaux cliniques », indique le Pr Bonnet. Certes, « un certain nombre » de patients a effectivement été testé positif au virus, mais pas tous. Peut-être à tort. « Le test par PCR pouvant être faussement négatif, nous recommandons la pratique du scanner thoracique, beaucoup plus sensible pour la détection des infections par le Covid-19 », prévient le cardiologue.

D'autant que les symptômes observés ne semblent pas complètement étrangers au virus. « Des inflammations généralisées dues au virus ont été décrites chez l'adulte. Il n'est pas impossible que cela survienne chez l'enfant plusieurs semaines après l'infection », estime le Pr Alexandre Belot, qui mène un projet de recherche pour le compte de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) afin de mieux cerner ce phénomène. Le médecin appelle toutefois à la prudence: « Les maladies inflammatoires sont multifactorielles et nous savons qu'elles peuvent être déclenchées par une infection. Forcément, dans un contexte d'épidémie, le lien est vite fait. Mais il faut se méfier d'un rapprochement trop rapide, tout en restant vigilant. »

Les médecins français s'apprentent à lancer une plateforme qui leur permettra de recenser tous les cas suspects. « Nous espérons en savoir plus dans quelques semaines », indique Alexandre Belot. ■

Virus et dénutrition: la double peine

ANNE-LAURE LEBRUN @LebrunAnnelaure

SI CERTAINS prennent plaisir à cuisiner depuis le début du confinement, de nombreuses personnes fragiles, notamment âgées ou atteintes de pathologies chroniques, ont perdu l'appétit. Dans les Ehpad, les témoignages de résidents qui ne mangent plus et se laissent dépérir se multiplient. Et alors que plus de deux millions de Français sont dénutris, dont près de la moitié de seniors, les dangers de cette pathologie face au coronavirus sont de plus en plus visibles.

« La dénutrition participe activement à la mortalité du Covid-19, il est donc primordial de la prendre en charge le plus tôt possible », assure le Pr Pierre Déchelotte, chef du service de nutrition au CHU de Rouen. De fait, les personnes dénutries sont bien plus vulnérables au Covid-19 et aux formes graves de la maladie, en raison d'un déficit immunitaire. À l'inverse, l'infection aggrave la dénutrition. « Dès la phase initiale de l'infection, des processus inflammatoires se mettent en place pour combattre le virus. Ceux-ci demandent beaucoup d'énergie. Or les molécules pro-inflammatoires fabriquées en grand nombre par l'organisme sont anorexigènes », explique le Dr Philippe Pouillart, docteur en immunopharmacologie et enseignant-chercheur en pratiques culinaires et santé à Uni.aSalle.

Outre ce syndrome inflammatoire, les difficultés respiratoires augmentent la dépense énergétique. Mais sans faim, et très souvent sans odorat et sans goût, difficile de palier la dégradation des réserves d'énergie et surtout de protéines. Conséquence: tout cela favorise la perte de poids et du muscle. « On constate, en effet, une fonte musculaire plus intense et plus rapide que celle observée dans d'autres infections. Et ce n'est pas un bon marqueur pronostic », explique le Pr Déchelotte, en soulignant que cette dégradation observée chez les malades hospitalisés est aussi à craindre chez ceux restés à domicile.

Les patients les plus graves admis en réanimation subissent aussi le traumatisme de la ventilation mécanique, des cocktails

d'hypnotiques, de morphiniques et de curares. Après les longues semaines d'alitement, la récupération s'avère semée d'embûches pour les plus fragiles. « On pourrait parler de victoire à la Pyrrhus. En tant que réanimateur, nous sommes heureux de voir sortir des patients guéris de l'infection. Mais à quel prix? Certains ne s'en relèveront pas ou très difficilement car leur métabolisme a atteint ses limites », décrit le Dr Bernard Vigué, anesthésiste-réanimateur au CHU de Kremlin-Bicêtre. « Grande fatigue, perte d'autonomie, troubles de la déglutition provoqués par l'intubation, anorexie prolongée... L'ampleur des répercussions chez les malades sera certainement un défi majeur des semaines et mois qui viennent », ajoute le Pr Déchelotte, également président de la Société francophone nutrition clinique et métabolisme (SFNCM), qui a publié des recommandations et fiches pratiques pour le soutien nutritionnel des malades du Covid-19.

Un long processus

Pour prévenir au maximum ces complications, il est donc crucial de dépister et d'instaurer tôt une prise en charge. La société savante rappelle que l'alimentation enrichie avec du beurre, du gruyère râpé ou de la crème fraîche, et les compléments nutritionnels oraux (crèmes, boissons lactées, biscuits...) constituent la première étape pour les patients non intubés. « Mais ils sont rarement suffisants en cas de dénutrition sévère. La nutrition entérale à l'aide d'une sonde nasogastrique est alors souhaitable, chaque fois qu'elle est possible; à défaut, une nutrition intraveineuse peut aussi être mise en place », décrit le nutritionniste.

En parallèle, « la rééducation et la mobilisation pour préserver les réserves et la fonction musculaire sont indispensables. Elles démarrent en réanimation dès la phase aiguë passée, puis sont renforcées dès le réveil des malades. Elles devraient être prolongées dans des centres spécialisés de médecine physique et réadaptation. Des orthophonistes leur rapprennent aussi à déglutir. C'est un long processus, mais il est essentiel pour que les malades récupèrent le mieux possible », conclut le Dr Vigué. ■

LE CIEL DES HOMMES

LES CROISADES

Terminale

Molotov pour l'École

Molotov.TV

Nous allons vous faire adorer la télé!

SAMSUNG LG Panasonic

maternelles & primaires collégiens & lycéens cinéma pour l'école documentaires pour l'école

LG Teads DAP klass TOL l'Étudiant PROPHÉTIE HOMEROS SCIENCES&VIE nice-matin SCHOOLMOV

LE FIGARO chez VOUS

Cuisiner, jardiner,
lire, relire, voir,
revoir, écouter...
un temps
pour se distraire
et se cultiver.

ARCHIVES

Ces écrits de citoyens
ordinaires qui racontent
l'expérience du confinement
PAGE 16

AVENTURE

Le poignant journal retrouvé
de Raymond Maufrais,
au cœur de la forêt guyanaise
PAGE 17

ELTON JOHN

Entre talent et extravagance,
un documentaire présente
le chanteur sous toutes
ses facettes.
PAGE 18



DÉCO C'EST LE MOMENT DE REPENSER SON INTÉRIEUR

PAGE 15



CONFLITS : COMMENT LES DÉSAMORCER

PAGE 14

ÊTRE CONFINÉ, MAIS AU SUD DE LA LOIRE, CE QUI CHANGE TOUT

■ Je suis un écrivain confiné, certes, mais confiné au-dessous de la Loire, ce qui change tout. Au-dessus de la Loire sont les sushis. Au-dessous de la Loire sont les confits. Et les confits sont d'oie, de canard, de porc. Être confiné au-dessus de la Loire, c'est l'être avec, à portée de la main, ces viandes succulentes conservées dans des pots en grès. Des pots en grès qui, dans les cimetières du Gers, finissent leur vie sur les tombes où ils tiennent lieu de vases. Au-dessous de la Loire, même les morts font du cholestérol. Confinés, nous savourons du confit, en discutant, à l'heure du « light » généralisé, des mérites comparés de la graisse d'oie et de celle de canard. Confinés, nous ne pouvons faire nos courses aussi souvent que nous le souhaiterions, ni vagabonder devant les rayons. Il faut dans ces conditions manger obligatoirement quelque chose qui « tienne », comme disait ma grand-mère. Deux œufs frits à la graisse d'oie ou de canard, ça « tient ».

Tenir, au-dessous de la Loire, est une obsession, une façon d'exister. Ici, confinement ou pas, il faut toujours tenir. Surtout devant, au rugby. Les piliers du Sud-Ouest - n'est-ce pas un pléonasme ? - ont toujours eu un bon coup de fourchette, au sens propre comme au sens figuré. Le sens figuré est le plus intéressant en ces temps d'épidémie. Faire une fourchette sous une mêlée, c'est-à-dire planter deux doigts français dans deux yeux anglais, est en effet un geste barrière.

Le temps qui passe n'en fait pas des caisses, et personne n'a, ici, les yeux rivés

sur les écrans et les horloges, sur ces aiguilles dont Verhaeren disait qu'elles étaient cruelles. Le temps qui passe nous fout la paix, et le temps qui dure nous enveloppe. Être confiné au-dessous de la Loire, c'est l'être dans une page de Giono, bref, c'est ne pas l'être.

Comment ne pas tenir jusqu'au 11 mai ?

Je suis un écrivain confiné, certes, mais au-dessous de la Loire, ce qui change tout. Nous entretenons avec les mots un rapport singulier, un rapport gourmand, nous les savourons, nous aimons leur chair et leur jus. Au-dessus de la Loire, on prononce « confin'ment ». Au-dessous de la Loire, on fait parler le e muet, et l'on dit « confinement ». Ça change tout. On entend en effet « fine » dans confinement. Et fine, qui est, au-dessus de la Loire, un simple adjectif qualificatif comme l'indique la grammaire et le rappellent les instituteurs, est, au-dessous de la Loire, un substantif, que dis-je, un nom propre : Fine. La Fine d'Armagnac ou celle de Cognac. Être confiné au-dessous de la Loire, c'est l'être, avec, sur la nappe blanche, loin des consignes, la bouteille de Fine. Comment, dans de si avantageuses conditions, ne pas tenir jusqu'au 11 mai ? Déconfinement, déconfinement ! Je note que ce substantif trimballe lui aussi dans

ses syllabes le mot « fine ». Pangloss a raison : tout est mieux dans le meilleur des mondes possibles, surtout au-dessous de la Loire.

Confiné, je me balade un peu plus que de coutume dans les dictionnaires. Je note que l'adjectif « confiné » a pour voisine le verbe « configurer » et le substantif « confins ». C'est important, les voisins, sur les deux rives de la Loire. Ça dit des choses, les voisins. Premier voisin : « configurer ». Un drôle de voisin, celui-là, un vrai danger. Ils veulent profiter du confinement pour nous configurer, nous enfermer dans leur monde peuplé d'algorithmes et d'acronymes : Tafta, Ceta, Gafa. Nous acceptons, sur les deux rives de la Loire, d'être confinés provisoirement, le temps d'une épidémie. Mais voulons-nous être attachés, enchaînés pour toujours à leurs poteaux numériques ? Mais voulons-nous vivre escortés, accompagnés, « tracés », aujourd'hui et demain ? Voulons-nous vivre cloués au sol et privés de ciel ?

L'autre voisin, dans le dictionnaire, c'est « confins ». Confins, c'est une autre histoire, une histoire très ancienne, une histoire de terres lointaines. Aux confins, loin de tout, loin des terres habitées. Existe-t-il encore des terres lointaines ? Oui. On n'accède pas à ces terres-là, à ces îles-

là à l'aide d'une application que l'on installe dans son smartphone comme le prétendent les opérateurs et le marché. Ils n'offrent, eux, que de la distraction, des chemins virtuels qui tous mènent à la marchandise. Pour atteindre les confins, les terres lointaines, pour s'y perdre et s'y retrouver, il faut demander de l'aide à celle qui, bien avant le confinement, a été déclarée persona non grata : l'imagination. L'imagination a été reconduite à la frontière. Elle n'avait plus sa place dans ce pays. La preuve : seuls comptent dans l'Hexagone les romans qui se nourrissent d'« une histoire vraie » et le revendiquent sur le bandeau rouge et la quatrième de couverture. « Cette histoire est entièrement vraie puisque je l'ai imaginée d'un bout de l'autre », de Boris Vian, c'était avant. Avant la chasse à l'imagination, avant que l'imagination ne soit jetée en prison. L'homme confiné, c'est l'homme sans imagination. Réarmons notre imagination pour échapper à tous les confinements, pour aller vers nos confins, nos lointains.

Comment réarme-t-on son imagination ? En lisant les poètes. Je relis Guillaume Apollinaire, je relis Pierre Reverdy, je relis Jean-Claude Pirotte, je relis Philippe Jaccottet, Eugène Guillevic, et la terre et le ciel, et le rêve et les nuits font leur retour en moi. Je suis déconfiné. Bien avant le 11 mai. ■

Christian Laborde est écrivain.
Dernier livre paru : *Le Tour de France. Abécédaire ébaouissant*, Éditions du Rocher, 2019.

LA JOURNÉE
DE
Christian
Laborde



COMMENT CONJURER DISPUTES ET TENSIONS



RAWPIXEL.COM - STOCKADOBÉ.COM

LES MÉDIATEURS BÉNÉVOLES AU SECOURS DES PARTICULIERS

Vos enfants, considérant que le confinement est un très long week-end, renâclent à faire leurs devoirs ? Le soir venu, vos voisins font un bruit de tous les diables et les conversations sur le palier n'aboutissent qu'à vous fâcher davantage ? Vos adolescents se montrent violents, excessivement désagréables ? Faites appel à un médiateur ! Depuis le 16 mars, les membres de la chambre professionnelle de la médiation et de la négociation (CPMN) offrent leurs services aux particuliers qui sont empêtrés dans des situations conflictuelles. En quoi ces entretiens, qui se déroulent via Zoom ou Skype, différent-ils d'un rendez-vous avec un thérapeute ? « En tout », explique Jean-Louis Lascoux, qui exerce depuis plus de vingt ans et a créé cette profession. La médiation consiste à « analyser le processus de la dégradation d'une relation » et à aider les personnes à « conduire leurs pensées ». « Pas de conseils juridiques, pas de psycho, pas de morale », résume-t-il. Simplement de l'écoute et de la discussion. Pour contacter un de ces spécialistes, il suffit d'aller sur le site allomediateur.com, qui recense leurs coordonnées. Les entretiens sont confidentiels et individualisés. Il est mieux de s'isoler dans une pièce à soi pour parler librement. M.M.

LA COHABITATION FORCÉE ET DURABLE PEUT ENGENDRER DES CONFLITS. CERTAINS ONT MIS EN PLACE DES STRATAGÈMES POUR LES DÉSAMORCER.

MADELEINE METEYER
mmeteyer@lefigaro.fr

Début avril, quelque part dans les Landes, Rose (*), son mari, son frère cadet et sa belle-sœur, réunis par le confinement dans la propriété familiale, prenaient l'apéritif lorsque son frère s'offusqua du nombre de rejets - cinq - d'un vieux camarade : « C'est trop flippant, il va détruire la planète ! » Rose n'a donc pas levé son verre pour annoncer : « J'attends mon quatrième ! »

Quinze jours plus tard, la trentenaire cache encore la nouvelle à ses propres enfants. D'autant qu'ils auraient tôt fait de l'apprendre à leur oncle. Qu'elle ne supporte plus. Avant, le décalage entre leurs modes de vie empêchait déjà les deux teneurs d'être proches : Rose, son mari et leurs trois enfants forment une famille « nombreuse, bruyante », catholique et plutôt conservatrice. Son frère et son épouse sont athées, plus effacés et se branchent à l'application Yuka pour « acheter responsable » au supermarché.

Le confinement est venu élargir ce fossé. Un verre qui traîne, un mégot perdu, un enfant qui dessine sur le recto d'une feuille, mais pas sur son verso, la moindre vétillerie jette le frère contre la sœur. « C'est un bobo, il a un avis sur tout, il nous engueule régulièrement, grince Rose. À Pâques, il y a eu un différend sur le chocolat parce que sa fille ne mange pas de sucre... » Rose et son mari pensent rentrer chez eux avant le 15 mai.

À Paris, Sandrine, 47 ans, est plus embêtée. Ses exécrables compagnons de confinement ne se quittent pas si aisément : ce sont ses enfants. Depuis un mois, cette mère de famille « gueule en permanence ». Contre ses filles qui se disputent à 1 heure du matin, son mari qui trouve « le gouvernement formidable », ses filles, encore elles, qui ont jeté le planning de tâches ménagères supposé les conduire de temps en temps vers la serpillière. Le 19 avril, découvrant que son aînée avait confondu l'action « vider la poubelle de ma chambre » avec « descendre la poubelle de ma chambre dans la cuisine », la colère a submergé Sandrine. Cette scène, elle l'a racontée sur son blog, Merdado, créé au début du confinement pour déverser son courroux. « Face à ma famille vautrée sur le canapé, en fusion amoureuse avec un ou plusieurs écrans, je me suis mise à hurler, malgré les fenêtres grandes ouvertes : "Plus de machines, plus de repassage, plus de repas, plus de ménage, je démissionne ! Vous vivez dans la crasse comme des cochons, vos poubelles débordent et les rats envahissent vos chambres, je m'en fous !" » Le soir même, le lave-vaisselle fut vidé, et pas

par elle. Le lendemain, le cours de la vie reprit comme avant l'orage. Alors, et plus que jamais, la mère de famille gette avec impatience la réouverture des écoles.

Sandrine ne le sait peut-être pas mais sa colère n'était pas mauvaise. Du point de vue de la philosophie en tout cas. Michel Erman, philosophe et auteur, entre autres, d'*Au bout de la colère* (Plon), explique comment cette émotion a été réhabilitée : « Jusqu'à la période romantique, au XVIII^e siècle, la colère était l'ennemie du bien. Sénèque voulait la chasser du cœur humain ! Descartes ne la comptabilise même pas dans les émotions de base ! Lorsqu'elle est passagère, elle n'est pourtant pas une figure du mal. C'est une contre-attaque. »

**“ Plus de machines,
plus de repassage, plus
de repas, plus de ménage,
je démissionne ! ”**

SANDRINE, MÈRE DE FAMILLE

Le philosophe en distingue trois types : l'irritation, banale émotion épidermique, triviale en confinement et dirigée contre « une malchance » (exemple : un gigot brûlé) et non une personne ; l'indignation qui repose sur « une posture vertueuse » (exemple : estimant qu'elle fait mieux que les autres, Sandrine s'empêche) et cherche à défendre un bien. Deux variantes de colère qui ne sont désapprouvées ni par la morale chrétienne ni par la philosophie. Reste la troisième, le fureur, le péché capital. Elle est l'inverse de l'irritation en ce qu'elle dure et s'entretient. Joséphine, sexagénaire du sud de la France, a l'air d'en être emplie. Le confinement l'a fait vriller. « Ça m'est arrivé de quitter la table tant elle criait », soupire Bérénice, sa fille de 24 ans. À propos de la « dictature de la macronie ». Chaque sujet - la plantation de lavande dans le jardin, la peinture des volets, la déclaration d'impôts à remplir, le visionnage de *La Folie des grands* - est pour elle l'occasion de revenir au « complot » qui vise à l'empêcher de pratiquer sa foi. Lorsque son mari ou sa fille lui font remarquer qu'elle « exagère », elle se scandalise d'être privée de parole, traitée en « imbécile ». Pour ne plus en arriver là, les repas sont silencieux, parfois entrecoupés de commentaires excessivement enjoués sur le plat au menu.

D'autres ont trouvé des parades moins pesantes pour étrangler les querelles au berceau. Le frère Thierry-Dominique Humbrecht est un spécialiste de la vie en communauté. Voilà trente-cinq ans qu'il habite sous le même toit que dix-sept autres moines. Pour se supporter, il est nécessaire, professe ce

dominicain, de « travailler son affectivité ». Il voit dans le confinement une « école de régulation de la colère ». Emmanuelle, 51 ans, cadre dans un ministère, l'expérimente. Cette habitante des Hauts-de-Seine vit avec ses deux adolescents qui semblent porter depuis un mois « la misère du monde sur leurs épaules ». Empêchée qu'elle est de voir son copain et ses amis, son aînée ne se montre qu'aux repas, n'ouvre que peu la bouche et se montre « cassante » lorsqu'elle le fait. En temps normal, admet la dame, « ça aurait conduit vers d'énormes clashes ». Mais là, elle ne peut pas démentir se lever et claquer la porte de la maison - « il faudrait faire une attestation... ». Alors elle essaie « de voir la situation à travers les yeux » de sa fille.

Dans le logis où Isaura, chercheuse agronome de 25 ans, est confinée avec six ans, il a été décidé que chaque irritation serait exprimée avant qu'elle ne tourne au vinaigre. Tous les lundis soir, un conseil se tient. Assis en cercle, les camarades se passent la pince de cheminée. Celui qui l'a en main avoue ce qui l'exaspère. Lors de la première édition, un garçon a demandé à Isaura d'en finir avec ses sarcasmes sur les membres du beau sexe et les tâches ménagères. « Il trouvait que je l'infantilisais, se souvient la jeune femme. Il m'a dit "ça fait juste une semaine que je vis avec toi, fais attention" ». L'a-t-elle mal pris ? Au contraire, elle a trouvé bien d'être mise face à ses « responsabilités » par une personne qu'elle avait « blessée ».

Une méthode qu'approuverait le père Humbrecht, qui recommande de débattre en « se dépolluant », c'est-à-dire en contrebalançant la passion colérique par une vertu : la douceur. Pour que la colère puisse « servir une finalité bonne » et pas seulement « décharger celui qui l'exprime », il faut « vouloir le bien de l'autre ».

En Touraine, au sein du confinement de Louise, un « émissaire officiel » a été désigné après la première dispute (une classique affaire de rangement). Pour Djamel, 24 ans, quand les tensions pointent le bout de leur nez, il applique désormais la méthode de management de sa boîte. Il va voir chacun et recueille son sentiment sur le sujet. Il aurait été bien utile chez Laurent et Paola. Ces deux-là se remettent à peine de la seconde plus grosse incompréhension de leur relation. Dont le motif, pour invraisemblable qu'il paraisse, est un sachet de tisane au gingembre spécial digestion. Un seul sachet. Que Paola a utilisé pour deux tasses. Une infamie pour son compagnon frappé par la « radicalité » du geste. Elle, se défend : « Un truc aussi fort que le gingembre tient deux tasses, plein de gens font ça ! » L'épisode a l'air comique mais « ce n'était pas drôle, c'était tendu », témoigne Laurent. Le confinement joue des tours aux esprits les plus sains. ■

(* Certains prénoms ont été modifiés.



RENCONTREUNARCHI.COM - DESIGNPARTICULIER



A gauche, une réalisation signée d'un architecte affilié à la plateforme rencontreunarchi.com. Lancée il y a un an et demi, la start-up Designer Particulier (ci-contre) accompagne des particuliers dans leurs projets de meubles sur mesure.

REPENSER SA DÉCO AVANT UN NOUVEAU DÉPART

ALYETTE DEBRAY-MAUDUY
adebray@lefigaro.fr

Dès le 16 mars, nombreux sont ceux qui ont commencé leur quarantaine par un grand nettoyage de printemps. Cinq semaines plus tard, nous rêvons maintenant de réinventer notre intérieur. Oppressés par l'accumulation de meubles, obsédés par le canapé défraîchi que nous souhaitons changer depuis des années, excédés par cette lampe dont la lumière nous aveugle tous les soirs ou cette table basse totalement démodée. L'envie de tout changer, de redémarrer sur de nouvelles bases nous dérange. Peut-être avons-nous besoin d'un peu d'aide ? L'architecte d'intérieur Elliott Barnes-formé chez André Putman, dont l'agence Ebinteriors réalise aujourd'hui des appartements pour des particuliers mais aussi des hôtels et des boutiques-prône la théorie de l'architecture minimaliste et dépourvue de l'Allemand Mies van der Rohe : *less is more*. « Faire plus avec moins et utiliser ce que nous avons sous la main, c'est la bonne idée du moment, explique-t-il. Pour cela, il faut faire preuve d'imagination et d'improvisation. Il n'y a pas de limites pour trouver son confort visuel et mental ». Son défi : Que pouvons-nous faire sans sortir et

CES DERNIÈRES SEMAINES NOUS ONT OUVERT LES YEUX SUR LES PETITS DÉFAUTS DE NOS INTÉRIEURS. ET SI LA FIN DU CONFINEMENT ÉTAIT L'OCCASION DE RÉAMÉNER SON CHEZ-SOI ? NOS CONSEILS.

sans acheter ? « Commencez par alléger votre intérieur au maximum, sans hésiter à vous séparer d'objets ou de meubles. Pour vous y aider, demandez-vous s'ils sont bien utiles, essentiels. C'est peut-être l'occasion de leur donner une seconde vie, en les offrant, par exemple, à des associations ». De la même manière, osez changer vos tableaux de place. Sélectionner aussi de belles photos dans des magazines pour en faire un collage à mettre dans un cadre inutilisé ou bricoler un totem avec des livres pour fabriquer une table d'appoint. « L'opportunité aussi d'alléger vos bibliothèques, ajoute-t-il. Ces petits gestes simples peuvent faire la différence et donner naturellement un sentiment de renouveau. Toutes les idées sont bonnes à prendre. Les coussins qui trônaient sur le lit peuvent être rapatriés dans le salon, sur le canapé, ou éparpillés par terre pour se créer un nouvel espace de repos. Même chose avec les lampes que l'on peut poser au sol pour changer d'ambiance. »

Réaliser le meuble de ses rêves
Si ces petits aménagements modifient votre quotidien d'un claquement de doigts, ou presque, d'autres préféreront profiter de cette dernière ligne droite pour un rafraîchissement plus poussé de leur intérieur, à mettre en route très vite. Aujourd'hui plusieurs plate-

500 €
budget moyen annuel
des ménages dans les articles de décoration
(Etude Xerfi-Percepta 2018)

87%
des Français
accordent de l'importance à la décoration d'intérieur
(Etude Omnibus 2019)

formes proposent des rendez-vous en visioconférence avec des architectes d'intérieur, des décorateurs... Sur rencontreunarchi.com, le rendez-vous d'une heure avec un des 400 spécialistes du site est facturé 25 €. Comment ça marche ? « Il suffit d'envoyer des photos de son appartement, éventuellement un plan griffonné à la main et nous vous proposerons trois profils de spécialistes correspondant à votre projet, votre budget et votre région, précise Benjamin Lazimi, le cofondateur de cette start-up. Force est de constater que depuis un mois et demi, le nombre de demandes a considérablement augmenté. Nous organisons en moyenne six à sept rendez-vous par jour. » Après celui-ci, vous recevrez, en moins d'une semaine, un devis accompagné d'une planche d'ambiance. « Il faut compter un minimum de 500 euros pour redécorer un petit appartement », conclut Benjamin Lazimi. Sur archidvisor.com, le premier rendez-vous en vidéo ou au téléphone est gratuit et proposé avec trois archi-

tectes. L'idéal pour sélectionner ensuite la proposition la plus intéressante.

Tout aussi séduisante, la perspective d'imaginer et de faire réaliser le meuble de ses rêves. Si vous vous offriez cette table basse en forme de haricot, ce bureau à glisser dans un espace exigü, ce buffet fonctionnel mais discret dont vous aviez depuis longtemps l'idée en tête mais que vous n'avez jamais trouvé en boutique. Lancée il y a un an et demi par deux professionnels du design, Christophe Gernigon et Benoît Loux, la start-up Designer Particulier vous accompagne dans la réalisation de ce prototype. Première étape : « Envoyer un croquis de son meuble, un cliché de magazine qui vous aurait inspiré, une photo de l'endroit qui lui est destiné, les dimensions de cet espace et nous vous mettrons en relation avec un artisan designer (menuisier, forgeron...), correspondant à votre budget », explique Christophe Gernigon. Côté délai, il faut compter de quinze jours à trois semaines pour valider le projet puis un minimum d'un mois avant d'être livré. L'originalité de Designer Particulier, c'est aussi de proposer la fabrication « en série » puis la commercialisation de votre création sur laquelle vous toucherez des royalties allant de 1 à 5 % de son prix de vente. Astucieux pour amortir votre investissement. ■

LE VELOUTÉ DE MESCLUN ET MENTHE D'ARMAND ARNAL

• LA RECETTE DU CHEF • CHAQUE JOUR, UN GRAND CUISINIER OU PÂTISSIER NOUS CONFIE LES SECRETS D'UN PLAT RÉCONFORTANT.

ALICE BOSIO @alicebosio

« Au printemps, les salades poussent partout ! Mais les plus fragiles d'entre elles se fatiguent rapidement dans le réfrigérateur ou le garde-manger : je vous propose donc une recette anti-gaspi pour le recycler. Ce plat, je le réalise quasiment chaque jour depuis mon arrivée au restaurant La Chassagnette, à Arles, en 2006, avec les aromates de notre jardin potager mélangés à des herbes sauvages et des salades amères. La texture et la couleur du velouté restent les mêmes toute l'année, mais l'amertume change en fonction des saisons. L'été, je le sers froid, l'hiver, chaud. Au printemps, il est minéral, l'hiver il est corsé et tendu. C'est une recette vivante, toujours la même mais jamais la même !

Équeutez, lavez et essorez la menthe. Après avoir retiré les grosses tiges, lavez les feuilles de mesclun. Faites bouillir dans une casserole les deux litres de bouillon de légumes. Épluchez et émincez finement l'oignon nouveau. Dans une seconde



casserole, faites-le suer sans coloration dans un filet d'huile d'olive. Lorsqu'il est bien fondant, ajoutez la salade, assaisonnez de fleur de sel et versez dessus le bouillon très chaud. Portez à ébullition et cuisez durant 3 minutes. Hors du feu, ajoutez la menthe, mélangez et laissez infuser une minute. Mixez avec une girafe, passez dans un chinois étamine et refroidissez rapidement sur glace pour fixer la chlorophylle. Servez-le, froid ou chaud, agrémenté d'un filet d'huile d'olive et de chèvre frais (facultatif).

■ **INGRÉDIENTS**, pour 4-6 personnes : 2 litres de bouillon de légumes, 500 g de mesclun, une demi-botte de menthe, 10 cl d'huile d'olive, 1 oignon nouveau, sel, poivre, chèvre frais (facultatif). ARMAND ARNAL

Veillez à bien réaliser les étapes à chaud avant de refroidir la soupe, il est ainsi fondamental que le bouillon soit très chaud. Évitez de créer de la coloration : restez devant la casserole pendant la cuisson et mélangez très régulièrement. Si vous n'avez pas de menthe, utilisez du persil plat, de l'estragon ou d'autres herbes fraîches. Quant à la salade, je suggère du mesclun, mais prenez ce que vous avez et ce que vous aimez : roquette, moutarde, épinards, blette... C'est la technique qui compte ici plus que les ingrédients. L'idéal est de faire votre bouillon maison, mais si vous n'avez pas ce qu'il faut, vous pouvez le remplacer par une infusion d'herbes sèches (thym, romarin, bouquet garni) - faites bouillir de l'eau puis laissez infuser les herbes 3-4 minutes, goûtez, et laissez-les plus longtemps si besoin. L'ajout, juste avant de servir, de petits chèbres frais, de brousse, de ricotta ou de yaourt donne de suite au plat une dimension réconfortante qui plaira aux enfants (les miens les premiers !). Pour le plaisir de la mâche, vous pouvez aussi ajouter de jeunes pousses de salade croquante et quelques petits pois crus (de petite taille). Avec ça, je suggère un vin blanc type chablis ou vignier, ou alors un rosé de Provence. ■



ZOOM

BACCHUS À LA MAISON

Idéal pour les barbecues en famille, ce bordeaux tout simple, direct, s'apprécie accompagné d'un pavé, d'un filet de bœuf grillé ou, encore mieux, avec un magret de canard rôti. Dominé par le merlot (87 %), il arbore une robe rouge foncé à reflets pourpres, embaume les fruits rouges et noirs, du préluce jusqu'à la bouche, ronde, gourmande et acidulée, aux tanins mûrs et bien intégrés. Il s'agit de la cuvée classique du château, propriété de la famille Schweitzer, dont le vignoble trouve ses origines en 1464. VALÉRIE FAUST Château Bourdieu 2018, bleye-côtes-de-bordeaux, rouge 6,50 € (Auchan, Carrefour).

À REVOIR

« LE GRAND CHEMIN »

Dans *Le Grand Chemin* (1987, à revoir sur MyCanal), Jean-Loup Hubert raconte avec tendresse des « histoires de grandes personnes ». Pendant l'été 1959, dans leur village (Rouans, en Loire-Atlantique), Marcelle et Pelo (Anémone et Richard Bohringer) se voient



CATS / AMP / BUREAU33

confier Louis, 9 ans, un « petit Parisien » (Antoine Hubert, le fils du réalisateur). En mal d'amour, la première s'attache d'emblée au gamin immergé à la

campagne dans un univers inconnu. Et assiste à la descente aux enfers de son « vilain bonhomme ». Heureusement, Louis se lie d'amitié avec Martine, une jeune voisine déléguée (Vanessa Guedj), qui va lui apprendre les choses de la vie et de la mort. Témoin des dissensions entre Marcelle et Pelo, le garçon cherche sa place. Anémone, disparue le 30 avril 2019, incarnait avec brio une mère adoptive, à des années-lumière de la Thérèse du Père Noël est une ordure. Jean-Loup Hubert l'avait admirée en 1985 dans *Péril en la demeure*, où Michel Deville avait déjà offert à la comédienne un rôle ambigu. Son interprétation dans *Le Grand Chemin* lui a valu, à l'instar de Richard Bohringer, interprète de Pelo, un César qu'elle n'a jamais voulu récupérer.

NATHALIE SIMON

À DÉCOUVRIR

« MONSIEUR DE SAINTE-COLOMBE & SES FILLES »

Immortalisé à l'écran par Jean-Pierre Marielle dans *Tous les matins du monde*, d'Alain Corneau, Jean de Sainte-Colombe aura marqué la musique de son temps, et l'histoire de la viole de gambe.

Les témoignages sont nombreux, parmi les musiciens de l'époque et notamment ses élèves, de Marin Marais à Jean Rousseau, qui rendent hommage à son jeu. Que ce soit pour son port de main,

la légèreté de son toucher ou ses innovations en matière de facture instrumentale. Autant d'éloges rassemblés dans le livret du magnifique album que lui consacre Philippe Pierlot. Le gambiste a reconstitué l'ambiance des concerts au domicile de Sainte-Colombe. Des concerts dits « de rue », pour un auditoire choisi, et où il était le plus souvent entouré de ses deux filles, l'une jouant le dessus et l'autre la basse de viole. C'est cette atmosphère intime, en même temps que la force expressive et le lyrisme ardent caractéristiques du jeu de Sainte-Colombe, qu'il a réussi à restituer avec la complicité des jeunes Lucile Boulanger et Myriam Rignol, dans un programme (majoritairement de danses) puisé chez l'auteur, mais aussi Louis Couperin ou Chambonnières.

THIERRY HILLERIEAU

« Monsieur de Sainte-Colombe et ses filles », CD Mirare.

CLAIRE BOMMELAER
cbommelaer@lefigaro.fr

Les récits tombent régulièrement sur la boîte mail d'Édouard Boulon-Cluzel, ancien éditeur et créateur de la plateforme numérique AQLO (numérisation et conservation d'archives privées). Pêle-mêle, on trouve des poèmes écrits par un charpentier de l'est de la France, qui raconte à sa manière son enfermement d'artisan. Les réflexions de Jessica, Guadeloupéenne de 37 ans, témoin ébahie de l'annulation de « la fête du crabe », une phrase qui sert de mantra dans son texte. Il y a aussi, celui, plus drôle, mettant en scène un face-à-face entre une mère et son adolescent, sorte de one-woman-show involontaire.

Lancé comme une expérimentation, grâce à un petit flyer circulant sur les réseaux sociaux, « L'appel à mémoires de confinement » a déjà récolté les mots de centaines de personnes. Quelque 500 pages de témoignages d'anonymes, qui sont en train de tisser un des fils de l'histoire des mois de mars et avril 2020.

Les premiers textes sont arrivés de manière timide (« Est-ce bien cela qu'il faut faire ? », s'enquerraient les participants), et suivaient l'étonnement et la surprise. « Au début, les gens en profitaient parfois pour saluer les soignants, ou glissaient des commentaires sur les polémiques du jour, » explique Édouard

CES CONFINÉS QUI SE RÉVELENT ÉCRIVAINS

POÈMES, RÉFLEXIONS INTIMES OU PHILOSOPHIQUES... « L'APPEL À MÉMOIRES DE CONFINEMENT », LANCÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, A DÉJÀ ACCUMULÉ 500 PAGES DE TÉMOIGNAGES. UNE « MATIÈRE » QUI A VOCATION À ÊTRE PUBLIÉE.

Boulon-Cluzel. Les semaines passant, les confinés ont pris du recul, ou se sont lassés d'une actualité omniprésente. Les lettres ont alors pris une tonalité plus intimiste, chacun s'étant comme recentré sur lui-même et sur son environnement. « C'était comment avant ? On avait tout, et on se plaignait quand même », remarque ainsi avec justesse cette Normande de 68 ans. On perçoit, dans les écrits, des « jours avec » et des « jours sans », des moments drôles et d'autres, tirant vers l'ennui. « Très active à ne rien faire », résume une dame du Loiret, qui s'est spécialisée dans l'envoi de haïkus, ces poèmes de trois lignes, tradition japonaise. On philosophe parfois, chez ces confinés. « C'est bien ce que nous enseigne ce virus, non ? Profiter du jour présent. De ceux qui sont près de nous. Car il nous rappelle, si besoin était - et il l'est pour certains -, notre foutue condition de mortels », glisse Guilhem, 49 ans.

Certains confinés-écrivains se sont astreints à des envois réguliers, d'autres n'ont fait parvenir qu'une page, d'autres encore ont promis d'envoyer

Lancé comme une expérimentation, grâce à un flyer circulant sur les réseaux sociaux, « L'appel à mémoires de confinement » a déjà récolté les mots de centaines de personnes.

AQLO

un récit complet, une fois la crise passée. L'exercice a parfois été ritualisé à l'extrême, une femme envoyant ses textes tous les jours à 18 heures, un autre préférant cibler midi. Quelques-uns écrivent sous pseudonymes, alors qu'une poignée a ouvert par ailleurs des blogs.

Une source pour les historiens

Édouard Boulon-Cluzel semble ravi de la « matière » qu'il est en train de rassembler - elle est, estime-t-il, « éclatante d'authenticité ». Versée à l'Association pour la promotion de l'autobiographie (APA), elle sera à terme, publiée. Et formera sans doute une source pour les historiens lorsqu'ils se pencheront, un jour, sur les effets du confinement. « Ces textes bruts seront aussi des archives de cette période », conclut-il.

Depuis le 14 mars, plusieurs collectes, dont celles organisées par les Archives départementales des Vosges ou par les Archives municipales de Beaune, visent à rassembler des souvenirs de cette période à part. À Marseille, le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), a de son côté lancé un appel aux dons d'objets usuels ou fabriqués, masque, ustensiles de cuisine, mais aussi de témoignages d'isolement, afin de les exposer un jour. Le confinement, même s'il n'aura duré que quelques mois, laissera des traces. ■

Les textes sont à envoyer à l'adresse suivante: collecte@aqlo.fr

FIONA APPLE, LAURA MARLING ET LOUISE VERNEUIL, FÉES CHANTANTES

L'AMÉRICAINNE, LA BRITANNIQUE ET LA FRANÇAISE LIVRENT QUELQUES-UNS DES MEILLEURS ALBUMS DU MOMENT.

OLIVIER NUC @olivernuc

Voilà huit ans que l'Américaine Fiona Apple n'avait pas sorti de nouvel album. Une éternité, à l'heure où l'on demande aux artistes d'occuper le terrain et de soigner les fans au quotidien ou presque. Depuis son premier disque, à l'âge de 19 ans, en 1996, la Californienne n'en fait qu'à sa tête : seulement cinq productions en un quart de siècle, et une réputation d'excellence qui ne va pas faillir avec ces nouvelles chansons. Très attendu par ses admirateurs, *Fetch The Bolt Cutters* ne déçoit pas, et atteste de l'inventivité permanente de la jeune femme, qui a préféré prendre des chemins de traverse plutôt qu'emprunter l'autoroute du succès. Culotté, aventureux, un peu épuisant aussi parfois, ce nouveau disque n'a rien d'une promenade de santé. Fiona Apple l'a réalisé à domicile bien avant le confinement, utilisant son environnement pour créer des sons. Très percussif, un peu claustrophobe parfois, enregistré dans sa demeure de Venice Beach, le disque est un violent manifeste anti-macho réalisé avec les moyens du bord, entre instruments de musique classique d'un trio et objets du quotidien.

C'est à la faveur des cours de guitare en ligne qu'elle donne depuis le début du confinement que Laura Marling a annoncé, le 5 avril dernier, la sortie avancée de son nouveau disque. « Je ne voyais aucune



raison de retenir quelque chose qui pourrait au moins divertir, au mieux susciter un sens de l'unité», expliquait-elle. De fait, son album fait un bien fou.

Sentiments d'une mère

À l'inverse de celui de Fiona Apple, qui secoue, le disque de Laura Marling apaise. Dépouillée à l'extrême, les chansons laissent affleurer les sentiments d'une mère se questionnant au sujet de sa fille : comment l'armer dans la vie, et la préparer à un avenir incertain. Après *Semper Femina*, qui interrogeait déjà la place de la femme dans le monde d'aujourd'hui, et passé la parenthèse *Lump*, projet collaboratif réussi, Marling, 30 ans dont déjà une douzaine dans la

Dans son premier album, Louise Verneuil donne corps à un pop folk intime et parfois vénéneuse.

EMMA PICQ

lumière, a réalisé son album dans son studio londonien, avec l'aide de son complice Ethan Johns, et le concours de l'intégrale de Paul McCartney, dont cette fan de Lennon a réévalué l'apport mélodique.

La troisième de nos fées chantantes est française. *Lumière noire* est un premier album, que nous espérons depuis un EP prometteur au début de l'année dernière. À 31 ans, Louise Verneuil a pris son temps et tissé une merveille de disque en compagnie de Samy Osta, réalisateur recherché. Cette jeune fille originaire de Corse vit désormais entre Paris et Londres. C'est sans doute ce qui l'a poussée à mélanger l'anglais et le français dans ses compositions racées. Entre chien et loup, d'une voix habitée, la demoiselle donne corps à une pop folk intime et parfois vénéneuse. On peut à certains endroits y entendre l'écho de la grande Cat Power. « J'écrivais de la poésie dès l'enfance. Mais c'est lorsqu'on m'a proposé des textes qui ne me convenaient pas que je me suis décidée à écrire les paroles de mes chansons », nous expliquait-elle en 2019. Guitarriste et pianiste réservée, la jeune femme a pris des années avant de prendre suffisamment confiance pour montrer ses compositions originales. « Désormais, j'arrive enfin à monter sur scène avec. » En attendant de les découvrir dans leurs versions live, les chansons sont aujourd'hui disponibles. ■ *Fetch the Bolt Cutters* (Epic/Sony Music) ; *Song for Our Daughter* (Partisan/PIAS) ; *Lumière noire* (Mercury/Universal Music).

RAYMOND MAUFRAIS UN GAMIN DANS L'ENFER VERT

BRUNO CORTY bcorty@lefigaro.fr

Sur la couverture d'*Aventures en Guyane*, paru en 1952 chez Julliard dans la collection « La Croix du Sud » dirigée par Paul-Émile Victor, on voit un jeune homme en tenue de brousse, pipe à la main. Le visage est lisse, le front haut et large, les traits bien dessinés, l'esquisse d'un sourire et un air déterminé. L'image parfaite du héros, intrépide, téméraire. Résistant dans le maquis du Périgord puis à Toulon, Raymond Maufrais rêve de journalisme. Il part en 1946 pour le Brésil, sans connaître personne, sans argent. Peu importe. C'est un battant. Il est engagé par l'AFP de Rio et réussit à se faire accepter au sein d'une mission qui tente d'entrer en contact avec les Indiens Chavantes, surnommés « les tueurs du Mato Grosso ». Après 1800 kilomètres de rivières, 900 de pampas et de forêts, la mission Meirelles retrouve les restes de la mission Barbosa. Les huit hommes portés disparus depuis novembre 1941 ont été massacrés. Les explorateurs sont à leur tour attaqués. La mission de pacification est un échec.

Maufrais, lui, est heureux. Il a commencé à vivre son rêve. Les territoires vierges, inexplorés du Brésil et de Guyane sont enfin à sa portée. De retour en France, il rassemble ses carnets de notes sur les chercheurs d'or et de diamants et les trafiquants de peaux. Il en tire un livre, *Aventures au Mato Grosso*, qu'il propose à Julliard qui refuse. Il ne se décourage pas. Écrit des articles pour *Sciences et Voyages*, devient membre du Club des explorateurs et annonce le projet qui le hante, grandiose mais fou : relier, à pied et seul, la Guyane française et le Brésil par les monts Tumuc-Humac, puis redescendre le rio Jari jusqu'à Belém.

À ceux qui crient au suicide, à ses parents effondrés, il donne, dans un journal parisien, ses raisons : « *Je pars en Guyane parce que c'est une région inconnue et que j'ai soif de découverte. (...) J'avouerai aussi que j'ai horreur de la vie dite civilisée, horreur des gens qu'on y rencontre et des habitudes qu'on y prend. (...) Je préfère respirer l'air pur du risque.* » Maufrais embarque au Havre sur *Le Gascogne* le 17 juin 1949. Un an plus

ALLER AU BOUT DE SES RÊVES
ET TENTER D'ATTEINDRE
« L'INACCESSIBLE ÉTOILE »
CHÈRE À BREL,
QUITTE À EN MOURIR.
C'EST L'HISTOIRE CRUELLE
DE RAYMOND MAUFRAS,
JEUNE HOMME
DU SIÈCLE PASSÉ, QUI VOULUT,
EN 1949, DÉFIER SEUL
L'IMMENSE FORÊT GUYANAISE.



tard, un prêtre en mission chez les Émérillon découvre des objets lui ayant appartenu, dont plusieurs carnets de notes maculés de boue, sur les rives du Tamour. Qu'est-il arrivé à Maufrais? S'est-il fracassé sur un rocher et noyé, emporté par un rapide? A-t-il été dévoré par un caïman, tué par des trafiquants?

Pour tous ceux qui ont lu le récit du calvaire de Raymond en Guyane, il ne

fait aucun doute que le pauvre garçon est mort. Les carnets n'ont beau être qu'un ensemble de notes brutes, brouillon pour un « vrai » livre, on est bouleversé par l'intensité de l'aventure. Jusqu'au 17 octobre 1949, tout va à peu près bien. Raymond est escorté par la mission Thiébault. Puis la forêt sauvage devient oppressante. C'est celle qu'ont décrite Conrad dans *Au cœur des*

Les carnets retrouvés après la disparition de Maufrais ont beau n'être qu'un ensemble de notes brutes, le lecteur n'en reste pas moins bouleversé par l'intensité de l'aventure.
ROGER-VIOLETTE, POINTS SEUIL

ténébres et Malraux dans *La Voie royale*. Partout du vert, pas de ciel ni de soleil, des racines « gigantesques, torves, monstrueuses, fourmillant de radicales ». Des serpents, des fourmis. Raymond, lucide, écrit : « *Ce sera soit l'échec, c'est-à-dire la mort, soit la réussite. Pas de demi-mesure.* » Plus il avance dans son périple, plus il doute et cafarde. Jusqu'au 12 décembre, il est accompagné de Bosch aguerri, connaissant parfaitement les lieux. Puis il est seul avec son chien, Bobby. Il n'a pas reçu d'argent de France et n'a pu acheter qu'un pauvre canot difficile à manier seul. Il pense à ses parents, il souffre pour eux. Son carnet lui permet de tenir.

Récit d'un calvaire

Le 17 décembre, il écrit : « *Je marche comme un homme ivre, tout de ginguois, suant et pestant, poursuivi, harcelé, par les mouches.* » La faim le rend fou. Il tue des oiseaux, des escargots, une tortue, un singe. Il est terrorisé, prisonnier de l'enfer vert. Il est malade. Dans ses cauchemars, il revit les horreurs de la guerre, parle à son père qui ne lui répond pas. 1950 commence par un meurtre. Raymond abat son chien Bobby. Et le mange. Il est submergé par « la rage et le dégoût ». Le récit de son calvaire prend fin un vendredi 13 janvier. Raymond a décidé de jouer son va-tout. Après avoir abandonné ses carnets qui se terminent par ces mots : « *À bientôt parents chers! Confiance (...). Je vous ai juré de revenir, je reviendrai, si Dieu le permet.* », il se jette à l'eau. C'est son ultime défi : parcourir 80 kilomètres « en amphibie ». On ne le reverra jamais.

La dramatique histoire ne s'achève pas là. À l'annonce de sa disparition, son père, Edgar, comptable à l'arsenal de Toulon, part pour la Guyane. L'odyssée de cet ancien combattant des deux guerres mondiales va durer douze ans. Edgar Maufrais va monter 18 expéditions et parcourir 12000 kilomètres, une pauvre photo de son fils à la main. En 1964, c'est un homme brisé, physiquement et moralement, qui rentre à Toulon. Un homme qui avait juré à son fils de le retrouver et n'a pas pu tenir parole. Un mari qui avait juré à sa pauvre femme de ne revenir qu'avec « le petit », et qui a échoué. ■ *Aventures en Guyane*, de Raymond Maufrais, coll. « Points/Aventure », 305 p., 7,80 €.

HISTOIRES EXTRAORDINAIRES

• 3 RAISONS DE RELIRE... • « PETITS POÈMES EN PROSE » DE BAUDELAIRE.

ALICE DEVELEY adeveley@lefigaro.fr

Il n'y a pas que

« Les Fleurs du mal »

« Ah ! Quelle joie quand ce sera fini ! Je suis si affaibli, si dégoûté de tout et de moi-même, que quelquefois je me figure que je ne saurai jamais achever ce livre interrompu depuis si longtemps et dont j'ai tant caressé l'idée. » En 1864, Baudelaire est en proie au désespoir. Cela fait des années que ses poèmes en prose sont maudits. Quand il tente de les publier, soit il entraîne la mort d'un journal, soit il se heurte à la censure de ses rédacteurs. Et lorsqu'il y parvient, le poète hésite quant au titre de son œuvre. Aujourd'hui encore, elle porte la marque de ses hésitations : *Petits poèmes en prose* et/ou *Spleen de Paris*. Le livre est habité par la peur que Baudelaire a de ne pas arriver à créer. L'abîme menace sous les lignes. On plonge avec un certain vertige dans ces textes qui flirtent avec des nouvelles. Les phrases s'étirent et se font des croche-pieds. Baudelaire défend le vide de l'emporter et rêve pourtant de s'envoler. Où ça ? « *Là-bas... Là-bas... (vers les merveilleux nuages) !* »

Regardez-vous!

Baudelaire est un auteur difficile à aimer. S'il a la phrase sublime, il a aussi la pique cruelle. Mais il ne faut pas croire, la méchanceté n'est jamais gratuite chez le poète. Ainsi qu'il l'écrit dans *La Fausse Monnaie* : « *Le plus irréparable des vices est de faire le mal par bêtise.* » Sa virulence est cathartique : elle console le poète de la



En choquant, Baudelaire cherche à nous guérir de notre aveuglement. GARNIER CLASSIQUES

douleur d'avoir été lui-même victime de l'imbecillité de ses contemporains. « *La vraie lucidité est devenue de plus en plus rare dans un monde qui refuse (...)* l'interprétation poétique de sa vie de tous les jours », analyse Henri Lemaître dans l'édition Classiques Garnier. En choquant, Baudelaire cherche à nous guérir de notre aveuglement. Nous avons mis notre vanité et notre orgueil comme des ceillères sur la frénésie fantastique du réel. Ses histoires extraordinaires sont un point d'observatoire sur la beauté et l'étrangeté du quotidien.

Il n'était pas d'ici

« *Il n'a ni queue ni tête, puisque tout au contraire y est à la fois tête et queue, alternativement et réciproquement.* » Baudelaire a accouché là d'une œuvre serpentine, une unité vivante, qui peut se couper où l'on veut. Comme une rêverie, on peut reprendre et laisser ses poèmes sans jamais y voir deux mêmes sujets. Est-ce là une allégorie de l'homme? Baudelaire expose ce qui fut publié à titre posthume dans *Mon cœur mis à nu* : « *De la vaporisation et de la centralisation du moi. Tout est là.* » Le poète est une ombre dans ses tableaux. Il gravite. Il est l'étranger, la vieille femme que l'enfant rejette, le vieux saltimbanque qui ne connaît ni « la joie, le gain, la débâche », l'homme qui aime autant sa solitude qu'elle le fait souffrir. Plus que tout autre œuvre, *Petits poèmes en prose* révèle un Baudelaire intime et lointain, fidèle à ses contradictions, vivant d'outre-tombe. ■ *Petits Poèmes en prose de Charles Baudelaire*, Classiques Garnier, 265 p., 13 €.

VOYAGE EN RUGÉNIE

• UN POCHÉ À OUVRIR • UN ROMAN DÉCAPANT
SUR NOTRE MODERNITÉ TIRAILLÉE PAR SES CONTRADICTIONS
ET SES FAUX-SEMBLANTS.

CHRISTIAN AUTHIER

Alors que la plupart des non activistes sont à l'arrêt, il est particulièrement savoureux de se pencher sur le dogme de notre modernité dite progressiste : la marche en avant forcée, le mouvement perpétuel, le « bougisme ». Ainsi avec *En marche!*, dernier roman de Benoît Duteurtre.

Si le titre évoque un slogan familial à nos oreilles françaises, c'est à la découverte d'un petit pays d'Europe centrale que nous invite l'écrivain : la Rugénie. Cette nation (imaginaire) est une sorte de paradis sur terre. On y encourage le développement durable, la bicyclette, la défense des minorités, le recyclage des déchets, l'éradication de la consommation de viande et de tabac.

C'est au célèbre Stepan Gloss, professeur d'économie et de philosophie, conseiller influent du président, que le pays doit sa mutation selon des préceptes stricts : « *la déréglementation des échanges et l'abandon de*

l'État-providence ; mais aussi une stricte réglementation de la vie quotidienne justifiée par la lutte contre les nuisances et les impératifs du vivre-ensemble.

Thomas, jeune député français du parti En Avant, entreprend un séjour d'observation dans cet enthousiasmant laboratoire de la modernité politique et économique. Cependant, les réalités qu'il découvre sont loin des discours officiels.

Conte philosophique

Dans le sillage du *Voyage en France* (prix Médicis 2001) et de *L'Ordinateur du paradis*, Benoît Duteurtre signe un conte philosophique évoquant autant Voltaire qu'Orwell. Si l'on rit beaucoup à la lecture d'*En marche!*, le rire se fige parfois en grimace.

Quant à Stepan Gloss, à l'image des patrons de la Silicon Valley, préservant leurs enfants des écrans produits par leurs entreprises, il a édifié un vaste domaine à l'écart des programmes et des normes qu'il promeut pour les autres. Ultime pied de nez de ce roman doucement subversif. ■ *En marche!* de Benoît Duteurtre, Folio, 240 p., 7,50 €.





BIEN VU

Anthony Palou
apalou@lefigaro.fr

Bricomania

«RTL Matin»
RTL, 7 heures, mercredi

Avant-hier au grand oral Thierry Marx était l'invité des « Grandes Gueules ». Il fait partie de cette bande de chefs cuisiniers qui débordent de la casserole médiatique. Regardez Cyril Lignac. Plus de deux millions de téléspectateurs chaque soir. Pourquoi ? Pour une recette d'aubergine farcie en direct ! Comme ses camarades des fourneaux, Marx s'inquiète sérieusement de l'avenir de la profession mais veut rester optimiste. Lorsqu'Alain Marschall lui demanda si l'on pouvait ouvrir les restaurants à partir du 11 mai, il répondit : « Le 11 mai, je ne crois pas. C'est un point sur l'horizon et ça nous permet de commencer la préparation à la réouverture ». Le chef sait très bien que la saison 2020 va être extrêmement compliquée, que la sortie de crise ne va pas se faire sur trois ou quatre semaines. Marx a l'esprit citoyen, aide les « restos du cœur » : « Ce qui m'intéresse dans ce virus, c'est que je vois des mômes de vingt ans qui prennent un foodtruck et qui vont bosser dans les hôpitaux et c'est génial. » Tout n'est pas perdu.

Vers 7h55, « Le surf de l'info », la chronique toujours bien montée de Cyprien Cini sur RTL. Une sympathique parenthèse. Un peu d'air ! Un peu d'air ! Quel était hier, son menu du jour ? De ces confinés qui se sont mis d'une manière surexcitée, on vous le donne en mille, au... bricolage. Dansez marteaux, valsez tournevis, farandolez clous, vis, boulons, gavottez perceuses ! Cyprien Cini fut assez amusant. Extraits : « Après un mois et demi à la maison, une certaine routine s'est mise en place (...). Augmentation de 185 % des ventes de bricolage. Le must c'est le carrelage. Tout le monde a décidé de se mettre au carrelage... » Une sorte de bricomania se serait abattue sur le pays. Un vrai virus. Il y aurait aussi, nous prévient le chroniqueur, cette nouvelle mode : faire le pain chez soi d'où la pénurie de farine. Meunier, tu dors, ton moulin va trop vite ! On résiste à la crise sanitaire comme on peut.

+ @ SUR LE WEB

- » Karine Le Marchand répond à Franck Ribéry et dénonce les messages racistes et menaces reçus
- » Audiences : Harry Potter surpassant sur TF1, Tandem sur France 2 en hausse
- » Charlie, monte le son : la série d'Idris Elba classée sans suite par Netflix
- » Confiné, Olivier Assayas travaille à l'adaptation en série de son film Irma Vep
- » Irrfan Khan, star de Bollywood et visage familier d'Hollywood, est mort à 53 ans
- » France Musique lance une chorale virtuelle pour chanter La Javanaise de Serge Gainsbourg

tvmag.lefigaro.fr et www.lefigaro.fr/culture

ELTON JOHN BAS LES MASQUES

APRÈS LA DIFFUSION DE «ROCKETMAN», BIOPIC QUE LE CHANTEUR A COPRODUIT, UN DOCUMENTAIRE LE MONTRE TEL QU'EN LUI-MÊME : DRÔLE, TENDRE ET EXTRAVAGANT.

LÉNA LUTAUD @LenaLutaud

La dernière fois que Sir Elton John, 73 ans, s'est exprimé, c'était le 16 mars sur les réseaux sociaux pour annoncer le report des concerts américains de sa tournée mondiale *Farewell Brick Road*. « Je vous reverrai, je ne sais pas quand mais restez chez vous avec vos proches », intimait-il alors. Pour l'instant, les dates européennes prévues à la rentrée sont maintenues, notamment les trois soirs en octobre à l'AccorHotels Arena à Paris. Il faudra également patienter pour découvrir *Sine From Above*, son duo enregistré sur *Chromatica*, le nouvel album de Lady Gaga, dont la sortie est elle aussi reportée en raison de l'épidémie.

Pour patienter, autant regarder la soirée glam et extravagante que lui consacre Canal+. En ces temps de confinement, entendre à nouveau tous ses tubes, revoir ses costumes flamboyants et ses prestations délirantes tombe à pic. La soirée commence avec *Rocketman* de Dexter Fletcher sorti en mai 2019 et récompensé par un Oscar et deux Golden Globe. Comme beaucoup de biopics, le film est un peu convenu mais reste un divertissement qui se revoit avec plaisir. Sir Elton John, qui l'a coproduit, s'est abstenu de l'éduquer. Ce film raconte comment le si timide Reginald Dwight à l'état civil va devenir une star mondiale avant même de fêter ses trente ans. Suivent les années d'autodestruction puis de rédemption. Le tout sous forme de comédie musicale à la *Mamma Mia* d'Abba où les chansons font avancer l'histoire ou illustrent l'humeur du héros. Mention spéciale à Taron Egerton en Elton John adulte, qui chante lui-même les chansons cultes, de *Your Song* à *Crocodile Rock*.

Après ces deux heures, on continue avec *Elton John non censuré*, un documentaire d'une heure de Chris Purchase. Le titre est étonnant dans la mesure où la star n'a jamais caché son côté sombre mais l'entretien est drôle. Au milieu de sa tournée mondiale de 300 dates, le chanteur en repos dans sa propriété sur les hauteurs de Nice répond aux questions pleines d'empathie de l'animateur de la BBC, Graham Norton. Le regard caché par ses lunettes rondes violettes et habillé dans ce qui semble être un pyjama avec en arrière-fond une impressionnante collection de verres de Murano, Sir Elton John multiplie les anecdotes.

Des rires et des regrets

Il évoque ainsi sa calvitie combattue avec des implants puis avec une perruque qui « me faisait ressembler à un œcurreil mort ». « Aujourd'hui, j'ai un postiche dont je suis ravi et comme Dolly Parton, c'est ce que j'emporte en premier en cas d'urgence », poursuit-il. Avant d'évoquer son amitié indéfectible avec Rod Stewart, à qui il reste encore des cheveux, et les coups pendables qu'ils se font encore aujourd'hui. Sa volonté de se réconcilier avec Sheila, sa redoutable mère avant qu'elle ne décède fin 2017. Ou cette fois où pour le rappel d'un

concert devant 500 000 fans, il s'était habillé en Donald Duck sans avoir testé au préalable son costume. « J'avais un derrière si énorme que je ne pouvais pas jouer du piano assis et une fois debout, je trébuchais à cause des palmes aux pieds. Sur scène, c'était à la fois la panique et on pleurait de rire », se souvient-il. Drôle, tendre, et le chanteur apparaît tel qu'en lui-même. Et cette soirée spéciale donne à la fois envie de réécouter ses chansons mais aussi de lire *Moi*, son autobiographie parue l'automne dernier chez Albin Michel. ■

Sir Elton tel qu'en lui-même dans le documentaire de la BBC, *Elton John non censuré*.

GREG GORMAN / E! MANAGEMENT 2019 / BBC STUDIO FRANCE / CANAL+



Félix Maritaud campe Jonas à 30 ans (à gauche), face à David Bailot. ECDL

«JONAS», À LA RECHERCHE DE L'AMOUR PERDU

TÉLÉFILM LE MAGNIFIQUE PORTRAIT D'UN JEUNE HOMME CONFRONTÉ À UN DOULOUREUX PASSAGE À L'ÂGE ADULTE.

CÉLINE FONTANA @CelineFontana

Rares sont les premières réalisations qui offrent déjà de vrais partis pris de mise en scène, un regard d'auteur fort et original, comme *Jonas*, de Christophe Charrier, diffusé ce soir sur Arte (et disponible sur Netflix). Mêlant souvenirs de jeunesse et fiction, le réalisateur suit son personnage sur deux époques. 1997, Jonas, adolescent romanesque (Nicolas Bauwens), plutôt bien dans sa peau, qui vit une belle histoire d'amour avec un camarade de collège (Tommy-Lee Baïk).

Quinze ans plus tard, on retrouve un adulte tourmenté, mal dans sa peau, errant de liaisons sans lendemain en viciées en boîte de nuit, hanté par ses souvenirs et, pire encore, rongé par la culpabilité. Que s'est-il passé ? Qu'est-ce qui a bien pu briser ainsi sa fougue ? Trouverait-il la voie de la rédemption ?

« Pour rétablir un équilibre dans sa vie, Jonas doit se défaire de sa honte », confie Félix Maritaud, interprète du personnage à l'âge de 30 ans, qui crée une nouvelle fois l'écran après son rôle dans *120 Batte-*

ments par minute. « Cette honte n'a rien à voir avec son homosexualité, qui n'est pas du tout traitée comme un problème mais comme une réalité acceptée simplement, poursuit-il. Le passage à l'âge adulte que vit le personnage, en revanche, est compliqué. Il subit les fantômes du passé. Le film montre le parcours qui le conduit à se libérer. Pour l'incarner, il me fallait surtout lâcher prise : ne pas me placer au-dessus du personnage, ne pas essayer de le comprendre plus qu'il ne se comprend lui-même. Je n'avais qu'à me laisser guider, me laisser imprégner par l'atmosphère du film. »

Celle-ci a été particulièrement soignée par Christophe Charrier qui a pris pour décor Toulon, sa ville natale, comme il l'aurait fait de Los Angeles. Avec un bel attrait pour ses ténébres et ses tons orangés, chauds et sensuels.

« Sans différence chromatique entre le passé et le présent, pour donner au film un aspect intemporel, flottant », souligne-t-il. Il se plait en effet à mêler les périodes, les genres (romance, chronique, thriller, film pour teenagers...), injecter des bribes d'histoires de personnages secondaires et multiplier les fausses pistes. Pour mieux reconstituer le puzzle et maintenir son histoire sous tension. ■

IL ÉTAIT UNE AUTRE FOIS À «HOLLYWOOD»

SÉRIE RYAN MURPHY OFFRE UNE RELECTURE GLAMOUR, ENDIABLÉE ET ICONOCLASTE DE L'ÂGE D'OR DU CINÉMA.

CONSTANCE JAMET @constancejamet

Laisser devant et derrière la caméra des femmes au manettes, mieux représenter les talents issus des minorités. Six ans après les premières polémiques sur le manque de diversité aux Oscars, trois ans après l'émergence de #MeToo, Hollywood tente toujours d'ôter ses œillères. Mais que se serait-il passé si la Mecque du septième art avait fait bien avant son aggiornamento ? Au sortir de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'une génération d'artistes fraîchement démobilisés rêvait de changer de monde ? C'est l'invitation au voyage glamour et endiablée dans une histoire alternative du cinéma américain auquel convie le prolifique Ryan Murphy dans sa mini-série *Hollywood*. En ligne ce vendredi 1^{er} mai, c'est la deuxième création du showrunner de *Glee* et *American Horror Story* pour Netflix avec qui il a signé un contrat à neuf chiffres.

Dans ces sept épisodes, qui passent bien trop vite, se bousculent des personnages fictifs et des icônes : Vivien Leigh, Hattie McDaniel (*Queen Lillian*) d'*Autant en emporte le vent*, le cynique agent Harry Willson (Jim Parsons de *Big Bang Theory*) qui abusa ses protégés, des jeunes gens contraints de cacher leur homosexualité. Comme Rock Hudson, la future vedette de *Géant*. Celui qui n'est alors que chauffeur fréquenté la station-service d'Ernie (Dylan McDermott). Ses séduisants pompistes sont là pour remplir les réservoirs et les désirs inassouvis des client(e)s. Rock croise Jack, un aspirant acteur. Le script d'Archie a tapé dans l'œil de Raymond. Ce dernier, réalisateur métisse, est campé par Darren Criss d'*American Crime Story*. C'est lui qui a soufflé l'idée de la série à Murphy, vit avec Camille, une actrice afro-américaine fatiguée d'enchaîner les rôles d'employée de

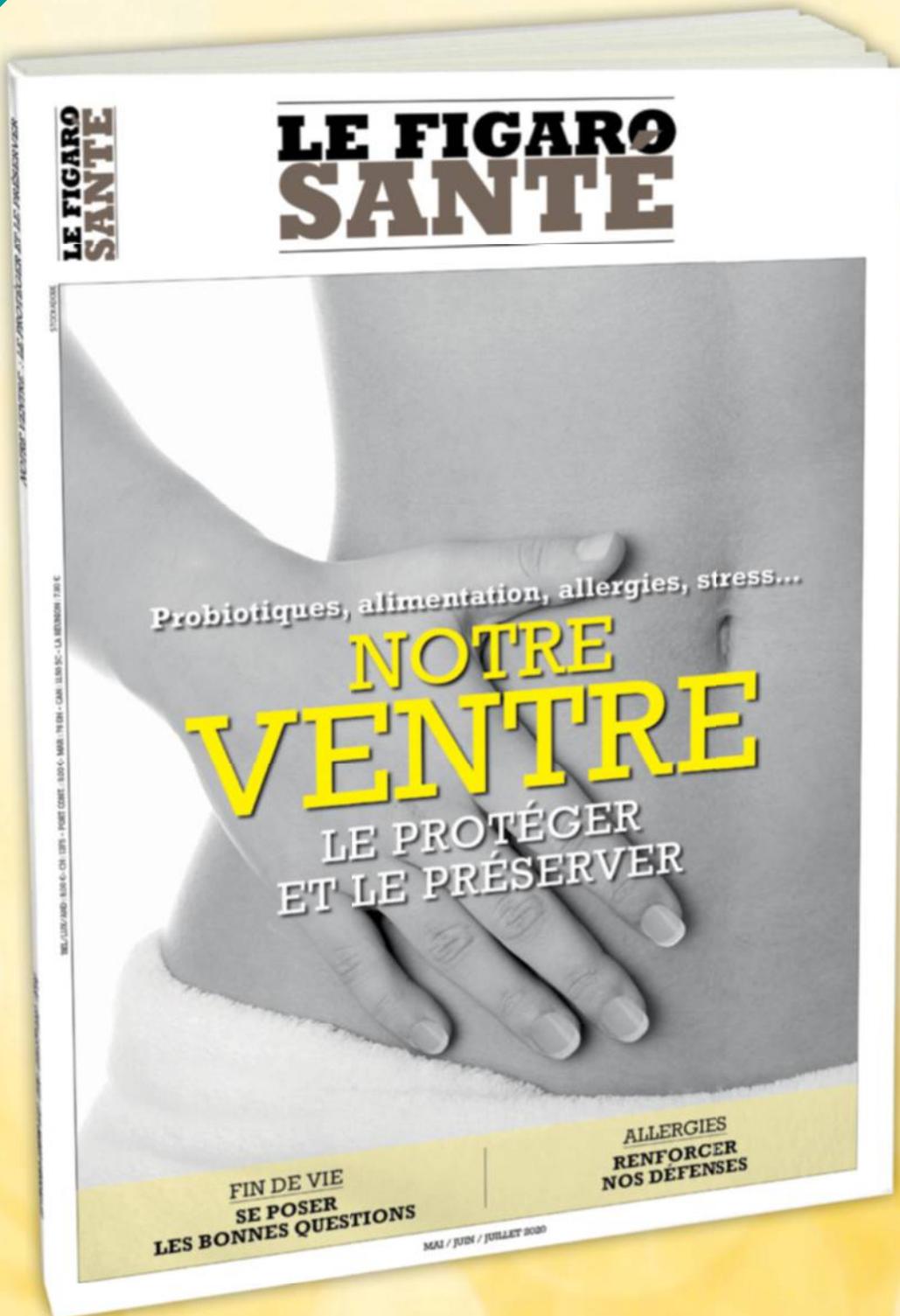
maison. Cette troupe va, à force de culot, briser le plafond de verre, aidée par des visionnaires frondeuses jouées par Holland Taylor et Patti LuPone. À 70 ans passés, les comédiennes prouvent que ni l'amour, ni l'ambition ne souffrent des années.

La machine à rêves

Avec son outrance et son clinquant caractéristiques, Murphy aligne les ébats entre les personnages. Il ressuscite même les parties fines de George Cukor mais il rend aussi justice à ces stars des Forties broyées par le système, comme Anna May Wong. Le créateur traite d'ailleurs avec tendresse ses personnages. Leur foi en leur bonne étoile et leur sincérité sont dérangeantes. Marginalisés en raison de leur couleur de peau, de leur sexualité, de leur âge, ils ont l'intuition qu'en révolutionnant Hollywood, ils abrogeront les préjugés de chacun. Leur succès poussera ceux qu'on a toujours rabaisés à réaliser leurs rêves. C'est cela, la magie du cinéma. ■

La star de Broadway Patti LuPone dans le *Hollywood* de l'après-Seconde Guerre mondiale. NETFLIX

NOUVEAU



6€
90

EN VENTE ACTUELLEMENT

chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr



À Garches, avec les rescapés du Covid-19

Un service de l'hôpital Poincaré accompagne les malades, très affaiblis, qui sortent de réanimation.

CÉCILE THIBERT @CecileThibert

BRIGITTE est une survivante. Cette « hyperactive » de 66 ans venait tout juste de quitter la présidence d'une association d'éducation à la santé lorsqu'elle a été frappée de plein fouet par le Covid-19. Le 17 mars, premier jour de confinement, elle est admise en réanimation à l'hôpital Mignot, à Versailles. « J'ai des petits flashs, je me souviens de l'ambulance. Après, c'est le trou noir », raconte-t-elle d'une voix douce, enfoncée dans un fauteuil médicalisé. Pendant dix jours, elle est restée plongée dans un sommeil profond. Lorsqu'elle rouvre les yeux, le 29 mars, elle est transférée au service de sevrage ventilatoire de l'hôpital Raymond-Poincaré (à Garches, dans les Hauts-de-Seine), qui appartient au réseau de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP).

Ce lundi 27 avril, cela fait un mois que Brigitte est en convalescence. « Au début, je ne pouvais pas parler, ça ne sortait pas. Ensuite j'ai pu parler mais mes phrases étaient hachées, je suffoquais. Là, c'est tout à fait rétabli, j'ai gardé ma voix d'alto », dit-elle en pensant à sa chorale qu'elle espère rejoindre bientôt. « En revanche, je ne peux pas rester debout plus d'une minute, j'aimerais bien être capable de plus », confie-t-elle en levant les yeux vers les photos de ses huit petits-enfants, affichées sur le mur à l'initiative de la psychologue du service. « Les voir m'aide à tenir. »

Ce service de sevrage ventilatoire a été mis sur pied en catastrophe il y a tout juste un mois par une poignée de médecins et d'infirmiers (six médecins, deux internes et trois binômes infirmière-aide-soignante, qui se relaient nuit et jour). Ils ont laissé en plan toutes leurs activités habituelles afin de soulager le service de réanimation, qui se trouve un étage plus haut. « On a pris l'hôpital, on l'a mis dans un shaker et on a tout réorganisé », résume le Pr Hélène Prigent, physiologiste respiratoire, qui travaille habituellement avec des personnes souffrant de handicap neurologique.

Lorsque nous arrivons ce lundi matin, l'ambiance est tendue : un patient vient brusquement de faire une rechute. Le Pr Prigent, précédée de toute l'équipe, passe en courant sous nos yeux ébahis en soufflant : « Une urgence, j'arrive dès que possible. » En attendant, on nous équipe de la tête aux pieds : couvre-chaussures, charlotte, blouse, masque FFP2 et surblouse. « Vous ferez attention quand vous les enlèverez, ce sont des Thierry Mugler, on les lave pour les réutiliser », lance un infirmier, goguenard, en parlant des surblouses. Pas sûr que la création du couturier défile sur les podiums cette année. Elle est en tout cas fort utile : les stocks viennent tout juste d'être reconstitués après une pénurie générale. Du personnel de bonne volonté a même consacré deux semaines à en fabriquer avec du voile d'hivernage acheté en jardinerie... Une protection bien nécessaire : même si les malades ont probablement été infectés il y a un mois et demi, les médecins ne savent pas s'ils sont encore contagieux, faute de tests disponibles.

Les patients présents dans le service viennent tous de passer des semaines éprouvantes en réanimation. Ils ont passé le cap de la détresse respiratoire aiguë, ne sont plus sédés (ils sont conscients), mais sont toujours dépendants d'une machine pour respirer, un ventilateur. Surtout, leurs muscles ont fondu. Ils sont à bout de forces. « Certains s'améliorent suffisamment rapidement pour qu'on puisse leur retirer d'un seul coup la ventilation mécanique directement en service de réanimation », explique Hélène Prigent. Pour d'autres, ça prend beaucoup plus de temps. C'est tout l'enjeu de ce service. »

Contrairement à la réanimation, où leur oxygénation était assurée



par une sonde passant par la bouche, l'apport d'air se fait désormais par trachéotomie, c'est-à-dire via un tuyau qui traverse un orifice au niveau de la gorge. « Cela permet d'une part de dégager la bouche, le patient peut donc recommencer à déglutir ; d'autre part, d'arrêter la ventilation par intermittence jusqu'à ce qu'il puisse se débrouiller tout seul », détaille le médecin.

Dans un premier temps, les patients sont privés de parole : l'air ne passe pas par la gorge et ne peut

« Ils sont deux par chambre, cela donne des binômes assez incroyables »

DR JONATHAN LÉVY, MÉDECIN DE MÉDECINE PHYSIQUE ET RÉADAPTATION

donc pas faire vibrer leurs cordes vocales. Ils communiquent en bougeant les lèvres. « Ils sont deux par chambre, cela donne des binômes assez incroyables », raconte le Dr Jonathan Lévy, médecin de médecine physique et réadaptation. Lorsque l'un passe une étape dans sa déventilation, son voisin se tourne vers lui et lève le pouce. Il y a beaucoup de gestes de soutien. »

Ici, les soignants poursuivent un double objectif : faire en sorte que les patients réapprennent progressivement à respirer par eux-mêmes et les aider à récupérer sur le plan moteur. « Dans le service, nous avons la chance d'avoir de nombreuses kinésithérapeutes, des ergothérapeutes et une orthophoniste, ce qui nous permet de commencer la rééducation », indique le Pr Prigent. Pour le moment, seule

une quarantaine de lits de ce type existe en Ile-de-France. Depuis quelques jours, le médecin et son équipe reçoivent trois à quatre demandes par jour de services de réanimation franciliens, espérant passer leurs patients qui peinent à se placer de l'assistance respiratoire. Sans pouvoir y répondre favorablement : les 11 lits sont tous occupés et les malades restent en moyenne deux semaines.

Chaque matin, l'équipe se réunit pour la transmission quotidienne : l'équipe du soir raconte à celle du jour ce qu'il s'est passé durant la nuit. Autour d'un café - qu'ils boivent en soulevant leur masque en « bec de canard » -, les soignants racontent avec entrain les récents progrès de leurs pensionnaires. Un tel « s'est mis debout trois fois de suite », un autre « a fait douze heures de RL ». Cris de joie. Dans le jargon, « RL » signifie « respiration libre ». « Cela veut dire qu'il n'a pas eu besoin de ventilateur », nous glisse un médecin. À l'annonce que des renforts viendront bientôt prendre des gardes, l'équipe pousse un soupir de soulagement. Malgré la fatigue marquée sur certains visages, l'ambiance est sérieuse, mais bon enfant.

Dans un tourbillon de termes médicaux, tronqués ou acronymisés, les médecins passent en revue chaque dossier. Les patients sont en grande majorité des hommes, âgés de 50 à 60 ans, sans antécédents médicaux graves hormis de l'hypertension, du diabète ou du surpoids. De temps à autre, l'écran de surveillance, où s'affichent les fréquences cardiaques et respiratoires, les tensions artérielles et la saturation du sang en oxygène des

L'unité de sevrage ventilatoire de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches a été mis sur pied en catastrophe il y a tout juste un mois par une poignée de médecins et d'infirmiers qui se relaient nuit et jour. Les patients qui arrivent dans le service sont à bout de forces et doivent réapprendre progressivement à respirer par eux-mêmes mais aussi récupérer sur le plan moteur.

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA-LE FIGARO

Il patients, se met à hurler. Tous jettent un regard soucieux, sourcils froncés, sans pour autant interrompre la discussion. « Ce n'est rien, c'est l'électrode de Monsieur V. qui s'est décrochée », nous indique un médecin. La discussion reprend : « Il faudrait aller chercher des livres à la médiathèque pour Monsieur C., il s'ennuie et ça le déprime », lance le Dr Jilva Paque-reau, spécialiste en médecine physique et de réadaptation, qui sort d'une nuit de garde.

Ce matin, c'est justement un grand jour pour Monsieur C. : il va enfin pouvoir parler pour la première fois depuis plus d'un mois. « Une fois qu'un patient peut de nouveau respirer de façon autonome, on pose une valve de phonation au niveau de la trachéotomie. C'est un dispositif qui permet de laisser passer l'air à l'inspiration mais pas à l'expiration. L'air sort par la bouche, ce qui permet de parler », explique Vincent Delord, infirmier spécialisé en ventilation. La manœuvre est délicate. Le patient, blanc comme un linge au milieu de ses perfusions, se redresse dans son lit et se met à tousser violemment. Ses poumons font le bruit d'un réservoir que l'on siphonne. « C'est normal, rassure l'infirmier. Il était allongé depuis longtemps, les sécrétions remontent. » Après quelques minutes pénibles, Monsieur C. sourit : « Je suis content de pouvoir parler à nouveau. »

Pour d'autres, récupérer sa voix s'avère compliqué. « On ne peut pas garantir qu'elle reviendra complètement », souligne Marlène Cocquelet-Bunting, orthophoniste au sein du service. Il peut y avoir des œdèmes consécutifs à l'intubation, des lésions des cordes vocales ou bien des problèmes de respiration. » Patiemment, elle se rend au chevet des patients pour des séances de trente minutes, et les aide à retrouver la phonation au moyen d'exercices variés. « Il faut aussi réapprendre à déglutir. Généralement, le réflexe est toujours là, mais il faut relancer cette machine qui doit être finement coordonnée avec la respiration. » En parallèle, l'orthophoniste évalue la santé cognitive des malades. « Certains ont des éveils très agités, parfois agressifs, ainsi qu'un état confusionnel, une désorientation voire une désinhibition qui perdurent plus longtemps que d'habitude. Il faudra refaire un bilan dans quelques semaines pour voir si cet état se maintient ou pas. »

Dans une autre chambre, deux jeunes kinésithérapeutes aident un homme d'une soixante d'années à s'asseoir au bord de son lit. Sur le mur, une photo de lui en costume et lunettes de soleil, flambeur, entouré de ses deux grands enfants. La couverture relevée laisse voir un corps amaigri et des jambes flageolantes, son bassin est enveloppé d'une couche. Mission impossible : il ne peut se maintenir droit et tombe systématiquement en arrière. Très vite, ce simple effort lui donne le tournis. L'homme, privé de parole, fait signe qu'il ne se sent pas bien. Après des semaines passées allongés sans bouger, ces gestes du quotidien semblent insurmontables. Il faudra de nombreuses séances de rééducation avant de pouvoir le effectuer de nouveau.

« C'est une épreuve énorme, extrêmement traumatisante »

PR HELENE PRIGENT, PHYSIOLOGISTE RESPIRATOIRE

Les visites étant interdites, les malades n'ont pas vu leurs proches depuis des semaines. « J'essaie d'avoir mes enfants par WhatsApp, raconte Franck », avec un sourire timide. Ce prothésiste dentaire de 57 ans est passé par trois hôpitaux avant d'atterrir à Garches. « Ils n'avaient plus de place à Lariboisière (à Paris, NDLR), donc ils m'ont transféré à Versailles. » Lorsqu'il tente de se souvenir de ce qu'il s'est passé juste avant son hospitalisation, il secoue la tête : « Je ne me souviens de rien... » S'il reprend peu à peu des forces, l'homme semble avoir subi un vieillissement accéléré au cours de ces six semaines passées au lit. « Je peux de nouveau parler et manger, mais je n'ai pas encore assez de forces dans les jambes pour marcher », raconte-il avec une pointe d'inquiétude.

Angoisses, peur de la mort, confusion... Le Covid-19 laissera aussi derrière lui des stigmates psychologiques. « Ce sont des personnes qui étaient plutôt en bonne santé auparavant. Elles se réveillent un jour attachées dans un lit de réanimation (pour ne pas arracher les sondes et les perfusions), avec un tuyau dans la gorge, sans savoir où elles se trouvent et surtout, complètement dépendantes pour tout », souligne le Pr Prigent. C'est une épreuve énorme, extrêmement traumatisante.

Certains ont été plongés dans un coma artificiel quelques jours avant l'annonce du confinement national. Quand ils se sont réveillés trois semaines plus tard, ils ont découvert avec sidération que la France avait baissé le rideau et comptait ses morts par milliers. Et qu'ils sont des rescapés. ■
*Le prénom a été modifié

La police se prépare à un 1^{er} Mai sans cortèges

« Confinés mais mobilisés », les syndicats donnent rendez-vous sur les réseaux sociaux et aux balcons.

CHRISTOPHE CORNEVIN @ccorvein

SÉCURITÉ Pour la première fois depuis sa création en 1947, la traditionnelle Fête du travail prend cette année la forme singulière d'un 1^{er} Mai sans cortèges. Crise sanitaire oblige, la France restera comme « vitrifiée » et ses rues ont vocation à demeurer quasi désertes puisque aucune organisation syndicale n'a déposé de préavis de manifestation. « On part du principe que le confinement et le minimum d'interaction entre les gens sont une des meilleures pistes pour éviter la propagation de ce virus, alors on essaie d'être cohérents », a argué, dès mercredi, Eric Beynel, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires. À l'instar d'autres centrales, dont la CGT et la FSU, signataires

d'un appel commun, le mot d'ordre est : « Confinés mais toujours mobilisés ! ». Faisant fi de l'assignation à domicile des Français, l'idée est de faire vivre la revendication et de scander des slogans sur tous les modes imaginables. À ce titre, les réseaux sociaux s'imposent comme le vecteur par excellence. Au sein de la police, les analystes en sont convaincus : « Internet remplace la rue. Depuis le début de l'épidémie, l'activité physique a cédé le pas à une multiplication d'actions numériques et dématérialisées. Là où il y avait des rassemblements à 10 heures place de la République ou à la Bastille, un simple hashtag sur Twitter sert de mot d'ordre. » Entre les appels à se prendre en photos avec une pancarte « le jour d'après, je veux », ceux qui invitent leurs adhérents à participer au mouve-

ment « construisons demain, les revendications seront nombreuses. Mais les forces de l'ordre veilleront au respect de la loi. « Sur Internet comme dans la rue, la liberté d'expression reste le principe tant que des infractions ne sont pas commises », rappelle le contrôleur général Michel Lavaud, porte-parole de la police nationale, qui prévient que les « menaces, injures publiques seront passibles d'une sanction, tout comme les outrages pour lesquels un contrevenant peut encourir de six mois à un an d'emprisonnement. »

« Atteinte à la liberté d'expression »

Dans le cadre de la mise en place d'une « veille réputationnelle », les internautes sont invités au civisme en signalant à la plateforme Pharos, un peu à la manière d'un témoin qui composerait le 17, les contenus délictuels détectés lors de leur navigation sur les réseaux. Charge aux experts de la direction centrale de la PJ (DCPJ), qui traite quelque 200 000 signalements par an, de recouper les informations avant de saisir, au besoin, un service d'investigation. Si aucune menace subversive n'a été décelée, les

Le 1^{er} Mai, les policiers seront attentifs aux opinions au balcon, comme ici, à Toulouse, où les banderoles « Macronavirus, à quand la fin ? » se multiplient.

DENIS HEMARDINQUER

services de renseignements sont eux aussi en alerte. L'attention sera d'autant plus forte que l'atmosphère des villes et des villages s'annonce agitée.

Prônant un jour d'après « écologique, social et inclusif », le mouvement d'action non violente ANV cop21, chantre de la désobéissance civile, invite à une « manifestation visuelle et sonore depuis les balcons et les fenêtres » et affirme : « C'est le moment de sortir vos banderoles et de faire entendre vos voix ! » Dans le concert syndical, plusieurs appellent à « organiser des chansons collectivement » et entonner en particulier Bella ciao. D'autres imaginent aussi des concerts de casseroles. Mais là encore, les forces de l'ordre guetteront les dérapages. « Il n'y aura pas de dispositif particulier mais le déploiement de banderoles outrepassant la liberté d'expression politique et sociale sera constaté par la police et, le cas échéant, transmis au parquet qui décidera des suites à donner », assure Michel Lavaud, qui décrit « un fonctionnement très classique et transparent, où les personnes mises en cause pourront aussi apporter leurs explications ». À la différence

d'une manifestation de rue, où les fauteurs de troubles sont difficiles à appréhender quand ils se noient dans la foule, l'affichage des opinions au balcon permet une identification quasi immédiate. Ainsi, à Toulouse, une jeune femme a été placée en garde à vue et ses colocataires convoqués au commissariat de Toulouse pour « outrage à personne dépositaire de l'autorité publique » après avoir affiché une banderole « Macronavirus, à quand la fin ? » sur leur maison. Alors que banderoles et pancartes tenues par des centaines d'anonymes fleurissent depuis la mise au jour de cette affaire, associations et syndicats sont montés aux créneaux pour fustiger une « atteinte à la liberté d'expression ».

Sur tous les fronts, la police a averti, via son compte Twitter, qu'« en raison de la crise sanitaire Covid-19, la vente traditionnelle de muguet est encadrée ». La fleur à clochettes sera interdite sur la voie publique, où des amendes seront dressées pour « vente à la sauvette ». Seuls les fleuristes et les magasins autorisés pourront le proposer à l'achat, à l'occasion de ce 1^{er} Mai à nul autre pareil. ■

La tradition du muguet mise à mal

Par crainte des invendus, avec le confinement, les maraîchers n'en ont récolté qu'un tiers.

ÉRIC DE LA CHESNAIS @plumedeschamps

LE CONFINEMENT a eu l'effet d'une douche froide sur les producteurs de muguet français, la fleur porte-bonheur que l'on offre le 1^{er} Mai, jour de la Fête du travail. Une tradition spécifique à la France que le coronavirus pourrait mettre à mal. Chaque année, il se vend 60 millions de brins à cette occasion, dont 85 % proviennent du bassin nantais et le reste de Bordeaux.

« Face à l'incertitude de pouvoir écouler leurs brins, en raison de l'interdiction gouvernementale des vendeurs à la sauvette et de la fermeture des fleuristes, les producteurs ont joué la prudence et n'ont ramassé qu'environ un petit tiers du muguet fleuri », explique Patrick Véron, conseiller technique auprès de la Fédération des maraîchers nantais. Il précise : « La première perte est celle que l'on réalise au champ. La main-d'œuvre pour ramasser les précieux brins représente 60 % du prix de revient : aussi les professionnels ont-ils limité le recours aux saisonniers. Ils étaient 1 500 cette année au lieu de 7 000 lors des récoltes précédentes. Il s'agit majoritairement d'étudiants et de demandeurs d'emplois locaux. » Dans ce contexte compliqué, les maraîchers ont donc privilégié les commandes fermes qu'ils avaient passées auprès des grandes surfaces encore ouvertes en période de confinement. Un circuit de distribution qui écoule à lui seul, lors d'une année normale, près de la moitié des brins de muguet vendus en France. Le reste se répartit entre les fleuristes, jardineries, grossistes et vendeurs à la sauvette.

Craignant les aléas du marché, certains maraîchers n'ont même pas récolté leur muguet. « Cette année, j'ai laissé 100 % des brins sous les châssis, j'ai mis l'accent sur les compositions de muguet en

pot, des commandes passées début mars avec les grandes et moyennes surfaces, raconte Jean-François Vinet, producteur à Machecou, leader du marché avec le tiers des brins de muguet produit en région nantaise.

Justement, l'autre problème rencontré par les producteurs cette année est la météo trop clémente. « Il n'y a pas eu d'hiver, le printemps chaud a accéléré la croissance des brins. Les producteurs les ont mis au frigo pour les conserver mais avec les orages et les fortes chaleurs des derniers jours, les brins ont tourné lors de leur expédition, rapporte Maxime François, responsable du stand Fleurs Assistances à Rungis. Pour cette raison, mon fournisseur à Nantes, ne m'a livré que 10 % de ma commande. »

Plateforme internet

Un soulagement dans ce tableau noir : les producteurs de muguet nantais, qui réalisent 20 à 30 millions d'euros de chiffre d'affaires par an grâce à la vente de la clochette blanche, ne dépendent pas uniquement d'elle. « Elle ne représente que 5 à 30 % de leur activité, le reste provient de la production de légumes, dont la célèbre mâche, les carottes, navets mais aussi les tomates et concombres, signale Patrick Véron. La permission, comme celle du préfet de Loire-Atlantique, ce lundi, de laisser aux fleuristes la possibilité de vendre du muguet en mode drive devant leur boutique, intervient trop tard après la cueillette », poursuit-il.

Certains maraîchers ont pris les devants, à l'instar d'Éric Harouet, à Saint-Julien-de-Concelles, non loin de Nantes. Ils ont créé une plateforme internet, unbrindesolidarite.fr, pour permettre aux consommateurs confinés d'acheter du muguet entre 3 et 8 euros selon la présentation, tout en faisant une bonne action. 10 % des sommes récoltées iront à la Fondation de France pour aider les soignants. ■



NOUVEAU

MOTS CROISÉS
DU **FIGARO**
100 GRILLES
PAR VINCENT LABBÉ

Retrouvez les mots croisés de votre Figaro dans une édition exclusive regroupant une sélection de 100 grilles signées Vincent Labbé.

6€
90

EN VENTE ACTUELLEMENT
chez tous les marchands de journaux
et sur www.figarostore.fr

Le confinement, bain révélateur des profs « décrocheurs »

Plus critiques, les parents d'élèves voient désormais de plus près l'investissement et le travail effectués par les enseignants.



Les enseignants les plus moteurs « sont évidemment ceux qui étaient habitués au numérique ».

OSTIANE MATHON, FORMATRICE AUPRÈS D'ENSEIGNANTS

MARIE-ESTELLE PECH
@MarieEstellePech

ÉDUCATION Depuis le début du confinement, le discours gouvernemental est très positif vis-à-vis des enseignants qui, du jour au lendemain, ont dû se mettre à travailler à distance, tant bien que mal, sans formation particulière. Une situation qui va perdurer au-delà du 11 mai puisque les professeurs de lycée et une majorité de ceux de collège continueront à assurer cette « école à distance ».

Leurs syndicats les présentent quant à eux régulièrement « épuisés » par cette façon d'enseigner. Ils ont d'ailleurs très vivement réagi lorsque, la semaine dernière, Jean-Luc Duret, l'inspecteur d'académie de l'Ariège, soucieux d'évaluer le travail accompli, a demandé aux chefs d'établissements

de « garder mémoire nominative des engagements remarquables et remarquables ; l'inverse est aussi vrai »...

Certes, parmi les enseignants, tous ne bénéficient pas d'écrans de bonne qualité ou doivent s'occuper de leurs propres enfants. Et certains ont pu être malades. Mais l'unanimité ambiante agace un peu Hubert Salaün, le représentant de la deuxième fédération de parents du public (Peep) : de nombreux enseignants ont fait preuve d'une ingéniosité parfois insoupçonnée dans le maniement des outils numériques et « la majorité sont investis », selon lui. Pour autant, nuance-t-il, « beaucoup de parents nous font aussi part du décrochage numérique de certains enseignants. Ils font face à une grande hétérogénéité de qualité des cours et des devoirs envoyés ».

Peut-être parce que les parents, habituellement éloignés de la « boîte noire » qu'est la salle de

classe, sont en cette période plus à même de juger en quoi consiste le travail quotidien des professeurs. Provisoire au lycée Victor-Duruy, à Paris, Philippe Tournier estime que l'enseignement numérique a un « effet loupe » sur les différences entre enseignants. C'est parfois cruel. « En CM2, comme en CE2, mes fils n'ont pas de classe en ligne. Ils ont droit à de simples exercices et leçons recopiés sur internet sans aucune logique, estime Sophie, juriste dans une agence immobilière à Tournefeuille (Haute-Garonne). Nous avons creusé et nous nous sommes rendu compte que seul un tiers du programme de maths avait été fait mi-mars et un dixième de celui de français ! On est en train de compenser. Tout seuls. »

Si Benoît Lelevé reconnaît que sa fille, en première, « a un très bon suivi quotidien, majoritairement en visioconférence », à l'inverse,

« [son] fils, qui est en CE2, est complètement abandonné par son enseignant. Aucun suivi, aucune prise de nouvelle, le néant. Quatre mails depuis le début du confinement avec des photocopies qui occupent 15 minutes. » Selon lui, pour qui cela se passait déjà moyennement avant, « le confinement n'a fait qu'exacerber les choses ».

« Le lien humain malmené »

Thierry Tesson, lui, pourtant ancien enseignant et ancien inspecteur, a du mal à s'y retrouver quand il voit le travail de sa collégienne de fille : « On a du tout et du rien. Aucune normalisation des demandes, aucune régularité, ni visiblement de pilotage global. Les profs font comme ils peuvent ou veulent. Certaines disciplines sont très demandées, d'autres pas. Aucun rapport avec leur importance supposée. L'EPS (éducation physique et

sportive) par exemple fait du zèle... Je vois l'objectif comme celui d'une garderie éducative sans que cela soit forcément péjoratif. »

Formatrice auprès d'enseignants dans la région parisienne, Ostiane Mathon note que les plus moteurs « sont évidemment ceux qui étaient habitués au numérique. L'hétérogénéité est un fait... Les enseignants déjà en retrait le sont encore plus actuellement. Comme les élèves qui étaient déjà en difficulté. » Au-delà des classes virtuelles, qui sont loin d'être utilisées par tous les enseignants, « un simple mail personnalisé à l'adresse de l'élève et sa famille, c'est essentiel car, avec cette école à distance, le lien humain, fondamental dans l'enseignement, est très malmené. Le professeur ne peut se contenter d'un seul message pour l'ensemble de la classe avec des numéros d'exercices à faire », rappelle-t-elle. ■

L'inquiétante explosion du harcèlement en ligne

Confinés, isolés dans leurs chambres depuis des semaines, de jeunes garçons et filles tombent sous les griffes des maîtres chanteurs du Net.

STÉPHANE KOVACS @Kovacs5t

FAMILLE Chantages sexuels à la webcam, comptes « ficha » (se taper l'affiche en verlan) ou « revenge porn »... Ces sordides pratiques ne sont pas nouvelles, mais avec le désœuvrement lié au confinement, elles pullulent sur les réseaux sociaux. « Malheureusement, quand les gens s'ennuient, ça les occupe beaucoup de nuire aux autres », déplore Justine Atlan, directrice de l'association e-Enfance. L'impact est d'autant plus fort sur la victime qu'elle est aujourd'hui isolée de ses amis. »

Ces attaques numériques visent plus particulièrement les jeunes filles, même si les garçons ne sont pas épargnés. Elles ont déjà conduit à un suicide, celui d'une lycéenne de 16 ans, au Havre, qui s'est défenestrée le 1^{er} avril, après que « des photos ont circulé », a précisé sa mère au site Actu76.

« Stop Ficha »

« Cette période génère des risques encore plus importants pour les enfants et adolescents surexposés aux écrans, souvent seuls sur leur smartphone, isolés dans leur chambre », alerte e-Enfance, qui gère la plateforme anonyme et gratuite d'aide aux victimes de harcèlement Net Ecoute. Un risque qui apparaît jusque dans le cadre des classes en ligne « où les incidents et intrusions (propos haineux, diffusion de liens pornographiques) ne sont pas rares ». Une attention particulière, réclame l'association, doit être portée aux plus jeunes, qui peuvent multiplier des comportements à risque (défis dangereux type Blue Whale ou Momo Challenge, consultation de sites qui font la promotion de l'anorexie, partage d'idées suicidaires).

Intitulé « Internet : le péril jeune ? », et fondé sur une enquête réalisée en octobre 2019 par le cabinet Odoxa, un rapport de l'Institut Montagne, publié ce jeudi, relève que « plus d'un jeune Fran-

çais sur deux (56 %) a déjà été confronté, au moins une fois, à des cyberviolences, et plus d'un jeune sur trois à plusieurs reprises » (lire ci-dessous). Tandis que près d'un jeune sur quatre reconnaît avoir déjà participé à de tels actes malveillants. Mais, depuis le début du confinement, ces phénomènes explosent. Les appels reçus par le numéro vert de Net Ecoute* ont fortement augmenté (près de 30 % de hausse) et les signalements aux plateformes ont doublé. « Les victimes de chantages sexuels sont toujours plus nombreuses et plus jeunes », s'émeut Justine Atlan. On constate en ce moment une explosion (- 50%) des arnaques à la webcam, qui touche en majorité des garçons, des collégiens parfois d'à peine 14 ans. Parmi les plateformes qui font l'objet de nombreux signalements, il y a

« Les victimes de chantages sexuels sont toujours plus nombreuses et plus jeunes », dénonce l'association e-Enfance. BRIAN - STOCK.ADOBE.COM

notamment Hangouts, Instagram ou Snapchat. Une viralité qui inquiète le gouvernement. « Notre but est que les plateformes mettent en place des modérations supplémentaires » pour être dans « une démarche de protection », assure l'entourage de Marlène Schiappa. « Avec Snapchat et le secrétariat d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes, nous travaillons à un programme d'assistance lié aux problématiques de cyberviolences, qui devrait être prêt la semaine prochaine », annonce Justine Atlan. « Si tu m'envoies pas de "nudes" (photos dénudées, NDLR), je vais répandre des rumeurs sur toi. » Voilà le type de messages que reçoivent des lycéennes, provenant de comptes cherchant à les « affi-

cher » en ligne. Leurs créateurs demandent aux internautes de dénicher des contenus intimes pour constituer des « dossiers » sur les intéressées et les diffuser. Quitte à fabriquer des images... Pour « lutter contre ces comptes, qui peuvent détruire des vies », Shanley, étudiante à l'université Paris-VIII, vient de créer, avec une vingtaine de militantes, le groupe « Stop Ficha ». « On a vu des scènes de viols, d'agressions sexuelles, raconte-t-elle. En majorité, ce sont des garçons qui sont à la manœuvre. Ils n'ont plus la rue pour faire du mal, donc ils utilisent les réseaux sociaux ». Le groupe « Stop Ficha » reçoit une trentaine de messages de victimes par jour. « La plus jeune n'avait que 12 ans, détaille Léa, autre étudian-

te membre du groupe. On dirige les victimes vers une avocate et on signale les comptes » auprès des plateformes ou de Net Ecoute. Depuis le début du confinement, plus de 400 comptes « ficha » ont été supprimés à la demande de Net Ecoute. À 90 % par Snapchat.

Porter plainte ? « Les jeunes filles sont envahies d'un sentiment de honte et n'osent en parler à leurs parents », souligne Justine Atlan. Souvent, elles ignorent que la diffusion de leurs photos sans leur consentement est un délit. » Le « revenge porn » (mise en ligne, par un ex-partenaire, de scènes sexuelles), qui nourrit nombre de comptes « ficha », est passible de deux ans de prison et 60 000 euros d'amende. ■

* 0800 200 000 ; netecoute.fr

Thierry Jadot : « Ce sont les filles qui sont les plus touchées »



Nous sommes convaincus de la nécessité de mobiliser parents, professeurs, institutions et acteurs du numérique autour de ce qui doit être une grande cause nationale.

THIERRY JADOT

Thierry Jadot, président de Dentsu Aegis Network France, est co-président, avec Gilles Babinet, du groupe de travail de l'Institut Montagne à l'origine du rapport « Internet : le péril jeune ? », publié ce jeudi.

LE FIGARO. - Le rapport de jeunes à Internet a-t-il évolué durant le confinement ? Quels sont les principaux risques auxquels ils sont désormais confrontés ?

Thierry JADOT. - Les enfants et adolescents se retrouvent actuellement dans des situations de surexposition aux écrans et de surutilisation des réseaux sociaux. À l'instar des violences conjugales, les cyberviolences dont sont victimes les jeunes sont en forte croissance. Ce peut être le résultat de ruptures douloureuses, à la suite desquelles des photos intimes sont mises en ligne ; dans d'autres cas, ce sont des attaques gratuites ou propa-

gations de fausses rumeurs. Durant l'élaboration de notre rapport « Internet : le péril jeune ? », nous avons constaté que ce sont les filles qui sont les plus touchées par ces phénomènes. L'association e-Enfance note depuis le 17 mars une augmentation de près de 30 % du nombre d'appels reçus par le numéro vert Net Ecoute. 73 % proviennent d'adolescentes.

Comment les parents doivent-ils réagir ?

La mobilisation des parents dans le processus de détection et de traitement des cas de cyberharcèlement est difficile. Ils ne sont pas toujours conscients des souffrances de leur enfant. Par exemple, notre enquête révèle que 21 % des parents pensent que leur enfant a déjà été exposé à des contenus racistes, antisémites ou homophobes, alors que 31 % des jeunes déclarent l'avoir été. Les phénomènes de cyber-

violence se manifestent souvent sur des réseaux sociaux que les adultes utilisent peu ou pas du tout.

Il existe une multiplicité de dispositifs d'accompagnement des enfants victimes de cyberharcèlement. Pourtant, notre étude montre que la majorité des parents (61 %) ne savent pas vers quelle administration se tourner. C'est pourquoi nous proposons la mise en place d'un guichet unique, répondant à travers plateformes et applications à la spécificité des besoins des enfants d'une part, et à celle des parents d'autre part. L'objectif est d'agir vite et d'interrompre l'emballage qui provoque le pouvoir amplificateur des réseaux sociaux, à l'origine de nombreux traumatismes.

Quelles mesures proposez-vous pour protéger les mineurs ?

Nous sommes convaincus de la nécessité de mobiliser parents,

professeurs, institutions et acteurs du numérique autour de ce qui doit être une grande cause nationale. Nous recommandons que les opérateurs téléphoniques proposent systématiquement aux parents achetant un téléphone ou une tablette pour leur enfant de paramétrer son âge, afin qu'il ne puisse avoir accès qu'à des sites autorisés. Par ailleurs, l'enseignement informatique doit être renforcé pour permettre à chaque élève d'acquiescer une plus grande autonomie numérique. Enfin, concernant les plateformes, nous proposons d'encourager la mise en place de systèmes d'audits et de stress tests, afin d'évaluer la fiabilité des dispositifs qu'elles mobilisent dans les situations de cyberharcèlement. Les moyens qu'elles utilisent sont encore insuffisamment transparents pour être totalement efficaces. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR S. K.



Une femme équipée d'un masque de protection passe devant un portrait du président chinois, Xi Jinping, le 12 mars, à Shanghai. ALY SONG/REUTERS

Pékin veut tourner la page de la crise

En convoquant le Parlement pour sa session annuelle, le pouvoir affiche sa volonté de retour à la normale.

SEBASTIEN FALLETTI [@fallettiseb](#)
CORRESPONDANT À PÉKIN

5 000
représentants
vont participer
à la réunion annuelle
du Congrès national
du peuple, le 22 mai

À PÉKIN, les analystes, comme la population, guettaient avec espoir ce signal depuis des semaines, après des mois de lutte exténuante contre le coronavirus. Mercredi, le régime communiste a enfin exaucé leurs vœux en rendant l'oracle tant attendu : la réunion annuelle du Congrès national du peuple (CNP) s'ouvrira finalement le 22 mai dans la capitale, avec plus de deux mois de retard sur son calendrier habituel. « *Cela signifie que tout va revenir à la normale!* » exulte aussitôt un internaute soulagé sur Weibo (le Twitter chinois).

La venue des 5 000 représentants de la chambre d'enregistrement du régime dans la capitale, début mars, chaque année afin de voter les législations et orientations stratégiques à venir est un rituel politique de la Chine rouge depuis les années 1990, et son report en pleine épidémie était sans précédent, signalant l'ampleur de la crise. Sa convocation le mois prochain, après de longue délibérations internes, affiche la conviction des autorités que le Covid-19 a été jugulé, avec pour ambition d'accélérer la relance de l'économie en difficulté. « *Les conditions pour la tenue de la session sont réunies alors que la situation sanitaire s'est améliorée et que la vie économique et sociale revient progressivement à la normale* », affirme la dépêche de l'agence officielle Xinhua. Mercredi, le pays le plus peuplé du monde a enregistré 22 nouveaux cas de contaminations, dont 21 provenant de l'étranger, et aucun décès supplémentaire, selon les statistiques officielles.

Après la visite de Xi Jinping à Wuhan, dans l'épicentre de la pandémie, le 10 mars, et la levée des mesures de confinement dans le Hubei début avril, la tenue des deux Assemblées, ou *lianghui*, proclamera le triomphe de la Chine dans sa « *guerre patriotique* » contre le « *démon du virus* », sous la houlette de son président.

Un soulagement pour le 1,4 milliard de Chinois dont la vie quotidienne demeure entravée par de nombreuses restrictions, mais qui retrouvent peu à peu leur liberté de circulation. À Pékin, les classes de terminale ont repris les cours le 27 avril, et les habitants retournent prudemment dans les restaurants, où le contrôle de température à l'entrée reste de rigueur. Le port du masque et la présentation d'un certificat de santé sur son smartphone sont obligatoires à l'entrée des principaux bâtiments et centres commerciaux, ou du métro, qui a Pékin n'a retrouvé

que 40 % de son trafic habituel, contre 65 % à Shanghai.

La reprise du calendrier politique est un signe de résilience pour le régime, tournant la page d'une crise sanitaire à valeur de « *test de gouvernance* » pour le régime, selon son dirigeant. Le retard initial de la réponse à l'épidémie et la mise au pas des médecins lanceurs d'alerte comme Li Wenliang, ou Ai Fen avaient déclenché un déluge de critiques en ligne, en février. À l'heure des comptes, des dissensions internes pointent derrière le rideau du secret entretenu par le Parti communiste, selon les analystes. « *L'atmosphère est très tendue en interne* », juge une source diplomatique à Pékin, sur fond de tensions croissantes avec les États-Unis. Pour certains, l'arrestation de Sun Lijun, vice-ministre de la

Sécurité publique envoyé dans le Hubei, annoncée dimanche, après celle de l'impertinent membre du parti Ren Zhiqiang trahit des résistances à l'emprise du dirigeant le plus autoritaire depuis Mao.

Le spectre du chômage de masse

La convocation du Parlement, gage de stabilité, place les projecteurs sur l'après-crise, avec pour principal enjeu la relance de la seconde économie mondiale, dont l'horizon est plombé par la crise aux États-Unis et en Europe. « *Cela signifie qu'ils se sont mis d'accord sur les grandes lignes de la stratégie à venir. Il y a eu de férocités discussions à Pékin ces dernières semaines* », juge Ryan Manuel, directeur du cabinet de conseil Official China, basé à Hongkong. Au premier trimestre,

le PIB s'est contracté de 6,8 %, une première depuis l'époque maoïste, et le spectre du chômage de masse plane sur l'empire du Milieu, nourrissant la crainte de troubles sociaux. Le chômage dépasserait les 20 %, bien plus que le chiffre officiel de 5,9 %, a affirmé l'agence Zhongtai Securities, avant de se rétracter, lundi.

L'affaiblissement de la demande mondiale et la prudence des consommateurs mettent en péril les objectifs du Parti, qui avait promis de doubler le PIB chinois à la fin de cette décennie et qui fêtera son centenaire en 2021. L'ajustement de l'objectif annuel de croissance ambitieux, originellement attendu à près de 6 %, ainsi que l'ampleur des mesures de soutien économique seront les sujets brûlants de la « *grande* »

politique de 2020. Cette chambre d'enregistrement docile demeure un lieu de frictions feutrées entre le gouvernement central et des provinces jalouses de leurs prébendes. « *Le triomphalisme sera tempéré par des résistances des pouvoirs locaux si Pékin leur impose des objectifs trop ambitieux* », prédit Ryan Manuel.

La crainte d'une recrudescence sanitaire persiste à l'image du foyer de contamination dans le Heilongjiang, le long de la frontière russe. Affirmant avoir vaincu le virus chez elle, la Chine maintient pourtant ses frontières fermées à double tour aux étrangers, même détenteur d'un permis de résidence, pour prévenir l'importation de cas, et sa capitale a allongé à trois semaines la quarantaine pour les Chinois sur le retour. ■

Fang Fang, dernière victime du nationalisme chinois

VIRGINIE MANGIN [@v_mangin](#)

IL Y A DEUX MOIS à peine, elle était ouvertement admirée pour la justesse de ses écrits qui racontaient son quotidien pendant trois mois dans la ville barricadée de Wuhan. Aujourd'hui, les mêmes la clouent au pilori via des tweets assassins et des menaces de mort.

Fang Fang, écrivain de renom et récompensée en Chine, se retrouve au centre d'une bataille médiatique entre ceux qui crient très fort qu'elle a trahi la patrie et ceux, un peu plus silencieux, qui défendent le droit à tous de s'exprimer et surtout le droit de dire la vérité.

Entre deux, le Parti communiste est passé par là pour réécrire une version des faits selon laquelle il est l'unique héros de l'histoire; celle d'un virus qui venait d'ailleurs et qu'il a su dominer

avec efficacité et dans laquelle il n'a aucune responsabilité.

Pourtant Fang Fang, 64 ans, n'est en rien une écrivaine rebelle. Elle préside l'association des écrivains de la province du Hubei depuis plus de dix ans et jusqu'ici était louée dans les cercles officiels de Pékin. Son ouvrage le plus connu, *Fengjing*, raconte les méandres d'une famille nombreuse pour sortir de la pauvreté dans les années 1990.

Dès les premiers jours de la fermeture de la ville de Wuhan dans laquelle elle habite, Fang Fang prend sa plume, pour décrire via Weibo (le Twitter chinois), ses impressions, ses peurs, ses doutes et sans filtre. Pendant trois mois elle a su mettre des mots à cet entre-deux que vivaient plus de 11 millions de personnes laissées à leur sort dans une ville qui se débattait avec un virus inconnu et qui ne portait pas encore de nom. Bilan officiel, largement sous-estimé: 3 869 morts, et un lourd traumatisme collectif dont témoignent les habitants aujourd'hui.

Ses posts dans lesquels elle accusait notamment le pouvoir de claironner des slogans vides, circulent rapidement à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine. Ils sont même un temps tolérés par Pékin. Fang Fang, Wang Fang, de son vrai nom tient sa légitimité d'une longue carrière d'écrivain et du fait qu'elle a fait de Wuhan sa ville depuis qu'elle était étudiante. Elle clôt son journal le 25 mars, quand Pékin annonce la fin du confinement de la ville.

Rapidement la maison d'édition américaine HarperCollins décide de publier ses posts sous forme de

journal intime intitulé *Wuhan Diaries*. Le livre sortira le 18 août. Une édition allemande et une française sont prévues.

S'ensuit une vague déferlante de haine en ligne. Une partie de ses propres lecteurs se retournent contre elle, ne l'accusant pas tant de détourner les faits que de ternir l'image de la Chine, que le discours officiel a mis tant d'efforts à sculpter. Les reproches fusent : profiteuse, vénales, traître, mercenaire de l'étranger. Certains lui suggèrent de se suicider pour « *payer les blessures qu'elle a faites l'État* ».

Un conflit de valeurs

« *Le gouvernement se bat avec toutes les forces à l'extérieur pour rendre le peuple chinois innocent. Mais toi, avec un stylo, tu plonges le pays dans l'abîme* », écrit un internaute, dont le post a été apprécié par 14 000 personnes.

Le titre même de son journal enrage. Il sonne comme une piqûre de rappel quant à l'origine du virus et s'éloigne là encore de la version prônée par Pékin; toute référence à Wuhan en lien avec le Covid-19 est jugée raciste par les officiels chinois.

En publiant dans une autre langue que la sienne Fang Fang aurait ainsi donné selon les dires d'un ancien fan « *une épée aux ennemis de la Chine* ». Dans son pays, aucun éditeur ne voulait la publier sans censure.

« *Les ennemies* » depuis le début de l'épidémie sont donc tous ceux, chinois ou étrangers, qui refusent de donner à la Chine sa juste place dans un narratif soi-disant dominé par l'Occident. Un conflit de valeurs adroitement nourri par le pouvoir qui laisse filer un nationa-

lisme hargneux depuis plusieurs mois.

« *Si le Covid-19 n'est pas dû au Parti, il faut chercher un coupable du côté de "l'étranger"* », explique un professeur chinois de stratégie politique qui parle sous couvert de l'anonymat. *Le nationalisme n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau c'est qu'un leader suprême (Xi Jinping, NDLR) se soit élevé au-dessus de toute erreur. En janvier le Parti s'est senti menacé, c'était primordial pour lui de tourner le narratif vers l'Occident.* »

Il est difficile de savoir si les postes contre Fang Fang proviennent de trolls, de particuliers ou d'agents de la propagande (sans doute un peu des trois), ils sont de facto permis par le régime, qui a ouvertement par la voix du rédacteur en chef du *Global Times* dévoué l'écrivaine. Les victimes de cette rectitude idéologique ne se limitent pas à Fang Fang. Deux autres projets littéraires en ligne qui recoltaient des témoignages directs autour du virus via GitHub (pas encore censuré en Chine) ont été fermés en ce début de semaine.

Aujourd'hui Fang Fang refuse les interviews avec la presse étrangère pour éviter de donner des munitions à ceux qui la traquent. Depuis le 26 avril son compte Weibo est fermé à tout commentaire.

« *En tant qu'habitants de Wuhan, enfermés chez nous pour plus de deux mois, nous avons la responsabilité et le devoir de chercher la justice pour ceux qui sont morts à tort. Je ne lâcherai jamais mon stylo avec légèreté. L'un après l'autre j'inscrirai des mots dans l'Histoire des pilliers de l'infâme.* » C'est avec ces mots qu'elle conclut son journal. ■



Écrivain de renom et récompensée en Chine, Fang Fang (ici le 22 février) a décrit sur Weibo, le Twitter chinois, son quotidien dans la ville barricadée de Wuhan. STR/AFP

Reprise, Coupes d'Europe, classement... le football français face à la crise

Après l'annonce du plan de déconfinement, de nombreuses questions restent en suspens.

CHRISTOPHE REMISE
@CRemise77

COMME L'ONT évoqué mardi Édouard Philippe, le premier ministre et Noël Le Graët, le président de la Fédération française de football, la saison 2019-2020 devrait bien être définitivement arrêtée. Décryptage.

Aucun espoir de reprendre la saison 2019-2020 ?

Retour à l'entraînement autour du 11 mai, reprise des championnats de Ligue 1 et Ligue 2 mi-juin et fin de la saison au 25 juin ? C'était le plan. Il s'est heurté à celui du premier ministre, ce dernier ayant prohibé les compétitions sportives jusqu'en septembre et acté la fin de l'exercice 2019-2020 devant l'Assemblée nationale. Quoique, le ministère des Sports n'a pas tardé à préciser : « Les ligues peuvent envisager de terminer leur saison au mois d'août, ou en septembre ». Président de la Fédération française de football (FFF), Noël Le Graët, lui, fermait la porte à une reprise de la saison 2019-2020 dans *Le Télégramme*, mardi, se tournant déjà vers la suivante. C'est néanmoins le Conseil d'administration de la ligue de football professionnel (LFP) « qui devra décider formellement de l'arrêt de la saison ». Malgré les espoirs de certains, la tendance est effectivement, selon nos informations, à un arrêt définitif de la saison 2019-2020. Le CA de la LFP pourrait d'ailleurs se tenir d'ici à la fin de la semaine, dans la foulée de la réunion du Bureau.



Quid des Coupes d'Europe ?

Deux clubs français sont encore en lice en Ligue des champions, le PSG (qualifié pour les quarts de finale) et Lyon (qui doit encore disputer un 8^e retour). Et l'UEFA entend mener les compétitions continentales à leur terme. Peut-être en août. En tout cas, Paris veut aller au bout de la saison européenne. « S'il n'est pas possible de jouer en France, nous jouons nos matchs à l'étranger, en

Après les déclarations d'Édouard Philippe, mardi, à l'Assemblée nationale, les tribunes du Stade de France resteront vides pour encore quelques mois.

AURELIEN MORISSARD/IF3

nous assurant des meilleures conditions de sécurité sanitaire pour nos joueurs et tout notre staff », martèle Nasser al-Khelaifi sur RMC.

Quelles conséquences sur le plan financier ?

Selon une estimation du ministère des Sports, les pertes des clubs de L1 et L2 en cas de non-reprise des championnats se chiffrent à 1,16 milliard d'euros ! « Ce sera très dur pour certains, convient Le

Graët. Il faut que la saison débute en août car on connaît les chiffres (des nouveaux droits TV, NDLR) pour l'année prochaine. » À savoir 4,613 milliards d'euros au total sur les quatre prochaines saisons. En revanche, Canal+ et beIN Sports ne devraient pas payer les derniers échecs des droits TV de la saison 2019-2020. Cela représentera 240 millions de manques à gagner selon les montants avancés par le quotidien sportif *L'Équipe*.

1,16
milliard d'euros
Pertes estimées des clubs de L1 et de L2 en cas de non-reprise des championnats

Quelles modalités pour la fin de saison ?

Les débats promettent d'être houleux. Les règlements laissant la porte ouverte à toutes les interprétations, ce sera à l'Assemblée générale de la LFP (mi-mai ?) de trancher. Quoique, le comité exécutif de la FFF dispose d'un droit de regard. Il conviendra de décider de l'attribution ou non d'un titre de champion, des relégations/promotions et des qualifications pour l'Europe. Le tout en sachant que la « Fédé » n'exclut pas de reprogrammer la finale de la Coupe de France entre le PSG et Saint-Etienne avant le début de la saison prochaine... Toutes les options sont sur la table, et il y aura des déçus dans tous les cas. Les instances vont s'attacher à prendre la solution la moins injuste, et surtout la plus inattaquable. Personne n'envisage d'assister à une multiplication de recours qui figerait la situation pour de longs mois... Premier pays à avoir définitivement stoppé son championnat, les Pays-Bas ont opté pour une saison sans champion ni relégué. S'appuyant sur « l'application des règlements », M. Le Graët évoque deux montées et deux relégations. ■

IMMOBILIER

avec

FIGARO
immo

Immobilier ventes et achats

Ventes 17^e APPARTEMENTS

COURCELLES
113 m2 101 Carré, Imm. Arcs-disco 1930, 5 P, 7^e ét. balc. 12 m2, cuis séparées, 3 chbres, s. de bains, s. d'eau, parquet, moulures, cave, gardienne. C/V collectif chaudière neuve. 1469.000 € Part. 06.98.72.96.08.

Un appartement à vendre ?

01 56 52 8000

Immobilier locations saisonnières

Locations VACANCES OFFRES Mer
2 VILLAS
Tres Haut Standing
20 MN CANNES
Vue mer et montagne.
Une de 6 chambres, 6.000 € / semaine, une de 7 chambres, 6.500 € / semaine, grande piscine privée chacune. Une journée de yacht compris (hors carburant et skipper) contact@locations-apparts-villas.fr 06.60.06.76.04.

FIGARO immo

ANNONCES | CONSEILS
ACTUALITÉ | CONFIANCE

Le site immobilier de référence

figaroinmo.fr

BONNES AFFAIRES

Décoration

AVEC GAVO FINI LES CORVÉES D'AMEUBLEMENT !

Spécialiste depuis 1939 du Nettoyage d'ameublement. Déroche et racroche vos rideaux. Ravive vos tapis, canapés, moquettes, tentures. Devis gratuit. -15% LECTEURS DU FIGARO
84, Rue Michel Ange, 75016-Paris.
01.47.43.11.43.

RENOVATION CRISTALLISATION

MARBRE - TRAVERTIN GRANT - BETON PIERRE NATURELLE.
Hall d'Entrée - Sol Mur - Plan de Travail Salle de Bains - Vasque
REFERENCE DE PRESTIGE
Etude et Devis gratuits. Manufacture Tapis Design
34, Rue de Bassano, 75008 - Paris.
01.84.25.15.77
www.lightandmoon.com

RENOVATION PONÇAGE VITRIFICATION

Votre Parquet REMISE à NEUF
Ancien - Traditionnel Massif - Veilli
Finition Brillante - Brute
Traitement Huile Naturelle
Etude et Devis gratuits. 34, Rue de Bassano 75008 - Paris.
01.84.25.15.77

CRÉEZ VOTRE TAPIS

RÉALISATION DE MODELES UNIQUES
Large choix de styles formes matières textures
LANE, SOIE, LIN, Fabrication française et sans intermédiaire.
Etude et Devis gratuits. Manufacture Tapis Design
34, Rue de Bassano, 75008 - Paris.
01.47.20.78.64.
www.lightandmoon.com

NETTOIE RENOVE, RAVIVE

Tapis, Rideaux Moquettes, Stores Tentures Murales, Canapés et Cuir.
CONFECTION RESTAURATION
de votre Ameublement. Refection Sieges et Fauteuils. Excellentes références. Devis Livraison gratuits.
34, Rue de Bassano 75008 - Paris
01.47.20.78.64.

CONFECTION A VOS MESURES !

VOILAGES RIDEAUX, STORES Intérieurs et extérieurs Choix de tringles et de tissus d'éditeurs. Conseils, devis et poses assurés par nos décorateurs.
-15% LECTEURS DU FIGARO
34, Rue de Bassano, 75008 - Paris.
01.84.25.15.77

Le Top 14 résolu à mettre fin à la saison actuelle ?

ARNAUD COUDRY @ArnaudCoudry

MARDI, LA SAISON 2019-2020 du championnat de rugby n'était pas encore enterrée. Si les propos du premier ministre Édouard Philippe étaient sans ambiguïté, avançant que l'exercice actuel « ne pourra pas reprendre », Roxana Maracineanu, ministre des Sports, avait ouvert une autre brèche. « Il n'y aura pas de reprise avant le mois d'août. Mais, pendant ce mois d'août, des matchs à huis clos ou avec très peu de monde peuvent se tenir », a-t-elle ensuite déclaré.

Une éventualité qui a immédiatement fait réagir la Ligue nationale de rugby. Une réunion était prévue ce mercredi entre la LNR et les présidents de clubs afin d'évaluer « l'impact de ces principes sur le scénario 2 qui prévoyait l'organisation de phases finales fin août pour clôturer la saison 2019-2020 avant le démarrage de la saison 2020-2021 ». Et, selon RMC Sport, la décision aurait été prise de mettre fin à la saison actuelle. Pas de phases finales pour le rugby français. Pour l'instant dirigeante du rugby pro, l'hypothèse d'une reprise était pourtant vitale, elle lui permettait de récupérer les 15 derniers millions d'euros de droits télé que doit lui verser Canal+. 82 millions d'euros ayant déjà été payés.

À l'arrêt depuis début mars, les clubs du Top 14 se retrouvent confrontés à de graves difficultés financières. Leur modèle économique repose moins sur les droits télé que celui de leurs homologues du football (20 % de leur budget contre 60 % en Ligue 1), alors que les recettes billetterie, hospitalités et partenariats sont prépondérantes. Ce que rappelle Thomas Lombard, directeur général du Stade Français Paris : « Les clubs vont être en survie pendant les quatre prochains mois : on n'a pas eu de rentrées financières depuis le mois de mars. Il y a certes des mesures d'aide du gouvernement, mais on a quand même des charges qui commencent à tomber... »

Toutefois, de nombreux présidents s'étaient opposés à une reprise à huis clos.

« C'est la plus mauvaise des solutions », insiste auprès de Midi Olympique Laurent Marti, le président de Bordeaux-Bègles, leader du championnat avant l'arrêt. « Pour ne parler que de l'UBB, le partenariat et la billetterie pèsent quatre fois plus que les reversions télévisuelles dans notre budget. » Pour son homologue du Stade Toulousain, Didier Lacroix, « à huis clos, à Toulouse mais aussi dans d'autres clubs, le rugby actuel ne tient pas plus d'un mois et demi, c'est une certitude ».

Quid alors de la saison actuelle ? « Nous sommes dans le flou complet, a confié à Midi Olympique Philippe Tayeb, le président de Bayonne (9^e de Top 14). Je crois que la solution la plus sage serait de reprendre en décembre ou janvier. » De

Il n'y aura pas de reprise avant le mois d'août. Mais pendant ce mois d'août, des matchs à huis clos ou avec très peu de monde pourront se tenir

ROXANA MARACINEANU, MINISTRE DES SPORTS

nombreuses interrogations restent encore en suspens : le titre de champion de France sera-t-il attribué ? Quelles équipes joueront la prochaine Coupe d'Europe ? Y aura-t-il des montées et des descentes en Top 14 et en Pro D2 ? Autant de points à régler rapidement. Le flou le plus complet continue de demeurer, car à ces problèmes nationaux, viennent s'ajouter ceux concernant le calendrier international, avec l'annulation - pas encore officialisée - de la tournée estivale en Argentine et la possibilité d'avoir à disputer une supertournée de novembre avec six matchs. Une autre inquiétude résumée par Xavier Garbajosa, le manager de Montpellier : « Entre les matchs de l'équipe de France à rattrapper, les phases finales de Coupe d'Europe, les tournées d'équipe n'auraient pas lieu... Ça va faire pas mal de matchs à caser ! » ■

INTERNATIONAL

Trump poursuit son offensive de charme au Groenland

Les États-Unis ont annoncé un investissement de 12,1 millions de dollars dans la région, également convoitée par la Russie et de la Chine.

SLIM ALLAGUI
COPENHAGUE

SCANDINAVIE Les Américains accentuent leur opération de séduction lancée depuis deux ans au Groenland. L'objectif est d'accroître leur présence sur cette île stratégique qui abrite depuis les années 1950 une base radar à Thulé, un maillon essentiel de leur bouclier antimissile. Le regain d'intérêt pour ce territoire semi-autonome danois s'était déjà manifesté en septembre 2018 lorsque le numéro trois du ministère de la Défense, John Rood, en visite sur cette base, avait signé une déclaration d'intention stipulant que Washington souhaitait « investir stratégiquement dans des projets d'infrastructures aéroportuaires au Groenland à buts civil et

militaire pour améliorer les capacités des États-Unis et de l'Otan dans la région. »

En août, Donald Trump avait lancé une offre de rachat controversée sur le Groenland, qui accueillait trois mois plus tard une délégation américaine avec des représentants du secteur de l'énergie et des matières premières, du Pentagone et du Conseil national de sécurité.

Point d'orgue de cette offensive, Washington a annoncé jeudi un investissement de 12,1 millions de dollars pour aider au développement du tourisme, des matières premières et de l'éducation dans ce territoire de 56 000 habitants qui renferme de grandes richesses minières et pétrolières encore inexploitées. En justifiant cette aide, l'ambassadeur américaine à Copenhague, Carla Sands, a souhaité que le Groenland, « voisin, soit prospère

et en sécurité ». « Cela nous aide également, car il sera alors moins exposé à coopérer avec des États (Russie, Chine, NDLR) qui ne suivent pas les mêmes règles que nous. » « La Chine et la Russie ont renforcé leurs positions dans la région arctique, et les Américains se devaient de réagir pour les contrer en rapprochant un peu plus le Groenland des États-Unis », précise Jon Rahbek-Clemmesen, lecteur à l'Académie de défense à Copenhague.

Signe de cette volonté, Washington va rouvrir prochainement un consulat à Nuuk après 67 ans d'absence. Le projet américain, bien accueilli par les dirigeants de Nuuk et à Copenhague, laisse sceptique une frange de la classe politique qui s'attend à des contreparties. L'entreprise ne serait pas désintéressée, selon le quotidien danois *Berlingske Tidende*.

« Les Américains ont comme priorité l'accès aux matières premières. Plus de 70 % des projets civils prévus par cette aide concernent l'énergie et les ressources minières, en particulier les terres rares », révélait-il samedi. « Ils investissent parce que c'est dans leur intérêt, et il est naturel qu'ils s'assurent dans quels domaines précis leur argent sera utilisé », a reconnu le chef du gouvernement groenlandais, Kim Kielsen, néanmoins « satisfait que cette aide soit versée dans le cadre des programmes de l'USAID », l'agence américaine d'aide au développement.

Le dirigeant du plus grand parti d'opposition Inuit Ataqatigiit (extrême gauche), Múte B. Egede, a exhorté ses pairs à « bien réfléchir ». « Nous devons garder à l'esprit, souligne-t-il, que l'intérêt des États-Unis dans notre pays est basé uni-

quement sur leurs propres intérêts et non sur les nôtres. » « Le Groenland donnera accès aux consultants et conseillers américains sans savoir ce qu'il tirera concrètement de cet accord », déplore-t-il.

Tenant de rassurer les Inuits, l'ambassadrice Carla Sands a assuré que Washington « ne demandait rien en échange ». « Je n'ai eu aucune discussion avec le ministère danois de la Défense (responsable de la sécurité de l'île, NDLR) sur l'ouverture de nouvelles bases militaires au Groenland, a-t-elle déclaré. Notre souhait est de voir le Groenland devenir un partenaire privilégié des États-Unis », a-t-elle répété. Reste que « ce territoire géostratégique est un pion militaire important pour la défense américaine dans le Grand Nord en cas de conflit avec la Russie », relève Jon Rahbek-Clemmesen. ■

L'ultradroite russe sur la liste terroriste de Washington

Le Mouvement impérial russe a entraîné les auteurs d'attentats à la bombe perpétrés en Suède en 2016.

ALAIN BARLUET
@abarluet

RUSSIE Passée presque inaperçue en cette période de coronavirus, l'affaire est pourtant inédite. Pour la première fois, une organisation chrétienne russe orthodoxe, le Mouvement impérial russe (RID, pour *Russkoe imperskoe dvizenie*), vient d'être qualifiée de « terroriste » par les États-Unis. Le 7 avril dernier, le Département d'État américain l'a en effet inscrite sur sa liste noire où figurent surtout les groupes islamistes et djihadistes.

Washington invoque la propagande xénophobe diffusée par ce mouvement ultranationaliste, qui propose aussi des entraînements militaires à ses sympathisants. Certains d'entre eux ont fait le coup de feu en Ukraine ou en Syrie et même commis des attentats en Europe. Selon le Centre sur le terrorisme, l'extrémisme et le contre-terrorisme (CTECT) basé à Monterey, en Californie, « le RID est une organisation extrémiste dangereuse impliquée dans l'entraînement de suprémacistes blancs afin de participer à des violences à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie ».

Le Département d'État a aussi désigné comme « terroristes » trois dirigeants du RID : Stanislav Vorobiev, son fondateur, et deux autres responsables, Denis Gariev et Nicolaï Truchtchoulov. Ce dernier affirme avoir pris ses distances avec le mouvement il y a un an. « Pour nous, c'est une récompense. En nous mettant sur cette liste, Trump fait progresser notre popularité », a fanfaronné Stanislav Vorobiev. Denis Gariev a lui aussi qualifié cette initiative de « flatteuse » en démentant toute forme de xénophobie. « Nous sommes des chrétiens orthodoxes, le racisme nous est étranger », s'est-il défendu.

Donald Trump et son Administration ont en plusieurs occasions été perçus comme manquant de fermeté vis-à-vis des organisations suprémacistes blanches aux

États-Unis. Le chef de la Maison-Blanche était même allé jusqu'à renvoyer dos à dos des militants ouvertement racistes et les défenseurs des droits civiques après la mort d'une manifestante renversée par une voiture-bélier, à Charlottesville (Virginie), en août 2017.

Pour Stanislav Vorobiev, le fondateur du RID, il ne fait pas de doute que l'initiative prise par Donald Trump vise à élargir ses soutiens en vue de sa réélection. « Il veut apparaître comme combattant les racistes et cherche aussi à plaire à la diaspora ukrainienne (un million de personnes environ, NDLR) », a-t-il affirmé.

Quelques centaines de militants

L'un des premiers à réagir a été Igor Girkin, plus connu sous son surnom de Strelkov - « le tireur », en russe. Ancien officier des services de renseignement de l'armée russe, le GRU, il a été commandant militaire puis « ministre » des forces armées de la République auto-proclamée de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, en 2014. Girkin-Strelkov figure actuellement parmi les accusés pour meurtre dans le procès qui s'est ouvert récemment aux Pays-Bas dans l'affaire du Boeing 777 de la Malaysia Airlines reliant Amsterdam à Kuala Lumpur abattu au-dessus du territoire séparatiste, en juillet 2014 (298 morts). « Je profite de cette occasion pour féliciter mes chers camarades du RID qui ont reçu cette haute distinction : la reconnaissance de leur "organisation terroriste" par les ennemis de la Russie et du peuple russe », a-t-il dit.

Le Mouvement impérial russe a été fondé en 2002 par Vorobiev, militant monarchiste d'un parti existant à Saint-Petersbourg depuis 1992, le Parti panrusse du centre monarchique. Le RID prône la restauration de l'Empire russe et estime qu'un souverain doit être désigné par une assemblée consultative traditionnelle (*Zemski sobor*), comme celles que convoquaient les tsars. Selon les spécialistes, ses ef-



Des membres du Mouvement impérial russe (RID, pour *Russkoe imperskoe dvizenie*) posent avec des armes factices, en 2015, à Saint-Petersbourg.

OLGA MAL'TSEVA / AF

fectifs se limiteraient à quelques centaines de militants.

Le mouvement est sorti de l'ombre avec la crise ukrainienne, notamment grâce à un bras armé, la « Légion impériale », fondé et dirigé par Denis Gariev, un des hauts cadres du RID qui vient d'être mis au ban par le Département d'État. En 2014-2015, cette unité paramilitaire a participé aux combats dans le Donbass aux côtés des séparatistes - à l'époque où Strelkov y sévissait aussi. Elle a depuis été dissoute. Mais Gariev n'a pas rendu les armes pour autant.

Cet ancien étudiant en histoire d'obédience monarchiste, âgé de 42 ans, supervise toujours depuis sa création en 2012, à Saint-Petersbourg un « club militaro-patriotique », placé sous la houlette du RID et appelé *Résvér*. Reconnu légalement, en étant adossé à une association de soutien à l'armée russe, ce « club » héberge un « centre d'entraînement tactique et de combat » connu sous le nom de *Partizan*. « Pas un siècle ne s'est écoulé sans guerre mondiale et l'anneau des "points chauds" se resserre autour de la Russie... », pouvait-on lire, récemment encore, sur le site internet du centre.

Des posts antisémites sur les réseaux sociaux

La formation militaire, payante (5 000 à 20 000 roubles selon la durée, soit de 60 à 250 euros), est accessible aux jeunes et aux femmes d'au moins 18 ans. Elle se déroule dans des caves d'immeubles mais aussi en extérieur, sur le terrain, lors de stages autour du lac Ladoga. Au programme : le maniement des armes (fusils d'assaut et mitraillette, tir de précision...), les techniques de base du combat et la survie dans des conditions extrêmes. La discipline y est stricte. En 2019,

Partizan a accueilli chaque mois une quarantaine de stagiaires, a précisé Gariev. En 2014, nombre d'entre eux ont combattu dans le Donbass. Certains se seraient également rendus en Syrie, après avoir été recrutés par des sociétés militaires privées (SMP).

Le RID s'est aussi fait connaître pour un autre « fait d'armes ». En juillet 2017, trois citoyens suédois membres d'un groupe néofasciste ont été condamnés à huit ans et demi de prison par le tribunal de Göteborg (Suède) pour des attentats à la bombe commis en novembre 2016 dans les locaux d'une organisation syndicale et d'un camp de réfugiés. Une personne avait été blessée.

« En Russie, le mouvement est toléré, parce qu'il a pu rendre des services »

ANTON CHEKHOVTSOV, PROFESSEUR ASSOCIÉ À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

À l'époque, les enquêteurs suédois avaient établi que Viktor Melin, Jimmy Jonasson et Anton Tulin avaient suivi pendant onze jours, en août 2016, la formation militaire de Partizan à Saint-Petersbourg, où ils auraient notamment appris à fabriquer leurs engins explosifs. Des accusations que rejette Denis Gariev. Il réfute également tout recrutement de ses stagiaires sur des critères politiques même s'il ne nie pas que la plupart partagent une « vision du monde traditionnelle et patriotique »...

Depuis cinq ans, le RID a développé une « politique étrangère » active, cherchant à nouer des liens avec d'autres formations d'extrême droite en Scandinavie, en Autriche, en Espagne et même aux États-Unis. En témoignent les dé-

placements de Stanislav Vorobiev ou d'autres dirigeants du mouvement pour assister aux congrès internationaux organisés par des groupes extrémistes.

« Depuis 2015, les mouvements d'extrême droite comme le RID sont une menace croissante pour les sociétés européennes », estime Anton Chekhovtsov, professeur associé à l'université de Vienne et spécialiste des extrêmes droites européennes. « En même temps, ils peuvent avoir une utilité du point de vue du Kremlin », ajoute-t-il. De fait, le positionnement politique d'une organisation comme le RID a pu rejoindre, dans une certaine mesure, les intérêts du pouvoir russe. Anton Chekhovtsov écarte toutefois une instrumentalisation directe. « Je doute que Vladimir Poutine ou Dmitri Pevkov (parole du Kremlin et proche conseiller du président russe) s'occupent de cette question. C'est en dessous de leur radar », estime le politologue. Pour lui, « le mouvement est toléré, parce qu'il a pu rendre des services ».

Les posts antisémites et anti-LGBT sur les réseaux sociaux nourrissent la propagande du mouvement, qui s'en prend aussi au pouvoir et aux oligarques. Autres thèmes récurrents : l'effondrement de la Russie à cause d'élites incompetentes et corrompues et la menace imminente d'un choc des civilisations.

Depuis la décision américaine, le site internet et les comptes bancaires du mouvement ont été bloqués. Stanislav Vorobiev a lui-même admis que la « récompense » décernée à son organisation par le Département d'État pourrait avoir un coût sévère. « Si les autorités russes prennent cette affaire au sérieux, nous pourrions avoir des problèmes pour poursuivre nos activités... », a-t-il concédé. ■

N'aggravons pas le défaut traditionnel de la société française: le refus des réalités

La France subit, comme l'ensemble du monde, une épidémie nouvelle aux caractères largement inconnus qui entraîne un effondrement économique sans précédent, une tempête financière, monétaire, sociale, morale, nationale catastrophique. À en croire la plupart des commentateurs, de ces désordres inouïs la faute serait au libéralisme, qualifié comme il va de soi d'ultralibéral; à l'Europe, infidèle à sa mission, incapable de décider; à l'événement des nations, qui ne répondent plus aux aspirations de protection et de sécurité des citoyens; à la faiblesse des États; à la négation des frontières, résultat d'un internationalisme mal entendu; à la prégnance de l'économie dont le progrès serait le seul objectif fixé à l'effort collectif; à la prédominance des motivations financières, inspiratrices des décisions publiques; à l'injustice sociale, fruit de l'apologie de la réussite individuelle. Conclusion: il nous faut tout remettre en cause, rien ne sera plus comme avant.

Quelle confusion! Combien sont ridicules ceux qui, profitant du trouble des esprits, s'acharnent à démontrer qu'ils avaient, eux, par avance tout prévu! Laissons ces prophètes du passé!

Faut-il rappeler qu'en 1940 notre armée s'est effondrée, moins par faute de moyens et d'équipements qu'en raison des conceptions stratégiques hors d'âge de ceux qui la commandaient; qu'en 2020, nous nous vantions d'avoir un régime social certes le plus coûteux du monde mais qui servait de modèle à l'univers et qui, aujourd'hui, démontre ses graves lacunes. À près d'un siècle d'intervalle, deux illusions françaises s'effondrent.

Ne nous méprenons pas, la cause de nos difficultés n'est pas une crise financière, comme en 1929 ou en 2008. Elle est due à l'État qui a décidé d'arrêter la production en instituant le confinement d'un grand nombre de ceux qui travaillent. Cette décision ne prouve pas la faiblesse de l'État, mais sa puissance, puissance d'autant plus

remarquable qu'il peut à la fois faire plonger l'économie et porter atteinte aux libertés fondamentales lorsque la sécurité sanitaire lui paraît le justifier.

La mondialisation est-elle dangereuse, nous sommes-nous abandonnés à elle sans précaution? À coup sûr. Cependant nul pays, si puissant soit-il, ne peut échapper à la mondialisation, l'épidémie qui gagne le monde entier et la catastrophe économique qu'il subit le démontrent. Reste à l'organiser au bénéfice de tous en mettant fin aux privilèges arbitraires que se sont octroyés les très grandes puissances. J'ignore si la mondialisation pourra être heureuse, mais elle ne sera acceptée que si elle est régulée de manière équitable.

Avons-nous eu tort de négliger notre intérêt national, au profit d'un internationalisme qui nous a aveuglés

Avons-nous eu tort de négliger notre intérêt national au profit d'un internationalisme qui nous a aveuglés sur ses risques? À coup sûr. Cependant, ne révoquons pas, la souveraineté absolue n'existe pour personne

sur ses risques? À coup sûr, et l'équilibre du monde n'y a rien gagné puisque le champ libre a été laissé à ceux qui défendaient le leur sans état d'âme. Cependant, ne révoquons pas, la souveraineté absolue n'existe pour personne. Toutes les nations dépendent les unes des autres.

Les frontières sont-elles nécessaires, frontières de l'Europe, frontières entre États européens? À coup sûr, et pas seulement sur le plan économique, mais aussi pour assurer un contrôle effectif des mouvements de population dont le désordre et l'ampleur risquent de remettre en cause la personnalité des nations et de générer des conflits internes de civilisation. Pour ce qui est de l'économie, n'oublions pas la désastreuse expérience des années 1930-1940, quand tous les États s'imaginant répondre ainsi à la crise mondiale se sont barricadés sur eux-mêmes à coups de contrôles et de barrières douanières. Ce monde compartimenté a aggravé la crise qui n'a pris fin que grâce, si l'on peut dire, à la Seconde Guerre mondiale, qui a stimulé l'économie américaine. Les États européens courraient grand risque à se constituer chacun en bunker. Qu'a gagné le monde à la politique de Trump si le désintérêt manifesté par les États-Unis pour les institutions internationales a fait place nette au profit de la Chine? Si l'isolationnisme américain s'est révélé néfaste, l'isolationnisme français ou européen le serait aussi, restons présents au monde.

L'Europe est-elle coupable de faiblesse tout en se mêlant de tout? Les deux sont vrais. Cependant elle est indispensable, aucun des États qui la composent n'est en mesure de résoudre seul ses problèmes. Tous sont victimes de l'épidémie sanitaire, de l'effondrement économique, tous ont besoin de s'entraider, d'aménager l'endettement des pays les plus affaiblis, tous ont besoin de sortir de la récession, de remédier à leur désindustrialisation. Ils n'y parviendront qu'en unissant leurs efforts.

Mais il est urgent que l'Europe se réforme: elle doit mettre un terme à son élargissement excessif dont le dernier épisode concerne la Macédoine du Nord et l'Albanie qui, à elles deux, ont cinq millions d'habitants et auraient deux commissaires, tandis que la France et l'Allemagne qui, elles, ont ensemble cent cinquante millions d'habitants, totaliseraient également deux commissaires. Il lui faut des institutions diversifiées, organisées en cercles de compositions et de compétences variables; revoir également les pondérations de voix au sein de l'Assemblée et du Conseil des ministres de l'Union européenne, aussi bien que l'attribution du nombre de commissaires à chaque État pour tenir compte des réalités démographiques; enfin, il faut

modifier la répartition des compétences entre l'Europe et les États qui doivent être en mesure, en cas d'urgence, de prendre les décisions indispensables à leurs intérêts. Comment imaginer que la présidente de la Commission s'autorise sans mandat de quiconque à prôner le confinement des Européens les plus âgés jusqu'à Noël? Cela ne signifie en rien un affaiblissement de l'Europe, tout au contraire, c'est la mettre en mesure d'assurer aux nations associées qui la composent une protection légitime notamment en matière de défense, ainsi qu'une coopération plus étroite pour leur prospérité commune. Ainsi résistera-t-elle mieux aux prétentions aussi bien américaines que chinoises dont elle est la victime trop complaisante, et affirmera-t-elle mieux son indépendance. Seule l'Europe aidera

les nations européennes à sortir de la récession et pourra y consacrer les moyens nécessaires. Est-il temps de restituer un rôle plus important à l'État? Qu'il

commence par assumer celui qui lui est reconnu et dont il a les moyens juridiques et fiscaux, sans demeurer indifférent à la désindustrialisation de notre pays. Il ne suffira pas d'instituer un partage différent des compétences respectives de l'Europe et de l'État, encore faudra-t-il que ce dernier ait la volonté de les exercer.

L'obsession de la rentabilité des entreprises a-t-elle été excessive? Elle était indispensable, à condition qu'elle ne conduise pas à l'abandon des productions vitales pour notre indépendance. Nous vivons dans un monde de concurrence dont nous ne pouvons nous évader. Ouvrons les yeux, le libre-échange nous est indispensable. Nous devons accepter d'importer à condition que les règles soient les mêmes pour tous.

L'euro, monnaie européenne, est-il condamné et devons-nous nous en réjouir car il porterait atteinte à notre indépendance? Soyons réalistes, l'Europe a perdu sa prépondérance économique et monétaire, aucune

Faut-il, pour remédier à l'endettement public qui explose, augmenter les impôts? Ce serait pure folie. La France accomplit déjà une triple performance mondiale: poids des impôts, poids du déficit, poids des transferts sociaux

des nations qui la composent ne peut contester que la coopération européenne la renforce et lui permet de parler plus haut face à ses rivaux. Si l'euro éclatait, la France retrouverait le cycle infernal qui fut longtemps notre tradition: déficits publics, inflation, dévaluations monétaires, affaiblissement économique.

L'obsession de la lutte contre les déficits budgétaires a-t-elle été excessive, l'Europe en porte-t-elle la responsabilité? Certainement pas, puisque cela n'a empêché ni la France, ni l'Italie, ni d'autres de les accumuler. Les prescriptions européennes ont été inutiles puisqu'elles n'ont pas été respectées, nous vivons dans une économie d'endettement public et privé d'un niveau jamais atteint, qui n'a même pas conduit à stimuler la production et l'emploi. Ce sont les pays qui se sont montrés les plus soucieux de diminuer leurs déficits publics, tels l'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas ou l'Autriche qui sont aujourd'hui les mieux placés pour faire face à la crise économique.

Avons-nous accordé une primauté aux préoccupations économiques, au détriment des préoccupations humaines et sociales? C'est tout le contraire, depuis une génération le niveau de vie s'est élevé en France comme dans le monde et les transferts sociaux ont augmenté. Rien n'est possible sans le progrès de l'économie. Si nous ne retrouvons pas la prospérité et la capacité d'investir, nous ne remédierons pas à la désindustrialisation et au déficit de notre balance commerciale, véritable atteinte à notre indépendance.

Faut-il, pour remédier à l'endettement public qui explose, augmenter les impôts? Ce serait pure folie. La France

accomplit déjà une triple performance mondiale: poids des impôts, poids du déficit, poids des transferts sociaux. Si nous limitons plus encore l'initiative individuelle, inévitable résultat d'une hausse des impôts, nous aurons grand mal à retrouver la prospérité perdue, sans laquelle ne renaitra nul espoir dans l'avenir. N'accumulons pas les obstacles.

Rappelons que le général de Gaulle, pris son retour au pouvoir en 1958, prit des décisions sans ambiguïté: rétablissement de l'équilibre budgétaire, libération très large du contrôle des prix et des changes, stabilité monétaire et convertibilité du nouveau franc, intéressement des salariés, ratification du traité de Rome et acceptation de la concurrence dans le cadre du marché commun. Sur un document mentionnant les inquiétudes des chefs d'entreprise devant cette perspective de concurrence intra-européenne, le Général avait écrit en marge: «Ils sont plus forts qu'ils ne le croient.» Cessons d'utiliser son nom pour justifier l'étatisme et la démagogie. Certes, depuis 1958, les temps ont changé en France comme dans le monde, mais les objectifs et les moyens d'une gestion saine demeurent les mêmes.

Faut-il, pour éviter leur faille ou leur prise de contrôle par l'étranger, nationaliser les entreprises affaiblies par l'effondrement économique actuel? Bannissons tout esprit de système. Il est souhaitable aujourd'hui d'aider Air France et les autres en difficulté par tous les moyens financiers dont l'État peut disposer. Sur ce point, comme sur d'autres, les réserves de Bruxelles sur la marque d'un esprit de système, la bureaucratie européenne ne doit pas nous empêcher de sauvegarder la survie de nos entreprises; si la Commission est soucieuse d'égalité entre tous, qu'elle invite certains États donneurs de leçons à cesser de tirer profit des avantages fiscaux qu'ils consentent.

L'Occident est-il menacé, a-t-il perdu sa prépondérance? Pour une bonne part, mais rien n'est perdu s'il recouvre sa force économique et demeure confiant en ses valeurs. Ainsi résistera-t-il aux deux grands dangers qui nous menacent, l'ambition mondiale de la Chine et le terrorisme islamiste.

Avons-nous eu tort de cultiver le libéralisme? Étrange libéralisme que caractérisent l'importance des dépenses collectives, des transferts sociaux et une bureaucratie étatique étouffante! Nous devons pratiquer un libéralisme qui ne soit pas le libéralisme anglo-saxon adorateur du marché,

créateur d'une anarchie favorable aux plus puissants, mais un libéralisme français qui fait toute leur place à l'État régulateur de la société et à la solidarité au bénéfice de tous.

Nous aurons le plus grand mal à affronter les difficultés d'une crise qui est sans précédent. Notre modèle de développement va être bouleversé. Il ne peut s'agir d'aggraver encore les défauts traditionnels de la société française: État à la fois omnipotent et impuissant, impôts trop lourds, transferts sociaux trop importants, repli sur soi-même et finalement refus des réalités. À bien des égards nous sommes entrés dans un autre monde, prennent le pas de nouvelles préoccupations, sécurité sanitaire, écologie, solidarité internationale. Que de choses doivent changer dans les comportements économiques, la consommation, l'investissement, le choix des méthodes de travail!

Il s'agit d'innover, tout en restant fidèles à nos principes. Notre avenir n'est ni dans le nationalisme, ni dans le protectionnisme agressif. Nous devons inventer la conciliation entre l'ouverture au monde et la défense de la nation, entre la prospérité générale et une meilleure justice dans la répartition de ses fruits, entre les réformes indispensables et l'attachement aux valeurs de la civilisation occidentale. Ne nous laissons pas emprisonner entre deux conformismes, d'un côté une société fondée sur de tout autres principes qu'aujourd'hui, de l'autre le statu quo. Confirmons notre attachement à la liberté, elle est au cœur de la tradition française, une liberté équitable, elle n'est ni d'avant, ni d'après, mais de toujours.

ÉDOUARD BALLADUR

En ces temps de crise multiforme, les préconisations aussi simplistes que péremptaires se multiplient et provoquent une certaine confusion dans l'espace public, estime l'ancien premier ministre. Le libéralisme et la mondialisation sont des boucs émissaires tout trouvés, juge-t-il. L'ancien collaborateur de Georges Pompidou met en garde contre utopies et chimères qui prétendent dessiner les traits du «monde d'après». Et il examine les questions qui occupent les esprits en ces jours d'inquiétude.





CHRONIQUE

Luc Ferry luc.ferry@yahoo.fr www.lucferry.fr

Le jour d'après...

O n n'en finit pas de nous rebattre les oreilles avec ce fichu « jour d'après » qui donne lieu désormais à un véritable concours délirant. La vérité c'est qu'à 99 %, il sera tout simplement comme celui d'avant mais en plus pauvre, moins facile à vivre et plus contraignant. Nos politiques annonceront des changements grandioses, ils nous promettent, tremolent dans la voix, qu'un autre monde est possible, qu'on va relocaliser, réindustrialiser, reconquérir notre indépendance sanitaire et alimentaire, et puis s'apercevant (en fait, ils le savent déjà) que ça coûte un « pognon de dingue »

et qu'ils n'ont plus un radis, tout cela s'évanouira aussi vite qu'une promesse mitterrandienne d'avenir radieux en 1983.

La vérité, c'est qu'il faudra bien restaurer les richesses et le travail perdus, faire des efforts immenses pour revenir au niveau de prospérité que nous avions réussi à acquérir dans tous les domaines depuis l'après-Second Guerre mondiale. Si l'on ne veut pas tomber de haut, il vaut mieux se méfier de l'inraisonnable capacité de récupération dont font preuve aujourd'hui les idéologues qui tirent les draps de leur côté pour nous vendre, tout emballé de rose ou de vert, leur « monde d'après ». Les écologistes nous expliquent qu'on va enfin

en terminer avec le productivisme, retrouver l'air pur et la nature d'avant le monde industriel, que la frugalité va réenchanter le monde, qu'on se passera de croisières et de voyages en avion, comme si les pandémies avaient attendu le capitalisme et le tourisme de masse pour s'abattre sur l'humanité. La vérité, c'est que le Covid-19 est l'archétype d'une saloperie parfaitement naturelle qui nous prouve, s'il en était besoin, que la nature est depuis toujours une ennemie aussi redoutable qu'elle peut parfois être belle. Du côté des effondristes, on s'enchant de ce début d'aneantissement de l'économie, Yves Cochet ne parvenant plus à cacher sa joie pure et enfantine à l'idée que tout va s'effondrer plus vite encore qu'il ne l'avait prévu.

Pour Marine Le Pen, il va de soi que la crise signe la faillite de l'Europe, l'incapacité de nos nations à fermer leurs frontières comme à assurer leur indépendance économique, cela au moment même où l'Union européenne rachète la dette des Etats, aligne plus de 1 500 milliards d'euros pour venir en aide aux entreprises et aux chômeurs, et va jusqu'à suspendre ses conditionnalités pour ne pas froisser la susceptibilité des Italiens. Jean-Luc Mélenchon et ses amis développent à 2KPI près le même discours (on se demande d'ailleurs ce qu'ils attendent pour voter Le Pen) : c'est la mondialisation néolibérale et la logique impérialiste du marché qui, imposant des politiques d'austérité, ont déshabillé l'hôpital et livré le bonheur des « gens » aux requins de la finance.

La vérité c'est que, dans les pays développés grâce à cette mondialisation, on mange assez peu

de chauves-souris et de pangolins. On ne jette pas non plus en prison les médecins qui disent la vérité. Quant à notre État providence, il est obèse, les charges sociales sont insupportables et parler d'austérité, alors que notre dette va dépasser les 120 % du PIB, est tout simplement comique. Du reste, si l'Allemagne a réussi infiniment mieux que nous dans cette crise, c'est en grande partie grâce à son réseau de laboratoires et de cliniques privées.

Mettez tous ces discours dans un shaker, secouez le tout, et vous obtenez un cocktail antilibéral qui séduira ceux de nos concitoyens qui ne comprennent toujours pas que pour partager les richesses, il faut d'abord les produire. Mme Le Pen étant la mieux placée pour rafler la mise, son accession à l'Élysée devient chaque jour davantage possible. Pourtant, c'est à l'opposé exact de ces idéologies anti-économiques, donc antisociales, qu'il nous faudrait travailler pour éviter la catastrophe qui se profile à l'horizon. Sans croissance, ce sont les pauvres, les riches, qui dégusteront en premier. Les cafés, les restaurants, les petits commerces et les PME feront faillite, entraînant du chômage, de la misère et du malheur dans les familles. Or, ce n'est pas à coups de politiques keynésiennes et de relance par la consommation, si nécessaires soient-elles dans un premier temps, qu'on réindustrialisera le pays. Si l'Allemagne fait mieux que nous en matière de chômage, de pouvoir d'achat et de dette, c'est parce que les industriels allemands ont mis en œuvre depuis des décennies une politique de l'offre et d'innovation. On peut toujours rêver d'un autre modèle, mais plus on rêve, plus le réveil sera rude.

100000 citations et proverbes sur [evene.fr](http://www.evene.fr)

ENTRE GUILLEMETS

30 avril 1863: sacrifice de légionnaires à Camerone (Mexique), et fête de la Légion depuis 1906.



Hélie de Saint Marc
Ce corps (la Légion étrangère) a pour vocation d'accueillir des hommes sans racines qui veulent tirer un trait sur leur passé

L'obsession française pour l'égalité entrave la lutte contre le Covid-19

D ans son intervention du 28 avril à l'Assemblée nationale, le premier ministre a constaté que la circulation du virus n'est pas uniforme dans le pays. Les autorités locales, a-t-il affirmé, pourront procéder à quelques adaptations d'une stratégie nationale. Pousser plus loin l'adaptation à la diversité des situations est difficilement possible dans une France qui a le culte de l'égalité.

L'extraordinaire hétérogénéité de la sévérité du Covid-19 saute pourtant aux yeux. Même sans considérer une échelle plus fine que celle du département, les écarts sont abyssaux. Ainsi, à la date du 27 avril, il n'y a plus que 5 personnes en réanimation dans les Pyrénées-Atlantiques, loin d'être uniques dans leurs cas, pendant que dans les Hauts-de-Seine, seulement quatre fois plus peuplés, il y en a 325. Rien ne permet de supposer que, le 11 mai, le contraste entre de vastes territoires d'où le virus aura quasiment disparu et certaines zones où il continuera à circuler activement sera moins vif. Certes, le virus est le même partout, et il en est de même des dimensions physique et physiologique de sa transmission. Mais, pour comprendre la sévérité de son emprise, il faut aussi prendre en compte une dimension humaine, les façons de réagir de ceux qui y sont confrontés.

Les comparaisons entre pays le montrent bien. La diversité humaine de notre pays n'est-elle pas un élément crucial de ce que nous vivons ? Il est difficile d'évoquer ce sujet. C'est que cela

se heurte à une exigence d'égalité, et plus précisément à la manière dont cette exigence a pris forme dans une France postmoderne.

La conception de l'égalité qui fait référence dans le monde anglo-saxon est avant tout l'égalité des citoyens devant la loi. Dans le monde germanique, c'est une égalité de voix au chapitre dans les orientations prises par une communauté. En France, c'est d'abord une égalité sociale. Dans un pays particulièrement marqué par la fréquence morgue des puissants, la condescendance ordinaire des privilégiés envers ceux avec qui ils ne sont pas prêts à « se commettre » et le ressentiment de ceux qui se sentent regardés de haut, grande est l'aspiration à échapper au poids des distinctions sociales.

Cette aspiration a marqué profondément la Révolution française. Elle a tout d'abord, dans une France éprise des Lumières, suscité d'immenses efforts pour transformer ceux qui occupaient une position inférieure. L'école a été un instrument essentiel d'élevation en apportant à tous l'instruction, la culture, la maîtrise d'un métier. Mais l'époque des hussards noirs de la République est bien révolue. Dans un monde postmoderne, l'exigence d'égalité ne conduit plus à vouloir transformer les hommes pour que tous soient dignes d'être traités en égaux, mais à traiter tous les hommes en égaux en détournant le regard de ce qui pourrait dissuader de les voir comme tels. Elle conduit à proclamer l'égalité de dignité de tous les choix de vie, de toutes les cultures, de toutes les religions sans qu'il soit permis de porter sur eux le moindre regard interrogateur susceptible de conduire à mettre en doute

leur excellence. Toute entorse en actes à ce précepte est vue comme une discrimination et toute entorse en paroles, comme une stigmatisation.

Pour l'épidémie de Covid-19, cette vision de l'égalité, avec le refus de « stigmatiser » certains groupes qui l'accompagne, rend difficile de poser même la question du rôle que peuvent avoir des différences de manière d'agir dans le fait que le virus circule de façon très inégale selon les lieux.

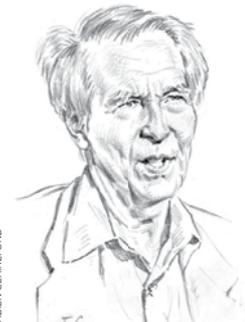
L'aspect humain du sujet est pourtant patent en plusieurs endroits du territoire. Dans le Grand Est, un grand rassemblement évangélique au tout début de l'épidémie a eu des effets massifs, qui se prolongent dans le temps. Avoir réalisé ce rassemblement juste à cette période, alors qu'il était bien difficile d'en imaginer les conséquences, relève naturellement d'un coup du sort. Ni les participants ni les organisateurs ne peuvent être tenus pour responsables de ce qu'il est advenu. Mettre en avant cet événement ne conduit à stigmatiser personne, pourvu qu'on ne s'abandonne pas, comme certains ont pu le faire, à l'excès contraire qui consiste à voir dans ce rassemblement évangélique la cause principale de tous nos maux.

Considérons maintenant le cas des « quartiers sensibles ». Nombre de reportages ou de témoignage de policiers et de gendarmes soulignent combien le respect des règles qui permettent de limiter la circulation du virus fait question chez une part significative des habitants de ces quartiers qui coïncident plus ou moins avec ce qui a été qualifié de « territoires perdus de la République ». Mais mettre ces observations en avant est accusé de conduire à stigmatiser ces quartiers et ceux qui y demeurent.

Leurs défenseurs invoquent d'autres facteurs permettant de renverser l'accusation : le fait que de nombreuses personnes, caissières, infirmières, éboueurs, exerçant des métiers modestes, ont continué à travailler en étant souvent mal protégées, y résident ; la faible densité de médecins dans leur périmètre. En l'absence d'études précises de la dynamique humaine du virus, à une échelle beaucoup plus fine (une commune, un quartier, un grand ensemble) que celle du département, on ne sait pas ce qu'il en est réellement et comment ces divers facteurs vont continuer à jouer après le 11 mai.

De façon générale, que feront les pouvoirs publics ? Continueront-ils à imposer des mesures très restrictives à toute la France parce qu'elles sont nécessaires dans certains territoires ? Ou admettront-ils que l'épidémie y reparte vigoureusement parce qu'il est impossible de continuer à confiner toute la France ? Entre une gestion réaliste de l'épidémie et le respect de l'impératif d'égalité, nos gouvernants se trouvent face à une tâche quasi impossible. On comprend que, pour le moment, ils n'aient pas envie d'en parler et que le premier ministre ait fait appel de manière indistincte au civisme des Français. Mais cela suffira-t-il ?

'X-Mines, Philippe d'Iribarne a d'abord écrit haut fonctionnaire avant de se tourner vers la sociologie. Il a bâti une œuvre consacrée à la spécificité de chaque culture nationale et au système de valeurs de ses citoyens. Plusieurs de ses ouvrages - « La Logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales » (Seuil, 1989), « L'Étrangeté française » (Seuil, 2006) - sont des classiques.



FABIEN CLAIREFOND

PHILIPPE D'IRIBARNE

Confiner uniquement les zones les plus affectées par le virus serait accepté chez nos voisins mais heurterait en France pour des raisons culturelles, explique avec finesse le sociologue*, directeur de recherche au CNRS.

LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95%) 14, boulevard Haussmann 75009 Paris
Président-directeur général Charles Edelstenne
Administrateurs Olivier Dassault, Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice) 14, boulevard Haussmann 75009 Paris
Président Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication Marc Feuillée

Directeur des rédactions Alexis Brézet
Directeurs adjoints de la rédaction Gaëtan de Capelle (Économie), Laurence de Charette (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Anne-Sophie von Clauer (Style, Art de vivre, So Figaro), Anne Huet-Willmeire (Édition, Photo, Revision),

Philippe Gélle (International), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision), Yves Théard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences), Vincent Trémolet de Villers (Politique, Société, Débats Opinions)

Directeur artistique Pierre Bayle
Rédacteur en chef Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news Bertrand Gié
Éditeurs Robert Mergui, Anne Pican
Directeur de la diversification éditoriale Pierre Doncieux

FIGAROMEDIAS 9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél.: 01 56 52 20 00
Fax: 01 56 52 23 07
Président-directeur général Aurélie Domont
Direction, administration, rédaction 14, boulevard Haussmann 75438 Paris Cedex 09
Tél.: 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression: Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midl Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Escoprint Casabianca, Marc, ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0421 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h; samedi de 8h à 13h au 01 70 37 31 70; Fax: 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client: www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine Club: 459 €. Semaine: 319 €. Week-end premium: 260 €.
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier: France. Taux de fibres recyclées: 100%. Ce journal est imprimé sur un papier LPM porteur de l'Écolabel européen sous le numéro FI/37/1. Écotrophisme: Prot 0,009 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de: Édition nationale 36 pages Cahier 2 Économie 12 pages Cahier 3 Le Figaro et vos 10 pages

Rio a confiné « l'asphalte » loin du « morro »

L'épidémie a un peu plus accentué la séparation sociale entre la riche ville aimée des touristes qui longe la mer, et les favelas sur les collines, où se côtoient malades, travailleurs pauvres, chômeurs et délinquants.

MICHEL LECLERCQ @imgmleclercq
RIO DE JANEIRO

À ARPOADOR, à l'extrémité chic de la plage d'Ipanema, il suffit de lever les yeux. Accrochée à flanc de colline, dominée par les pics jumeaux des « Dois irmaos » (les deux frères), la favela de Vidigal brille de mille lumières à l'heure où le soleil plonge dans la mer. L'image révèle la double identité de Rio de Janeiro : « l'asphalte », la ville moderne du bas, et le « morro », littéralement la colline ou favela. Deux mondes qui se côtoient sans se mélanger, se voient sans se regarder. La ville « visible », celle des touristes, des boutiques, des restaurants, des musées, des anciens palais coloniaux. Et celle « invisible » des travailleurs matinaux, des employées domestiques, des portiers, des artisans... et des trafiquants qui se livrent une guerre sans merci pour dominer ces territoires abandonnés par l'État.

Si proche et si loin. La crise sanitaire du Covid-19 a encore éloigné « l'asphalte » et le « morro ». « La pandémie aggrave cette tragédie que j'appelle un apartheid social », dit le journaliste Zuenir Ventura, auteur d'un livre qui avait fait date dans les années 1990, *Ville divisée (Cidade partida)*. Un « apartheid », non pas inscrit dans la loi, mais qui plonge ses racines au cœur de la société brésilienne. Les premières baraques ont commencé à apparaître dans la seconde moitié du XIX^e siècle sur les collines. Au fil des années, ces habitations précaires n'ont cessé de



UN MONDE CONFINÉ
10/11

s'étendre, largement ignorées par l'État brésilien en dépit de tentatives sporadiques de les intégrer au reste de la ville. À Rio, près de 2 millions de personnes vivent dans un millier de favelas.

« Le virus est démocratique. Il attaque n'importe où, n'importe qui, quelle que soit sa couleur. Mais le combat contre le Covid confirme réellement que Rio est une ville divisée. C'est-à-dire qu'il est

impossible de suivre les recommandations de l'OMS et du ministère de la Santé dans les quartiers pauvres », souligne Zuenir Ventura. Contrairement aux Cariocas aisés de la « Zone sud » qui ont accès aux meilleurs hôpitaux privés, aux assurances santé ou aux tests du Covid-19 - facturés près de 500 reais (165 euros), la moitié d'un salaire minimum.

La rue reflète ce double visage : la population des quartiers riches est masquée, celle des favelas est le plus souvent à visage découvert. Même après que la mairie a décrété la semaine der-

Le corps d'un homme abandonné, mardi, dans une rue du bidonville Alemão à Rio de Janeiro. Du fait de la pandémie, la police de la ville ne récupère que les cadavres de personnes décédées de mort violente. SILVIA IZQUIERDO/AP

des kits d'hygiène, d'une valeur de 200 reais. De quoi permettre à une famille de tenir un mois.

D'autres habitants comptent sur un versement de 600 reais promis par l'État. Comme Tamires, une employée domestique de 27 ans, mère de deux filles de 5 et 7 ans, qui n'est plus payée depuis un mois. « Avec cet argent, je vais pouvoir acheter de la nourriture et du lait pour elles, a-t-elle raconté au site G1. Cela paraît peu, mais pour celui qui n'a rien, c'est beaucoup. Les petites ne savent plus ce qu'est un fruit depuis déjà des semaines ».

Pour l'architecte et urbaniste Sergio Magalhaes, la pauvreté aujourd'hui s'étend dans la périphérie, bien au-delà des traditionnels « morros ». « Le plus grave, c'est que les maisons sont insalubres, ne reçoivent pas le soleil, n'ont pas de ventilation, n'ont parfois aucune fenêtre. Il n'y a pas d'assainissement, souvent pas d'eau traitée ni même d'eau courante. Les familles vivent entassées dans une pièce ou deux ». « L'État brésilien n'a jamais été très présent mais il s'est encore réduit dans les zones pauvres des grandes villes », dénonce Sergio Magalhaes, qui est aussi président du comité d'organisation du Congrès mondial d'architecture.

Rio de Paz est très présente dans la favela Mandela, dans le Nord, une zone dominée par les factieux criminels armés. Elles ont rempli le vide laissé par l'État. À leur manière, forte, en imposant parfois des couvre-feux, a rapporté la presse. « On a une liberté totale dans le travail, parce que les familles, les parents, les amis des trafiquants sont eux aussi atteints par la crise », affirme toutefois Antonio Carlos Costa.

Pour l'après-pandémie, afin de rapprocher le « morro » et « l'asphalte », Zuenir Ventura préconise « de reconquérir les favelas avec tout ce qui existe sur l'asphalte : l'éducation, la santé, l'assainissement. Elles ont besoin d'une invasion de citoyenneté ». Le chemin s'annonce aussi ardu que celui menant aux favelas, dans ce pays qui est l'un des plus inégalitaires au monde : 5 % des 210 millions de Brésiliens détiennent autant que les 95 % restants. ■

On voit dans la rue des personnes qui s'approchent et disent : j'ai perdu l'odorat, le goût, j'ai des douleurs dans tout le corps, j'ai de la fièvre. Et on voit ces personnes marcher librement, sans masque

ANTONIO CARLOS COSTA, PRÉSIDENT DE L'ONG RIO DE PAZ (RIO DE LA PAIX)

nière l'obligation du port du masque. « On voit dans la rue des personnes qui s'approchent et disent : j'ai perdu l'odorat, le goût, j'ai des douleurs dans tout le corps, j'ai de la fièvre. Et on voit ces personnes marcher librement, sans masque », constate avec effroi Antonio Carlos Costa, président de l'ONG Rio de Paz (Rio de la paix).

Il faut de bonnes jambes pour monter la pente raide de l'avenida Joao Goulart, la rue principale de Vidigal, sillonnée par des mototaxis dévalant à plein gaz. Salons de coiffure, restaurants, commerces étaient ouverts le week-end dernier. Des habitants discutaient par petits groupes sur le pas de leurs portes sur fond de « farra », la populaire musique du Nord-Est. Presque une fin de semaine d'avant coronavirus si les portes des églises n'étaient closes. À Rio, il n'y a pas de quarantaine obligatoire, juste une forte incitation à ne pas sortir.

Faute de ressources, les travailleurs informels ont le choix entre risquer leur santé au travail, ou ne pas remplir leur assiette. « Dans cette crise humanitaire, notre priorité est la faim. Parce que ce spectre rôde dans les logements. Plus de la moitié de la population des favelas est sans emploi et sans aucune assistance de l'État. S'il n'y avait pas les ONG, on vivrait un chaos sécuritaire, parce que les pillages dans les supermarchés, les pharmacies seraient inévitables », dit le président de Rio de Paz, fondée à l'origine pour lutter contre la violence en partenariat avec l'ONU. Aujourd'hui, elle distribue des paniers alimentaires et



ATTESTATION DE DÉPLACEMENT DÉROGATOIRE

En application de l'article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Je soussigné(e),

Mme/M. :

Né(e) le :

À :

Demeurant :

certifie que mon déplacement est lié au motif suivant (cocher la case) autorisé par l'article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire :

- Déplacements entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle, lorsqu'ils sont indispensables à l'exercice d'activités ne pouvant être organisées sous forme de télétravail ou déplacements professionnels ne pouvant être différés¹.
- Déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle et des achats de première nécessité² dans des établissements dont les activités demeurent autorisées (liste sur gouvernement.fr).
- Consultations et soins ne pouvant être assurés à distance et ne pouvant être différés ; consultations et soins des patients atteints d'une affection de longue durée.
- Déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables ou la garde d'enfants.
- Déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie.
- Convocation judiciaire ou administrative.
- Participation à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative.

Fait à :

Le : à h
(Date et heure de début de sortie à mentionner obligatoirement)

Signature :

¹ Les personnes souhaitant bénéficier de l'une de ces exceptions doivent se munir s'il y a lieu, lors de leurs déplacements hors de leur domicile, d'un document leur permettant de justifier que le déplacement considéré entre dans le champ de l'une de ces exceptions.

² A utiliser par les travailleurs non-salariés, lorsqu'ils ne peuvent disposer d'un justificatif de déplacement établi par leur employeur.

³ Y compris les acquisitions à titre gratuit (distribution de denrées alimentaires...) et les déplacements liés à la perception de prestations sociales et au retrait d'espèces.

Au plus près
de son troupeau
chaque jour et...

LE PLAISIR
EST LÀ.



Avec les **VIANDES DE BŒUF LABEL ROUGE**,
vous savez que vous pouvez compter sur une filière
engagée à vous nourrir de façon responsable et durable.

Chaque jour, des hommes et des femmes travaillent
avec conscience pour vous apporter une viande de bœuf
savoureuse, issue d'élevages ancrés dans nos territoires
et conduits dans le plus grand respect des animaux
et de la nature.

Une filière passionnée, attentive et soucieuse de fournir
une viande de qualité certifiée supérieure à ses
concitoyens...

C'EST AUSSI ÇA LE PLAISIR DE MANGER MIEUX.

**LES VIANDES
DE BŒUF** 
LABEL ROUGE

Le plaisir de manger mieux



LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie



SYNDICATS
UNE FÊTE DU TRAVAIL
2020 À L'ÉPREUVE
DU CONFINEMENT **PAGE 35**



FRANCE TV
DELPHINE ERNOTTE
EXPOSE SON PLAN
DE SORTIE DE CRISE **PAGE 39**

> FOCUS

VERS UN PLAN DE RELANCE À LA RENTRÉE

Au lendemain des annonces d'Édouard Philippe sur le déconfinement, Bruno Le Maire a précisé la feuille de route économique des prochains mois lors d'une audition à l'Assemblée. Volontariste, le ministre de l'Économie a souligné la nécessité pour les Français de reprendre leur activité à partir du 11 mai. Charge aux entreprises d'aménager les conditions de travail pour respecter les impératifs sanitaires ou d'organiser la poursuite du télétravail. Afin d'aider les indépendants et les TPE du secteur de la restauration, de la culture et de l'événementiel à surmonter ces semaines blanches, Bruno Le Maire a confirmé le renforcement du fonds de solidarité à compter du 1^{er} juin. Les entreprises qui comptent jusqu'à 20 salariés et ont un chiffre d'affaires de moins de 2 millions seront dorénavant éligibles et pourront demander jusqu'à 10 000 euros d'aide sur le deuxième étage du fonds géré par les régions. Pour compléter leurs revenus, les indépendants pourront aussi débloquer leurs réserves d'épargne retraite sur les fonds Madelin.

Face à la crise, la BCE prête à repousser ses limites

La Banque centrale européenne, qui se réunit ce jeudi, a déjà déployé des moyens inédits pour permettre aux États de s'endetter en repoussant la crise financière.

La pression ne retombe pas sur les épaules de Christine Lagarde. La présidente de la Banque centrale européenne réunit ce jeudi, comme toutes les six semaines, son conseil de politique monétaire. En visio-

conférence bien sûr, confinement oblige. Depuis le début de la pandémie, l'institution de Francfort a ouvert les vannes des liquidités, bien plus en grand que lors de la crise de 2009 ou celle des dettes

souveraines en 2012-2015. Pourtant, la violence de la récession actuelle est telle qu'elle va devoir en faire davantage, comme la Fed américaine, et sans doute encore briser quelques tabous de ses règles

contraignantes. D'ores et déjà, la BCE permet aux États de creuser leur dette publique comme jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, avec un filet de sécurité qui, jusqu'ici, tient le choc.

→ BRUXELLES Pousse les banques à continuer de faire crédit → ÉTATS-UNIS: LA FED DOTÉE DE MOYENS INÉDITS CONTRE LA RÉCESSION PAGES 34 ET 35



Airbus et Boeing pris dans la tempête du coronavirus

L'avionneur européen et son concurrent américain ont subi de lourdes pertes au premier trimestre et vu leurs ventes chuter à cause de la pandémie. Pour faire face, les deux groupes sécurisent leur trésorerie et réduisent leur production. **PAGE 36**

le PLUS du FIGARO ECO

FINANCE

Le casse-tête des aides aux firmes déjà en difficulté avant la pandémie **PAGE 37**

LA SÉANCE

DU MERCREDI 29 AVRIL 2020

- CAC 40**
4671,11 +2,22%
- DOW JONES**
24644,70 +2,25%
- ONCE D'OR**
1691,55 (1714,95)
- PÉTROLE (Iond)**
22,680 (20,800)
- EUROSTOXX 50**
2999,54 +2,30%
- FOOTSIE**
6115,25 +2,63%
- NASDAQ**
8931,03 +2,92%
- NIKKEI**
19771,19 -0,06%

L'HISTOIRE

L'épidémie de coronavirus réduit la pollution de la planète

Sans surprise, la pandémie de Covid-19 et son impact massif sur l'économie profitent à la lutte contre le changement climatique. Au premier trimestre, les émissions mondiales de CO₂ ont reculé de 5% par rapport à 2019. Cette performance est due essentiellement à une baisse de consommation du pétrole et du charbon, nets utilisés en Chine et concurrencés par le gaz, bon marché. Sur l'ensemble de l'année 2020, le déclin atteindra 8%, s'attend l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La réduction de carbone s'élèvera à 2,6 gigatonnes (2,6 milliards de tonnes), soit six fois plus qu'après la crise financière en 2009, souligne l'agence. Mais ce brusque ralentissement de la pollution qui nous fait redécouvrir un air

plus pur risque d'être bien éphémère, redoute Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE. « Comme lors de la crise financière de 2009, le rebond des émissions pourrait être supérieur au déclin. Sauf si les gouvernements mettent en place des stratégies favorisant l'énergie propre et l'efficacité énergétique », insiste-t-il. Du côté de la demande en énergie, l'AIE prévoit en 2020 un recul global de 6%, sept fois plus important que pendant la récession de 2008. De façon surprenante, remarque l'institution affiliée à l'OCDE,



les énergies renouvelables s'en sortent bien. Leur utilisation a progressé grâce aux capacités accrues et aux politiques volontaristes des autorités. Le mouvement devrait s'amplifier grâce à la baisse des coûts et à la mise en service de nouvelles installations en 2020, assure l'AIE. **ARMELLE BOHINEUST**

COMMUNIQUÉ FINANCIER | 29 avril 2020 WWW.SYNERGIE.COM

ressources humaines

- 1^{er} Groupe français indépendant de services RH
- 5^e Réseau européen
- 17 Pays dans le monde
- 750 Agences
- 4 400 Collaborateurs permanents

Daniel AUGEREAU
Président du Directoire

CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER TRIMESTRE : 576,5M€

En M€	T1 2020	T1 2019	Variation
France	271,9	297,3	-8,5%
International	304,6	323,9	-6,0%
Total	576,5	621,2	-7,2%

L'activité au cours du premier trimestre s'est particulièrement bien tenue, malgré le début de la pandémie du Covid-19 qui, dès la mi-mars, a affecté fortement le marché du Travail Temporaire en France et à l'étranger.

Dans ce contexte, SYNERGIE a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 576,5M€, inférieur de 7,2% par rapport à 2019 (-7,8% à périmètre et devise constants).

Notre positionnement de "multiplicateur" nous a permis de bien résister dans plusieurs secteurs : agroalimentaire, logistique, médical, etc., et de compenser partiellement le ralentissement des industries liées à la construction automobile, à l'aéronautique et au BTP.

En France, notre chiffre d'affaires s'établit à 271,9M€ (-8,5%), l'évolution du travail temporaire en mars (28%) ayant succédé à la légère croissance constatée à fin février (+1,5% alors que le marché affichait -2,8%). PRISM EMPLOI estimait alors une dégradation du marché de l'ordre de 75% en moyenne pour la deuxième quinzaine de mars (par rapport à la même période 2019). Évolution dans laquelle s'est inscrit SYNERGIE dans une moindre mesure (60%).

L'activité à l'international atteint 304,6M€ (52,8% du consolidé) contre 323,9M€ en 2019 (-6%), avec des situations contrastées. Ainsi, notre filiale italienne, malgré un contexte particulièrement difficile, a maintenu un chiffre d'affaires élevé sur le trimestre : 105,9M€ avec une croissance de 1,0%.

Les effets de la pandémie ont également généré une baisse d'activité des marchés européens où le Groupe est implanté, dans des proportions moindres qu'en France.

Compte tenu des incertitudes actuelles causées par le Covid-19, SYNERGIE a adapté son organisation avec beaucoup de réactivité, afin de préserver ses équipes et assurer la continuité de services auprès des clients poursuivant leur activité. Des réductions de coût ont également été réalisées afin d'anticiper la reprise progressive de l'activité économique.

Grâce à une structure financière solide et une trésorerie élevée, SYNERGIE dispose des atouts lui permettant de rester confiant dans sa capacité à traverser cette crise sanitaire.

PROCHAINS RENDREZ-VOUS

- Assemblée Générale le 18 juin 2020
- Publication du chiffre d'affaires du 2^e trimestre 2020 le mercredi 29 juillet 2020 après Bourse

EURONEXT

CAPITAL SOCIAL : 1 019 000 € - EURONEXT PARIS COMPARTIMENT B
ISIN FR000032658 - N°MEMO : SDG - REUTERS : SDG PA - BLOOMBERG : SDG PF
CONTACT : SYNERGIE Direction Financière - Yves Drouot - Tél. +33(0)1 44 14 90 20 - yves.drouot@synergie.fr

Comment la BCE aspire les dettes des États dans la crise

La Banque centrale européenne mutualise déjà sans le dire l'endettement des États. Avant sa réunion de jeudi, la pression monte pour que son intervention hors norme s'amplifie encore.



FLORENTIN COLLOMP @fcollomp

POLITIQUE MONÉTAIRE Christine Lagarde est sous pression pour amplifier l'intervention de la Banque centrale européenne (BCE) dans la crise du coronavirus. Après avoir mis sur pied un dispositif extraordinaire dépassant 1 000 milliards d'euros de rachats d'actifs sur l'année, chacun s'accorde déjà à constater que cela ne suffira pas. La présidente de la BCE elle-même a estimé les besoins de financement des États européens à au moins 1 500 milliards.

L'annonce de nouveaux investissements de *quantitative easing* (QE), le rachat de dettes par la banque centrale, n'aura toutefois peut-être pas lieu dès la réunion du conseil de politique monétaire par visioconférence de ce jeudi, mais sans doute un peu plus tard dans l'année.

En revanche, Lagarde est très attentive sur la tonalité de son engagement au chevet de l'économie européenne. Elle devrait détailler comment l'institution de Francfort fait voler en éclats nombre de ses tabous en cette période exceptionnelle pour éviter une crise financière. La BCE s'est en effet imposée comme le seul garant de la survie économique des États européens.

Lors de leur Conseil européen virtuel de la semaine dernière, les dirigeants des Vingt-Sept ont reporté les décisions difficiles sur un plan de relance coordonné et la question, encore plus sensible, d'un

éventuel endettement mutualisé. Un tel dispositif semblerait se dessiner dans le cadre du futur budget de l'Union européenne – donc pas avant 2021. En attendant, la BCE permet aux États de repousser les limites de leur endettement pour répondre à la crise. Elle agit comme un gigantesque aspirateur des dettes qu'ils émettent à tour de bras. Elle détient déjà environ un quart de leurs créances souveraines.

L'endettement de la zone euro devrait friser les 100 % du PIB à la fin de l'année, dépassant 150 % pour l'Italie, ou 115 % pour la France. Dangereux ? « Il faut arrêter de se focaliser sur le ratio dette sur PIB parce que cela ne veut pas dire la même chose quand les taux sont bas, relativise Jacob Kirkegaard, écono-

La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, le 12 mars à Francfort.
THOMAS LOHNES / GETTY IMAGES / AFP

miste au Peterson Institute. *Le Japon est à 230 %. Nous sommes tous en train de nous japoniser.* » Conséquence : les bilans (montants des actifs détenus) des banques centrales explosent. Celui de la BCE devrait amplement dépasser les 6 000 milliards d'euros à la fin de l'année, soit la moitié du PIB européen. Même proportion pour la Réserve fédérale américaine. La Banque du Japon, de son côté, a dépassé l'équivalent de 100 % du PIB.

Dettes perpétuelles

La BCE rachète actuellement plus de 120 milliards d'euros d'actifs par mois. Les 750 milliards d'euros sur l'année prévus par le programme d'urgence lié à la pandémie (PEPP) n'y suffiront pas. À ce rythme, ils

pourraient être épuisés d'ici octobre. Une rallonge d'au moins 500 milliards est donc attendue.

À force d'accumuler les dettes, on peut se demander quand celles-ci seront remboursées. D'aucuns évoquent le concept d'une « dette perpétuelle », dont seuls les intérêts sont payés mais jamais le capital. Officiellement, ce n'est pas la règle en vigueur mais, officieusement, on s'en rapproche. L'ex-membre du directoire de la BCE Benoît Cœuré l'a indiqué récemment au Sénat : ces dettes, si elles ne peuvent être effacées par « magie », comme l'invoquent certains, vont être conservées très longtemps par les banques centrales. On parle de plusieurs décennies. D'autant plus que ces dettes

ne coûtent rien aux États. Bercy emprunte en versant des intérêts à la Banque de France, qui lui reverse ses profits sous forme de dividendes. La France est, de plus, le pays de la zone euro bénéficiant de la plus grande part de sa dette à taux négatifs.

« Le soutien de la banque centrale au financement de l'État est devenu la règle au lieu de l'exception », décrit Éric Dor, économiste à l'IESEG. Cela peut être explicite, comme dans le cas de la Banque d'Angleterre, qui prête directement au Trésor, ou implicite. C'est ce qu'on appelle « financement monétaire » ou « monétisation » : le financement des dépenses publiques par la planche à billets. L'action actuelle de la BCE peut ainsi s'apparenter à « une forme de monétisation par la bande », selon Éric Dor. « On n'a pas le choix : il n'y a pas d'alternative à court terme », ajoute Gilles Moëc, chef éco-

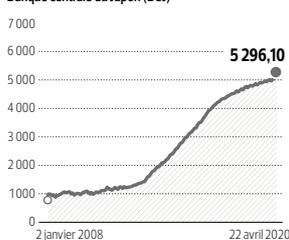
Les banques centrales accroissent leur soutien à l'économie

MONTANT DU TOTAL DES ACTIFS DES GRANDES BANQUES CENTRALES, en milliards d'euros

Banque centrale européenne (BCE)



Banque centrale du Japon (BOJ)



Banque centrale américaine (FED)



Sources : BCE, Federal Reserve Bank of St. Louis

Infographie LE FIGARO

Bruxelles pousse les banques à continuer de faire crédit

LEONOR HUBAUT @LeonorHubaut
BRUXELLES

Aider les banques à maintenir ouvertes les vannes du crédit aux entreprises et aux ménages. C'est l'objectif du paquet présenté par la Commission européenne, et qui doit favoriser 450 milliards d'euros d'emprunt supplémentaires. Renforcé depuis la crise de 2008, le secteur financier « fait aujourd'hui partie de la solution », assure Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission, chargé de l'économie.

Ce paquet est arrivé le même jour que les premiers résultats du secteur bancaire, montrant une envolée des provisions face à la crainte d'un boom des créances douteuses. Dans la zone euro, la banque espagnole Santander se place en tête et provisionne 1,6 milliard d'euros, faisant fondre son résultat trimestriel de 82 %. L'allemande Deuts-

che Bank triple ses provisions par rapport à 2019, tout en les limitant à 500 millions d'euros.

Les banques risquent également d'être fragilisées par leur exposition aux dettes souveraines des États, qui exposent sous l'effet des plans massifs d'aide pour éviter faillites et licenciements. En Italie, l'un des pays les plus meurtris par la pandémie, plus de 10 % des actifs des banques italiennes sont liés à la dette nationale. Contre 6 % en moyenne pour les banques françaises, espagnoles ou belges.

Consicente que le secteur sera « inévitablement touché par les difficultés de leurs clients », et par la « volatilité des marchés financiers », la Commission propose d'assouplir les règles prudentielles, héritées de la cri-

se de 2008. Ciblées et temporaires, les adaptations réduisent les obligations des banques en termes de fonds propres et renvoient à la baisse les critères de calcul des risques. L'exécutable sur une adoption législative en juin, après négociation avec le Parlement européen et les États membres.

Dans un second volet, Bruxelles clarifie les règles comptables et incite les banques à plus de flexibilité. Ainsi, les retards de remboursement ne doivent pas être automatiquement classés comme créances douteuses. Les institutions financières sont appelées à avoir une vision à long terme, en tenant compte des moratoires et garanties mis en place par les gouvernements. Bruxelles se joint également à l'appel de ne pas verser de dividendes,

estimant que c'est une « façon d'exprimer la solidarité avec les personnes touchées par l'épidémie de Covid-19 ». Ces mesures devraient permettre aux banques de récupérer 30 milliards d'euros en 2020, et de fournir 450 milliards d'euros de crédits supplémentaires.

Créer une « bad bank »

Cela pourrait ne pas suffire. L'idée de créer une « bad bank » européenne, pour permettre aux banques de se défaire de la masse de créances douteuses, circule à nouveau, mais Bruxelles n'y est pas favorable. Pour Pierre Sella, ancien ambassadeur de France auprès de l'Union et conseiller chez August Debouzy, les propositions de la Commission « correspondent à la situation d'aujourd'hui ». Il faut attendre de « connaître l'ampleur de la récession et son impact pour voir quelles mesures supplémentaires doivent être prises », insiste-t-il. ■

Le secteur financier fait aujourd'hui partie de la solution

VALDIS DOMBROVSKIS, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE

États-Unis : la Fed inédits contre la

PIERRE-YVES DUGUA @PDugua
CORRESPONDANT À WASHINGTON

Alors que le PIB américain s'est contracté de 4,8 % au premier trimestre, selon la première estimation publiée mercredi, et qu'il pourrait s'effondrer de 30 % en rythme annuel au deuxième trimestre, le plus grand danger pour Jay Powell serait de donner l'impression que la Réserve fédérale a usé de toutes ses munitions.

Au terme de la réunion de deux jours de son comité monétaire, quelques précisions de la part de la banque centrale américaine sur les modalités d'utilisation des extraordinaires programmes de rachats de créances déployés depuis février étaient attendues mercredi soir. Mais comme le Covid-19 et le confinement incertain rendent toute prévision macroéconomique futile, le patron de la Fed ne pouvait trop en dire.

Taux à zéro

Depuis la mi-mars, la banque centrale américaine a déjà non seulement ramené son principal taux directeur à zéro, mais promis de le conserver à ce plancher « jusqu'à ce (qu'elle ait) confiance dans les événements récents ». Elle a aussi racheté depuis un mois et demi près de 2000 milliards de dollars de titres du Trésor et d'obligations gagées sur des

nomiste d'AXA. Mais il est important d'être clair. Si les Français ont tendance à considérer que l'intendance suivra, les Allemands, eux, veulent s'entourer de garanties. » Outre-Rhin, il est considéré comme inacceptable que la BCE finance directement des États. Un nouveau jugement de la cour constitutionnelle de Karlsruhe est attendu mardi dans ce feuilleton à rebondissement sur la légalité de l'action de la Banque centrale.

« Anges déchus »

La BCE a déjà considérablement assoupli ses normes, en acceptant des actifs de plus en plus risqués apportés par les banques en garanties des emprunts qu'elle leur octroie. Elle vient même d'accepter des obligations de catégorie « junk » (« spéculative »), dites aussi « anges déchus » (*fallen angels*). Elle pourrait aussi s'engager à racheter des dettes souveraines de ce type, si nécessaire. Une façon de contourner les diktats des agences de notation (Moody's, Standard & Poors, Fitch) qui faisaient la pluie et le beau temps lors de la crise financière.

Fitch a d'ailleurs dégradé mardi la dette italienne à BBB-, le niveau juste au-dessus de « junk », sans faire bondir les taux d'intérêt italiens outre mesure. Or, si la dette italienne était encore dégradée, des fonds de pension devraient s'en défier, ce qui contraindrait la BCE à s'y substituer pour éviter un défaut du pays. « Un fonds de pension qui achète aujourd'hui de la dette italienne a confiance parce qu'il sait que la BCE sera prête à la racheter », explique Eric Dor.

Discrètement, la BCE agit donc comme amortisseur des disparités entre États européens vis-à-vis de la dette. À l'inverse de la déclaration malencontreuse de Christine Lagarde le 12 mars, qui avait assuré ne pas être « la pour réduire les spreads » (écarts entre taux d'intérêt de différents pays). En réalité, elle s'est affranchie des contraintes statutaires de la BCE limitant sa détention à 33 % de la dette d'un pays pour pouvoir racheter davantage de titres italiens, français ou espagnols que de bons allemands. « Le bilan de la BCE est un eurobond virtuel, ironise Jacob Kirkegaard. La dette a été mutualisée par la petite porte. C'est un acte politique dont personne ne veut parler mais qui est bien pratique pour tout le monde, y compris les gouvernements allemand ou néerlandais. » À savoir, les plus grands ennemis de la mutualisation des dettes européennes. ■

L'IMPACT DU VIRUS SUR L'ÉCONOMIE ALLEMANDE

-10%

Chute du PIB pour le deuxième trimestre prévue par le gouvernement. Berlin table sur un recul de 6,3 % pour l'ensemble de l'année

-11,6%

Prévision de baisse des exportations en 2020, avant un rebond de 7,6 % l'an prochain. Le niveau de 2019 ne sera pas retrouvé avant 2022

3 millions

de personnes au moins étaient en chômage partiel en mars et avril

CHOC MONÉTAIRE AU VILLAGE VIRTUEL

Les 12 millions d'habitants ont peu apprécié l'annonce, la semaine dernière, de la baisse du taux d'épargne, de 0,5 % à 0,05 %. Cette décision de politique monétaire, relatée en détail dans le *Financial Times*, a été décidée par la Bank of Nook. Laquelle est dirigée par Tom Nook, alias Tanukichi (notre photo) au Japon, pays de son créateur, Nintendo. Ce raton laveur, agent immobilier et banquier à ses heures, est le personnage central du jeu vidéo *Animal Crossing* dont la dernière version, *New Horizons*, compte donc 12 millions d'adeptes. Et connaît le succès en cette période de confinement. Dans ce jeu de simulation paisible où le joueur doit, entre autres, rembourser le prêt de sa maison, la réalité a rattrapé la fiction : des joueurs redoutent la récession dans le village virtuel.



ÉCONOMIE

Une Fête du travail cette année à l'épreuve du confinement

L'impossibilité de manifester, vendredi, pour célébrer le 1^{er} Mai oblige les syndicats à réfléchir à de nouveaux moyens d'action.

ANNE-HÉLÈNE POMMIER
@anpommier1

SOCIAL Cela n'était jamais arrivé, sauf en période de guerre. Ce vendredi 1^{er} mai, les syndicats ne pourront pas célébrer dans la rue, confinement oblige, la nouvelle édition de la Fête internationale du travail, dont l'origine remonte à... 1886. Qu'une crise sanitaire soit à l'origine de cette entorse fera sans doute de l'opus 2020 un événement historique. D'autant plus notable que, depuis plusieurs années, la date n'attire plus les foules. En 2019, seules 164 000 personnes sur l'ensemble du territoire ont battu le pavé, selon la police (310 000 selon la CGT).

Quant aux messages véhiculés, ils sont de plus en plus souvent dilués dans les affrontements violents entre « black blocs » et forces de l'ordre. « En dehors des années où cette date s'inscrit dans un mouvement social de long terme, comme en 2009 après la crise ou en 2016 lors de la mobilisation contre la loi El Khomri, le 1^{er} Mai ne mobilise plus beaucoup », confirme l'historien Stéphane Sirot. Et ce n'est pas la réforme des retraites, explosive mais ajournée sine die, qui aurait pu changer la donne cette année...

Si le 1^{er} Mai reste une date symbolique, les centrales réformistes ont cessé depuis longtemps d'appeler leurs militants à déferler dans les rues. « Lorsque nous nous joignons aux cortèges, c'est que nous estimons nécessaire de défendre une revendication. Nous sommes sortis de la logique de ré-



« pétition de la grève générale », assure Laurent Escure, secrétaire général de l'Unsa. À la CFDT, première organisation de France, la démonstration de force du 1^{er} Mai est également jugée contre-productive. Le syndicat lui préfère des initiatives plus festives, organisées en collaboration avec les antennes locales, pour rappeler le rôle des militants. Pour les deux centrales, le 1^{er} Mai est aussi l'occasion de mettre l'accent sur la dimension internationale de l'événement, trop souvent oubliée. Après l'accueil des travailleurs étrangers en 2019, CFDT et Unsa ont signé cette année une déclaration commune, avec la CFTC et la Fage (étudiants), pour saluer les métiers essentiels révélés par la crise sanitaire et qui « trop souvent ne sont pas reconnus ».

Un message relayé aussi par FO, qui se défend de vouloir alimenter les divisions mais revendique son indépendance. Pour

Faute de pouvoir descendre dans la rue (comme ci-dessus l'an dernier à Paris), les organisations appellent à manifester avec pancartes et banderoles aux fenêtres et aux balcons.

JEREMIAS GONZALEZ/IP3
PRESS/MAXPPP

Si même la crise inédite du coronavirus ne pousse pas les syndicats français à l'unité...
www.lefigaro.fr/economie

Le chômage partiel prorogé en l'état jusqu'au 1^{er} juin

La participation de l'État sera moindre par la suite.

MARC LANDRÉ @marclandre

SOCIAL Le compteur n'en finit plus de grimper : un million de plus en une semaine. Au 29 avril, pas moins de 11,3 millions de Français étaient couverts par le dispositif de chômage partiel en raison de la baisse d'activité liée à l'épidémie de coronavirus. D'après le dernier pointage effectué par Muriel Pénicaud, la mesure a été demandée par 890 000 entreprises (déclinées en 1,06 million d'établissements) et bénéficie à ce jour à plus d'un salarié sur deux dans le privé. Cela correspond à 4,8 milliards d'heures chômées ou 420 heures par salarié, soit plus de 12 semaines de 35 heures hebdomadaires...



F. BROUQUON/LE FIGARO

Ce matin, ce sont 11,3 millions de salariés dans notre pays qui sont protégés par le chômage partiel, c'est-à-dire que c'est l'État, le ministère du Travail, qui paye leur salaire (...) pour éviter les vagues de licenciements

MURIEL PÉNICAUD, SUR FRANCE INTER

des enfants est clair, alors il n'y aura plus de raison de ne pas les mettre à l'école et les parents devront apporter la preuve par attestation qu'ils doivent qu'ils doivent les garder à domicile, décrypte-t-on rue de Grenelle. S'ils ont juste peur, ils n'en bénéficieraient plus ».

Surcoût pour l'Unedic

Le dispositif restera en vigueur, quoi qu'il arrive, au mois de juin lors de la deuxième phase de déconfinement, mais avec une moindre participation de l'État. « Il n'y aura pas de couper le 1^{er} juin, a expliqué Muriel Pénicaud. Le but, c'est que le chômage partiel accompagne la reprise en douceur ». Des discussions vont avoir lieu avec les partenaires sociaux pour organiser l'évolution du dispositif en juin, qui passera probablement par un taux de prise en charge « un peu moins important » de l'État et donc une participation plus élevée des entreprises. « Ça va être progressif », a tenu à rassurer le ministre du Travail. « Les conditions d'activité changent, donc les conditions d'aide aussi », justifient ses services.

À l'heure actuelle, le dispositif de chômage partiel prévoit que l'employeur verse à ses salariés une indemnité correspondant à 84 % de leur rémunération brute, voire 100 % pour ceux qui sont au smic. L'État et l'Unedic remboursent ensuite intégralement les entreprises pour les salaires allant jusqu'à 6 927 euros bruts mensuels (4,5 fois le smic). Le budget de ce dispositif pour la période courant jusqu'à fin mai est estimé à 24 milliards d'euros, dont 7,7 milliards pour l'Unedic qui a fait part mardi d'un surcoût net total, à cause de la crise, d'un milliard d'euros par semaine. ■

EN BREF

TABLEAU DE BORD ACTUALISÉ SUR LE FONDS DE SOLIDARITÉ

□ Bercy a mis en ligne, sur le site du ministère de l'Économie, un tableau de bord de l'utilisation du fonds de solidarité. Cette plateforme, mise à jour en temps réel, recense les aides par secteurs, par régions et départements au titre de ce fonds.

SANTÉ : UNE AIDE POUR LES LIBÉRAUX

□ Les professionnels de santé libéraux dont l'activité s'est effondrée à cause du confinement vont bénéficier d'une aide de l'État, avec le versement par l'assurance-maladie d'un premier acompte début mai calculé sur la base des informations fournies par les professionnels.

LES GÂTEAUX DE MONDELEZ EN FORME

□ Le groupe connu notamment pour ses marques Oreo, Lu, Milka, Cadbury, Tolerone a vu ses ventes augmenter de 6,4 % au premier trimestre, à 6,7 milliards de dollars (6,1 milliards d'euros). La dynamique a été très forte dans les pays matures et sur son activité biscuits (+11,7 %).

+ @ Distribution de masques : à qui ressemblera la plateforme de La Poste annoncée par Philippe ?
www.lefigaro.fr/economie

dotée de moyens récession



KEVIN LAMARQUE/REUTERS

Le président de la Fed, Jerome Powell, le 3 mars à Washington.

créances immobilières. Elle va continuer ces rachats qui injectent des liquidités dans l'économie.

Elle s'est en outre engagée à utiliser les 454 milliards de dollars de garanties accordées par le Congrès au Trésor pour prêter directement à des entreprises ou des collectivités locales jusqu'à dix fois cette somme. La dernière mesure en date va permettre à la Fed de racheter jusqu'à 500 milliards de dollars de dettes de collectivités aux recettes fiscales asséchées.

Si la banque centrale avait besoin de munitions supplémentaires, le Congrès est disposé à voter de nouveaux crédits au Trésor. La seule chose qui semble pour le moment exclue par Jay Powell et ses collègues est le recours à des taux d'intérêt négatifs. ■

Airbus et Boeing plongent dans le rouge

Frappés par la crise du Covid-19, les deux groupes sécurisent leur trésorerie et réduisent leur production.



AÉRONAUTIQUE La crise du Covid-19 affecte l'activité d'Airbus et de Boeing, comme le montrent leurs résultats trimestriels publiés mercredi. En première lecture, les deux géants de l'aéronautique la subissent de façon équivalente. Tous leurs indicateurs ont viré au rouge. L'avionneur européen a essuyé une perte nette de 481 millions d'euros au premier trimestre 2020. Son concurrent américain accuse un déficit net de 641 millions de dollars. Leurs chiffres d'affaires ont reculé en raison du tassement des livraisons d'avions commerciaux. Airbus, qui a livré 122 appareils, a vu ses ventes chuter de 15 %, à 10,63 milliards d'euros. Boeing, qui a livré 50 avions, voit ses revenus plonger à 16,9 milliards de dollars (contre 22,9 milliards un an plus tôt).

Dans ce contexte difficile, les deux constructeurs ont négocié de nouvelles lignes de crédit afin de sécuriser leur trésorerie. Airbus est à la tête de 30 milliards d'euros de liquidités et Boeing de 15,5 milliards de dollars. Guillaume Faury, président exécutif d'Airbus, et David Calhoun, PDG de Boeing, estiment qu'ils sont armés pour financer leur activité dans les mois à venir même s'ils brûlent du cash « à une vitesse inédite ». Boeing envisage de lancer un nouvel emprunt obligatoire de 10 milliards de dollars.

Sur le terrain industriel, Airbus et Boeing réduisent la voilure, afin de s'adapter aux nouvelles conditions d'un marché qu'aucun des deux ne voit se relancer avant plusieurs années. Cela, alors que les compagnies aériennes multiplient les reports de livraisons. Airbus a engagé la réduction d'un tiers de sa production. Ce qui n'exclut pas « d'autres ajustements mais sans doute de moindre ampleur », a précisé Guillaume Faury. De son côté, Boeing ne produira plus que sept exemplaires du 787 Dreamliner par mois en 2022, contre dix par mois d'ici à fin 2020 et quatorze actuellement. Quant au 777, il sera assemblé à raison de trois exemplaires par mois, soit deux de

moins qu'aujourd'hui. Airbus et Boeing ont placé sous surveillance leur écosystème de sous-traitants, dont près de la moitié leur sont communs.

Les deux groupes ont aussi décidé de réduire leur structure de coûts, ce qui passe par un allègement de leur masse salariale qui se chiffre en milliards. Dans un premier temps, Airbus active les mesures de chômage partiel mises en place en Europe, avec 3000 salariés placés sous ce régime (et 7000 potentielle-ment) en France, 1300 au Royaume-Uni et 14000 postes identifiés éligibles au mécanisme du « Kurzarbeit » en Allemagne. Dans une lettre adressée aux salariés, Guillaume Faury n'exclut pas des mesures plus drastiques. Les syndicats redoutent des suppressions d'emplois. De son côté, Boeing a décidé de supprimer 10 % de ses effectifs

mondiaux d'ici à la fin 2020. Soit 16000 postes concernés.

Aide publique

Les deux patrons de l'aéronautique mondiale contribueront à l'effort collectif. Guillaume Faury a renoncé à la part variable de sa rémunération (2,4 millions sur 3,7 millions) aux profits d'associations et d'ONG. David Calhoun ne percevra pas de rémunération au titre de 2020. Pour mémoire, son prédécesseur, Dennis Muilenburg gagnait 35 millions de dollars par an.

Dans ce contexte, Boeing a renoncé à l'acquisition – pourtant stratégique – du pôle aviation commerciale du brésilien Embraer pour 4,2 milliards de dollars. Ce n'est peut-être qu'un retrait tactique. Les jets régionaux E2 du brésilien ne valent plus que 1,1 milliard. Boeing aurait bien besoin de ces ap-

pareils modernes qui peuvent être, en les rallongeant, transformés en moyen-courriers, pour contrebalancer l'absence du 737 Max.

Contrairement à Airbus, Boeing est entré dans la crise du Covid-19, avec un handicap de taille : l'interdiction de vol du 737 Max depuis mars 2019, après deux crashes meurtriers. Boeing qui a stocké 450 Max produits et non livrés, a gelé l'assemblage du Max en janvier dernier. Cette crise interne, qui lui a encore coûté 1 milliard de dollars au premier trimestre, s'ajoute à celle du Covid-19. Boeing espère obtenir l'autorisation de remise en vol de l'avion au troisième trimestre et relancer la production pour atteindre 31 Max par mois en 2021.

À la tête d'une gamme récente et d'un carnet de commandes très solide (7670 avions, soit 2670 de plus que Boeing), Airbus est mieux armé

pour rebondir. Et profiter de la vague annoncée du renouvellement des 2500 avions de type A320 et 737 âgés de plus de vingt ans dans le monde. A contrario, Boeing peut s'appuyer sur sa division défense pour amortir la crise. Activité qui « est soutenue par le Pentagone », a rappelé David Calhoun.

Les deux groupes peuvent compter sur l'aide publique. « Nous serons prêts à soutenir Airbus », a déclaré mercredi Bruno Le Maire lors d'une audition devant les députés. Le ministre de l'Économie envisage plusieurs mesures, du renforcement des garanties export à la création d'un fonds de soutien à la filière en passant par le renouvellement des flottes, en particulier d'Air France. Un soutien public qui a pour contrepartie l'obligation de réduire l'empreinte carbone des avions. ■ **V. G.**

Airbus (ci-dessus) a essuyé une perte nette de 481 millions d'euros au premier trimestre 2020. Son concurrent américain, Boeing (à gauche), accuse un déficit net de 641 millions de dollars.

Dans le « monde d'après », l'avion sera « vert » ou ne sera plus

Lorsque le marché se stabilisera, il sera inférieur à celui d'avant crise et la demande sera différente

DAVID CALHOUN, PDG DE BOEING



DÉCRYPTAGE

Véronique Guillermand

@vguillermand

L'aéronautique tombe de haut. Longtemps, cette industrie s'est grisée de perspectives stratosphériques. Tous les quinze ans, la flotte d'avions en service doublait de taille. La demande en appareils neufs était estimée à plus de 40000 exemplaires d'ici à 2040. Les compagnies aériennes étaient priées d'attendre entre cinq et sept ans pour recevoir leurs nouveaux appareils, tandis qu'Airbus et Boeing tentaient, à marche forcée, d'augmenter leurs cadences de production. L'appétence pour les voyages n'était jamais assouvie, grâce aux nouvelles classes moyennes en Chine et en Inde, impatientes de découvrir la planète. Le nombre de passagers devait doubler pour

franchir le cap hallucinant des 8 milliards par an d'ici à 2040... Peu importe que les aéroports soient saturés, les avions bondés et leur accès, un parcours du combattant avec ces interminables points de contrôle. L'avion était roi.

Arrêt brutal

C'est désormais du passé. Le Covid-19 a mis un coup d'arrêt brutal à cette croissance échevelée. Les compagnies sont exsangues, leurs flottes clouées au sol. Le trafic aérien s'est contracté de 90 %. Airbus et Boeing se retrouvent avec des stocks d'avions sur les bras, pris à revers par la sévérité de la crise.

La survie d'Airbus est en jeu, estime Guillaume Faury, le patron du géant européen de l'aéronautique. L'américain Boeing est encore plus mal en point, déjà affaibli par la crise du 737 Max, interdit de vol depuis mars 2019.

Le « monde d'après » fera-t-il la

même place aux avions que le monde d'avant ? Rien n'est moins sûr. Les entreprises ont pris conscience, grâce aux outils numériques, qu'il n'était plus nécessaire de dépenser des fortunes pour envoyer leurs cadres assister à une réunion de deux heures à l'autre bout du monde. La clientèle loisirs, dont le pouvoir d'achat s'érode, a peur d'attraper le virus à bord des avions. Lorsque le marché se stabilisera, « il sera inférieur à celui d'avant crise et la demande sera différente », selon David Calhoun, PDG de Boeing.

La pandémie a amplifié l'urgence d'un aggiornamento écologique. La jeune activiste suédoise, Greta Thunberg, incarne, de façon agressive, cet impératif. Certes, le transport aérien n'est pas, avec 3 % du total des émissions de CO₂, le plus gros pollueur de la planète. Mais l'avion est un objet visible, avec ses longues traînées blanches dans le ciel. Un symbole des énergies fossiles polluantes. Il n'y a

plus le choix. Le transport aérien de demain sera vert ou ne sera plus. Un signal fort a été envoyé par le gouvernement français. Le sauvetage d'Air France, à grands coups d'argent public, est conditionné à l'engagement de devenir la compagnie la « plus respectueuse de l'environnement ». Un signal qui sonne comme un avertissement à toute la filière. À cet égard, l'abandon du projet d'avion électrique (E-Fan X) par Airbus et Rolls Royce envoie un très mauvais message.

À court terme, Airbus et Boeing doivent parer au plus pressé : protéger leurs liquidités, soutenir leurs sous-traitants, réduire leur cadence de production afin de s'adapter à une demande qui pourrait chuter de 40 à 60 % dans les cinq ans à venir. Cela, au prix d'une reconfiguration douloureuse, en particulier pour l'emploi. Airbus et Boeing l'avaient oublié : les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. ■

Daimler et Volkswagen espèrent résister au Covid-19

Les deux géants allemands de l'automobile s'attendent à être rentables sur l'ensemble de l'exercice 2020.

-8,1%

Baisse du chiffre d'affaires de Volkswagen sur les trois premiers mois de l'année

EMMANUEL EGLOFF @ee@egloff

AUTOMOBILE De nombreux industriels se gardent de faire des prévisions en cette période particulièrement troublée par la pandémie liée au Covid-19 et ses conséquences économiques désastreuses. Les géants allemands Volkswagen et Daimler, eux, prennent quelques risques en tablant sur un profit opérationnel sur l'ensemble de l'année 2020. Les chiffres du premier trimestre montrent, pour les deux groupes, la violence de la crise. Chez Volkswagen, le chiffre d'affaires recule de 8,1 % sur les trois premiers mois de l'année, à 55,1 milliards d'euros,

ce qui est relativement peu compte tenu d'une chute de ses ventes de véhicules de 23 %. Le résultat d'exploitation s'effondre, lui, de 81 %, à 0,9 milliard. Pour Daimler, qui possède les marques automobiles Mercedes et Smart, le chiffre d'affaires recule de 6,3 %, à 37,2 milliards d'euros, avec un recul des véhicules vendus de 16,7 %. Là aussi, l'impact sur le résultat d'exploitation est très fort, avec une chute de 77,9 %, à 617 millions.

Aides à l'achat

Surtout, l'impact de la crise sera plus fort au deuxième trimestre. Les deux constructeurs s'attendent ainsi à essuyer une perte d'exploitation sur la période. « Au

deuxième trimestre, avril devrait être le pire mois, mai devrait être le meilleur », a affirmé Harald Wilhelm, directeur financier de Daimler. Sur l'année, Volkswagen s'attend à un recul des ventes de voitures dans le monde compris entre 15 et 20 %. Un choc suffisant pour inciter les dirigeants des constructeurs à demander la mise en place d'aides à l'achat de véhicules neufs par le gouvernement allemand. « Nous avons besoin d'une décision rapide sur les aides aux acheteurs », a déclaré Frank Witter, le directeur financier de Volkswagen. « Une simple incitation serait efficace », estime pour sa part Ola Källenius, le président du directoire de Daimler.

Les deux groupes ont réagi de manière identique à la crise, comme la majorité des constructeurs automobiles, en fermant rapidement les usines. Objectif : préserver les liquidités. Daimler a tout de même brûlé 2,3 milliards de cash sur la période. Mais le géant de Stuttgart conserve une position nette de liquidité de 9,3 milliards d'euros. De quoi lui permettre de passer la crise. « Nous serons prêts à répartir, quand – et si – le rebond du marché arrive », a expliqué Ola Källenius. Les usines de Volkswagen, également fermées, commencent à redémarrer. Ce qui était déjà le cas en Chine, le premier marché automobile dans le monde qui a, aussi, été le premier pays touché

par l'épidémie. Chez Daimler, seuls les investissements consacrés à la mobilité électrique ont été maintenus. Le groupe a bien l'intention de respecter les objectifs d'émission de CO₂ fixés par l'Europe, malgré l'ampleur de la crise.

Les investisseurs ont apprécié ces publications, jugées solides dans un contexte hors normes. À la Bourse de Francfort, le titre Daimler s'appréciait de 3,85 % en séance mercredi, quand celui de Volkswagen bondissait de 5,32 %. Ils sont encore en forte baisse depuis le début de l'année (-36 % et -19 % respectivement), mais les deux constructeurs allemands ont montré qu'ils étaient capables de résister à cette nouvelle crise. ■

ENTREPRISES

37

La lutte des centres commerciaux pour rouvrir dès le 11 mai

Unibail-Rodamco-Westfield et Klépierre tentent de convaincre les préfets d'autoriser leurs 28 centres de plus de 40 000 mètres carrés à ouvrir.



Mercredi, au centre commercial Westfield Carré Sénart, à Lieusaint (Seine-et-Marne). FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

+0,1%

Hausse des loyers perçus par Klépierre au premier trimestre

EMMANUEL EGLOFF @eegloff

DISTRIBUTION Les foncières propriétaires de grands centres commerciaux tels Unibail-Rodamco-Westfield et Klépierre seront-elles privées de déconfinement ? Dans son discours devant l'Assemblée nationale mardi, le premier ministre a expliqué qu'à partir du 11 mai, « l'ouverture des commerces comprendra une exception pour les centres commerciaux qui ont une zone de chalandise qui va au-delà du bassin de vie et qui génère des déplacements et des contacts que nous ne voulons pas encourager ».

Pour ces grands centres, que le premier ministre a définis comme ceux « de plus de 40 000 m² », ce sera au préfet de décider s'ils

ouvrent ou pas. Klépierre et Unibail-Rodamco-Westfield sont particulièrement concernés : il y a une soixantaine de centres commerciaux de plus de 40 000 m² en France. Unibail-Rodamco-Westfield en possède 16, et Klépierre 12. Ces gros porteurs, dont l'activité est bien meilleure que la moyenne du commerce en France depuis des années, grâce aux efforts de leurs promoteurs pour attirer les enseignes les plus performantes, risquent donc de plus souffrir à l'occasion du déconfinement.

Klépierre confirme qu'il « consacre son énergie à l'organisation de la réouverture » en concevant des « protocoles sanitaires précis ». Limitation de l'accès des visiteurs, gestion des files d'attente avec marquage au sol, port de masques et

contrôle de température... Il va falloir convaincre les préfets du sérieux et de l'efficacité de ces mesures.

Ces incertitudes sont aussi un casse-tête pour Unibail-Rodamco-Westfield, le leader des mega-centres commerciaux. Le groupe n'a pas dévoilé sa stratégie pour convaincre les préfets à l'occasion de la publication de ses résultats trimestriels.

Loyers en négociation

L'impact du Covid-19 ne s'est pas encore fait sentir dans les comptes de la foncière. Le chiffre d'affaires s'établit à 790,3 millions d'euros, en progression de 1,7 % sur un an. La situation est identique chez Klépierre, qui possède plus de 100 centres commerciaux en Europe. Le groupe affiche des revenus localisés

stables à périmètre constant (+0,1%), à 252,8 millions d'euros, sur les trois premiers mois de l'année. En données publiées, ils affichent un recul de 4,7 % en raison de cessions.

Pourtant, sur cette période, les mesures de lutte contre la pandémie ont commencé à être prises partout en Europe. Dans de nombreux pays - France, mais aussi Italie, Espagne, Portugal ou Pologne - les gouvernements ont décidé de fermer les commerces qui ne sont pas de première nécessité (notamment supermarchés, épiceries, pharmacie).

Cela réduit à zéro leur chiffre d'affaires et rend compliqué le paiement des loyers. Les foncières ont mis en place des mesures de soutien pour leurs commerçants,

par exemple en reportant le paiement du loyer d'avril au second semestre pour Klépierre. Des mesures qui n'empêchent pas une franche opposition entre les représentants des commerçants touchés et les bailleurs. Notamment en France. Dans l'Hexagone, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, a demandé à annuler purement et simplement les loyers du deuxième trimestre pour les très petites entreprises (TPE), qui réalisent moins de deux millions d'euros de chiffre d'affaires par an. Ce que les grands bailleurs, dont les foncières, ont accepté. Mais les grandes enseignes veulent également en bénéficier, ce que refusent les propriétaires. Un médiateur a été nommé pour superviser les négociations. ■

Choisir les entreprises fragiles à aider, un casse-tête

Si le verrier Arc a acquis le soutien de Bercy, les matelas Treca n'ont pas obtenu de prêt garanti par l'État.

Faute de PGE, nous serions contraints de mener une lourde restructuration

CHARLES-HENRI DÉON, PRÉSIDENT D'ADOVA GROUP

ENTREPRISES La doctrine de Bercy est claire : les soutiens au financement mis en place par le gouvernement, notamment les PGE (prêts garantis par l'État), ont pour but d'éviter qu'une entreprise ne fasse faillite à cause de la pandémie ; mais les PGE ne sont pas recommandés pour les sociétés déjà trop fragiles avant la crise. Dans la pratique cependant, trier le bon grain de l'ivraie n'est pas toujours simple.

Mercredi, Bruno Le Maire a annoncé que l'État allait accorder un prêt de 31 millions d'euros au verrier Arc International, fabricant des marques Arcoroc, Cristallerie d'Arques ou Arcopal. Et ce, via le fonds de développement économique et social (FDES), piloté par les équipes

de Bercy chargées d'épauler les entreprises en difficulté (le Ciri pour celles de plus de 400 salariés). Pour faire face à la crise, le gouvernement a relevé de 75 millions à 1 milliard d'euros le budget annuel du FDES. Arc International est le premier financement accordé depuis. D'ici fin juin, le Ciri va travailler pour demander des contreparties aux actionnaires, les prêts du FDES étant toujours accompagnés d'une mise de fonds privés. Bruno Le Maire a demandé à la région Hauts-de-France de participer « à ce redressement ».

Certes, le FDES a été renforcé pour venir en aide à des entreprises ne pouvant accéder aux PGE du fait de leur fragilité. En l'occurrence,

Arc n'a plus accès aux financements bancaires depuis la restructuration de 2015 : l'entreprise, alors au bord du dépôt de bilan, avait été reprise par un fond américain. L'an dernier, il a fallu réinjecter 120 millions d'euros, dont 30 millions d'argent public (État, région, agglomération). Même si l'activité commençait à se redresser avant la pandémie, Arc est, sur le fonds, une entreprise sur la corde raide. Mais elle emploie encore 4 600 personnes dans le Pas-de-Calais...

Médiation du crédit

À l'inverse, certaines entreprises rentables ne comprennent pas pourquoi un PGE leur est refusé. C'est le cas du fabricant de matelas

Adova Group (marques Simmons, Treca, Diva), qui a essuyé lundi un « ni et non » de trois banques. À la peine par le passé, l'ex-Cauval a été repris en 2016 par le fonds Perceva. Dunlop, qui faisait partie du groupe, a été placé en redressement judiciaire fin 2019, puis a été vendu. « Mais Adova s'est redressé et est rentable, avec un Ebitda (excédent brut d'exploitation) de 5 millions d'euros en 2019, pour 180 millions de chiffre d'affaires. Cela n'a pas de sens de nous juger sur un passé de cinq ans. Faute de PGE, nous serions contraints de mener une lourde restructuration », tempête son président, Charles-Henri Déon. Et de souligner que l'entreprise remplit les critères permettant d'obtenir quasi

automatiquement un PGE : capitaux propres positifs, pas de déclaration de cessation de paiements depuis 18 mois, notation Banque de France correcte. Les difficultés de la filière, et notamment de Conforama, ont pu refroidir les banques.

Tout n'est pas perdu pour Adova car Charles-Henri Déon a fait appel au médiateur du crédit mardi. « Cette médiation peut effectivement être le moyen pour aider les entreprises à trouver la solution la plus adaptée à leur situation », souligne-t-on à la Fédération bancaire française. À Bercy, on rappelle que le taux de refus des PGE ne dépasse pas 2,6 % et que 50 milliards d'euros de prêts ont déjà été accordés à 323 000 entreprises. ■ C.C.

Les PME se démènent pour prendre le train de la reprise

Depuis le début du confinement, elles ont tout fait pour garder le lien avec leurs clients et préparer l'avenir.

OLIVIA DETROYAT, VÉRONIQUE GUILLEMERD, MATHILDE VISSEYRES, CÉCILE CROUZEL ET MARC LANDRE

PME Faire des demandes de chômage partiel, de prêts garantis par l'État, surveiller la trésorerie : en ces temps de crise, la vie des patrons de PME est centrée sur les finances. Mais pas seulement. Depuis le début du confinement, ils se démènent pour garder le lien avec les clients, y compris dans les secteurs fermés. Car c'est le meilleur moyen de préparer la reprise. « Notre équipe commerciale est toujours restée en contact avec les détaillants. Elle les a aidés en les informant des mécanismes d'aide », témoigne, à l'heure de la proche réouverture, Christel Boniface, la dirigeante de Stella Forest, une marque de prêt-à-porter vendue essentiellement en magasins indépendants.

Et cela vaut même lorsque la date de réouverture est encore inconnue. La brasserie Castelain, dans le Pas-de-Calais (Castelain, Ch'Ti, Jade...), a perdu 35 % de son chiffre d'affaires avec la fermeture des cafés et des restaurants. Mais si ses commerciaux dédiés sont en chômage partiel, les responsables de service sont, eux, en activité pour

maintenir le lien avec ces clients essentiels. Cette PME familiale de 50 salariés participe aussi à l'initiative nationale « J'aime mon bistrot », qui aide financièrement restaurants et cafés. « Nos destins sont liés, donc c'est important de les soutenir », souligne Nicolas Castelain, son patron. Au sein de la filiale française de Segafredo (marque éponyme de café, San Marco...), les équipes préparent le plan de relance du « hors domicile », en incluant des mesures pour les clients. « Nous tenons nos équipes prêtes pour des choses aussi simples qu'aider les baristas à remettre en route leurs machines, mais aussi pour accompagner nos clients sur le plan de la trésorerie et de la communication », détaille Nicolas Peyresbranques, le DG de la filiale française, membre aussi de « J'aime mon bistrot ».

Même dans le tourisme, où l'avenir est plus qu'incertain, il n'est pas question que les consommateurs se heurtent à un mur. Après avoir géré le rapatriement d'environ 4 264 clients coincés à l'étranger, une dizaine de collaborateurs du spécialiste marseillais des îles tropicales Exotisme (70 salariés) traite des centaines de mails chaque jour, venant de particuliers et d'agences



STELLAFOREST

Notre équipe commerciale a aidé les détaillants en les informant des mécanismes d'aide

CHRISTEL BONIFACE, DIRIGEANTE DE STELLA FOREST

de voyages, pour des demandes de remboursement, d'avoirs ou de report. « On a aussi quelques commandes pour des voyages fin 2020 et début 2021 », assure Georges Cisteros, cofondateur et directeur général. Chez MS Vacances, qui a cinq campings sur les côtes atlantique et méditerranéenne, on veut que tout soit prêt pour les vacanciers : début avril, les jardiniers ont désherbé, tondu les pelouses et taillé les haies. Les techniciens ont remis en état l'électricité, la plomberie, la peinture, et mis en marche les piscines. « Le gros ménage de printemps est fait, explique Guy Raimbaud, propriétaire de l'entreprise. Quand nous pourrions rouvrir, un rafraîchissement suffira. »

Motiver les salariés

De la même manière, Pascal Brouard, PDG des nouvelles menuiseries Grégoire, a fait le choix de maintenir sa production de fenêtres et de portes, même si les chantiers de BTP tournaient au ralenti, afin d'être prêt à remonter en cadence lors de reprise de la demande de ses clients, artisans ou grands groupes. Il lui a fallu pour cela réorganiser l'usine et instaurer un roulement des équipes par semaine. « Nous

avons décalé de vingt minutes en vingt minutes la prise de poste, réorienté les tables de montage afin d'éviter la position face à face des salariés, défini des zones de travail par couleur et tracé des chemins d'accès. » Les commerciaux sont en relation régulière avec les clients. « Ils continuent à établir les côtes des commandes », explique le PDG.

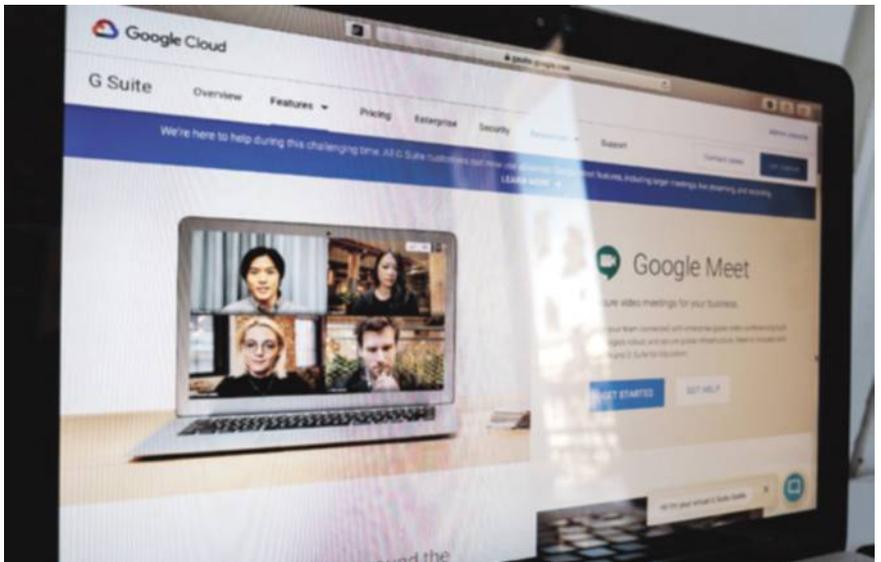
Pour assurer l'avenir à plus long terme, ces patrons de PME continuent à faire de la prospection commerciale. « On essaye de convaincre une chaîne de quinze hôtels en Belgique de nous choisir. Même si ce n'est pas si facile de montrer nos projets, nos visuels, en faisant tout à distance en visioconférence », raconte Stéphane, patron d'une agence de communication tourangelaise. Plus inattendu, pour d'autres cette crise a été l'occasion de mettre en place de nouvelles méthodes de prospection, qui se sont avérées plus efficaces. C'est le cas de Metron, une PME de 120 personnes spécialisée dans la réduction de la consommation énergétique dans l'industrie grâce à l'intelligence artificielle. « Avant, on se rendait dans les usines en Europe, en Asie, en Amérique latine, pour convaincre de la pertinence de notre solution. Depuis le confinement, nous

avons organisé des visioconférences : des dizaines de prospects y assistent et posent des questions. Ça marche ! On a gagné pour 2 millions d'euros de contrats depuis le confinement. Avec un bilan carbone nul », témoigne le PDG, Vincent Sciandra.

L'autre grand enjeu est de maintenir intacte la motivation des salariés. « Ma priorité est de garder toutes les compétences à bord, appuie le patron de la brasserie Castelain. On est transparent sur ce qu'on traverse et ce qu'on met en place au jour le jour. On continue à féliciter les anniversaires via WhatsApp. » Une tâche plus facile dans ces petites structures, souvent familiales. « J'appelle régulièrement les filles de nos douze boutiques en propre, qui sont en chômage partiel. C'est crucial de garder le lien humain », raconte Christel Boniface. Certains estiment que cette épreuve sera bénéfique. « La communication est moins formelle. Le télétravail fonctionne bien », estime Vincent Sciandra. Et c'est l'occasion de se former. « Nous attaquons plus tôt que prévu nos packs de formations réglementaires. Nous avons aussi mis en place des formations sur l'outil digital », souligne Philippe Malatier, fondateur de K&P Finance, un cabinet de gestion de patrimoine. ■

Pour concurrencer Zoom, Google étend son service de visioconférence

Le géant américain offre Meet aux 2 milliards d'utilisateurs de ses services bureautiques en ligne.



GUILAUME GUICHARD
@guillaume_gul

VISIOCONFÉRENCE Avec le confinement presque généralisé à l'échelle du globe, le marché de la visioconférence est en plein essor. Les uns après les autres, les géants du numérique se lancent à la poursuite de Zoom, service qui rencontre un grand succès depuis fin février. Hier, Google a annoncé son offensive en offrant sa solution Meet au grand public, de façon progressive à partir du 4 mai. Il est le deuxième grand acteur technologique américain à défier Zoom, le spécialiste du sujet avec ses 300 millions d'utilisateurs. Vendredi dernier, Facebook a lancé Messenger Rooms, qui permet de se réunir en vidéo avec ses amis.

Pour saisir une partie de ce marché en plein boom, Google a fait le choix d'offrir gracieusement au grand public son service payant Meet, pensé initialement pour les entreprises. Jusque-là, les particuliers disposaient de l'application mobile Duo. « Le cœur de notre stratégie est de proposer nos services à la fois aux consommateurs et aux entreprises », explique au Figaro Javier Soltero, vice président de G Suite, la solution Google pour le travail collaboratif en entreprise. Il s'agissait d'ailleurs du dernier service réservé aux abonnés payants non encore accessible gratuitement. Meet, doté de toutes ses fonctionnalités premium (accueil de 250 participants pour les entreprises, 100 pour les particuliers et affichage de 15 d'entre eux à l'écran, sous-titrage automatique en anglais, par exemple) sera entièrement gratuit pour tous jusqu'au

30 septembre. Puis les fonctionnalités les plus avancées redeviendront payantes.

Pour Google, il s'agit de ne pas rester sur le bord de la route à l'heure où entreprises et particuliers se ruent sur les services de visioconférence. Car, pour l'instant, c'est surtout l'application Zoom qui, malgré certaines faiblesses de sécurité, a rafilé une bonne partie de l'explosion des usages. Ceci dit, bien que seulement accessible aux professionnels, Meet n'est pas en reste depuis le début du confinement. « Nous en sommes à 3 millions de nouveaux utilisateurs chaque jour,

3 millions de nouveaux utilisateurs de Meet chaque jour

trente fois plus depuis janvier », détaille Javier Soltero, entrepreneur passé par Microsoft.

Comment Google compte-t-il tirer son épingle du jeu dans un marché où l'offre est déjà importante ? Il va le rendre accessible

sur la page principale de Gmail, aux côtés de Google Chat, sa messagerie instantanée. « Nous devons placer nos services au plus près d'où se trouvent nos utilisateurs », explique Javier Soltero. De quoi faire connaître Meet aux 2 milliards d'utilisateurs de Gmail, augmenter drastiquement son usage, et inciter une partie de ces utilisateurs à passer en premium ensuite. Google escompte que ces millions de nouveaux utilisateurs qui ont découvert la visioconférence ou les « télé-apéros » durant le confinement devraient continuer à utiliser ces services après.

Fidèle à sa politique de zéro publicité ciblée sur ses services comme Gmail - une décision prise en juin 2017 -, « Google s'engage à ne pas exploiter les données personnelles sur Meet, ni non plus à écouter les conversations afin d'affiner les profils de ses utilisateurs », promet Javier Soltero. En somme, les règles appliquées dans G Suite pour les professionnels sont maintenues pour Meet grand public. Quant à la sécurité, Google met en avant que son service est déjà utilisé par des entreprises très soucieuses sur le sujet, comme Veolia ou la Macif. ■

Google va rendre accessible Meet sur la page principale de Gmail, aux côtés de Google Chat, sa messagerie instantanée.
RICCARDO MILANI / HANS LUCAS VIA AFP

Malgré la tempête, le géant américain résiste bien

Alphabet se montre relativement optimiste pour les prochains mois. D'abord grâce aux performances de YouTube au cours des dernières semaines, ensuite grâce au chiffre d'affaires de son activité cloud

PIERRE-YVES DUGUA @PDugua
WASHINGTON

Alphabet n'est pas épargné par l'effondrement général de la publicité depuis la mi-mars. Pour autant, la maison mère de Google se montre relativement optimiste pour les prochains mois. D'abord grâce aux performances de YouTube au cours des dernières semaines : confinés, les internautes du monde entier passent de plus en plus de temps sur la plateforme vidéo, encourageant les annonceurs à y placer certains types de messages publicitaires.

Autre belle performance : le chiffre d'affaires de son activité cloud (informatique dématérialisée) s'est envolé de 52 % au cours du premier trimestre. Google a énormément investi dans ce domaine depuis plusieurs mois afin

de réduire sa dépendance à l'égard de la publicité. Sundar Pichai, le PDG d'Alphabet, précise que les contrats de services sur le cloud prennent plus de temps à négocier ces dernières semaines, mais la dynamique reste forte et positive.

Chute de recettes

Reste que plus de 75 % du chiffre d'affaires d'Alphabet provient toujours de la publicité. Ruth Porat, la directrice financière d'Alphabet, reconnaît que le « grand advertising », c'est-à-dire les messages publicitaires qui font la promotion d'une marque en général, est moins utilisé par les clients de YouTube depuis la mi-mars. En revanche, les spots publicitaires sollicitent une réponse directe pour inciter à acheter un produit « ont continué tout au long du trimestre d'afficher une croissance

substantielle par rapport à l'année dernière », explique-t-elle.

« Le second trimestre sera difficile », prévient-elle toutefois. En mars, les recettes tirées des publicités qui apparaissent au moment où l'internaute fait appel au moteur de recherche, ont chuté de plus de 10 %. À court terme, Google est clairement vulnérable face à l'effondrement de l'activité de milliers de petites entreprises qui, en temps normal, ont recours à ses plateformes pour se faire connaître. L'évanouissement du tourisme et de la demande de voyages est une autre source de chute de recettes pour Google. Des sites comme Booking.com, Priceline, Kayak et Expedia réduisent massivement leurs annonces publicitaires sur Google.

Si la recherche d'informations sur Google augmente, il s'agit surtout de recherches relatives au

Covid-19 qui ne sont pas facilement monétisables. Le grand succès de ses applications pour aider des millions d'étudiants confinés à se connecter avec leurs écoles et universités, est également sans retombée économique à court terme, car elles sont gratuites.

La crise née du confinement général ne s'étant réellement manifestée qu'au cours des quinze derniers jours du trimestre, Alphabet affiche un gain de 14 % de son chiffre d'affaires sur la période, à plus de 42 milliards de dollars, et une progression de 3 % de ses bénéfices à 6,8 milliards de dollars. Le groupe a annoncé la semaine dernière un plan d'économies, visant à ralentir la hausse de ses dépenses. Ses effectifs n'augmenteront pas de plus de 20 % cette année. Sundar Pichai a aussi confirmé la réduction des dépenses de marketing. ■

LA SÉANCE DU MERCREDI 29 AVRIL

LE CAC	BOUR	SVAR	HAUT/BOUR	BAS/BOUR	%CAP.ECH	31/12	BOUR	SVAR	HAUT/BOUR	BAS/BOUR	%CAP.ECH	31/12	
ACCOR	26,87	+3,87	26,95	25,57	0,34	-35,64	MICHELIN ▲	90,12	+2,97	90,72	87,4	0,224	-17,4
AIR LIQUIDE ▲	120,15	+0,46	120,75	117,5	0,28	-4,75	ORANGE	11,2	-0,44	11,26	11,035	0,286	-14,63
AIRBUS	58,39	+0,42	58,46	51,6	0,626	-5,25	PERNOD RICARD	137,95	-1,7	139,05	134,4	0,131	-13,46
ARCELORMITTAL SA	10,746	+0,25	10,754	9,553	0,271	-3,13	PEUGEOT	13,68	-5,23	13,716	12,745	0,392	-35,77
ATOS	67,96	+3,29	69,1	64,48	0,581	-8,56	PUBLICIS GROUPE SA	28,68	+4,86	28,87	25,8	0,602	-28,84
AXA	16,59	+3,82	16,97	15,914	0,444	-33,93	RENAULT	19,6	+7,89	19,6	18	0,806	-53,53
BNP PARIBAS ACT A	30,7	+3,72	31,095	29,275	0,584	-4,89	SAFRAN	87,3	+6,08	87,42	80,68	0,271	-36,58
BOUYGUES	29,74	+4,61	29,74	27,66	0,345	-21,49	SAINT-GOBAIN	25,45	+6,98	25,45	23,66	0,149	-30,27
CAPGEMINI	88,12	+3,67	89,68	85,44	0,364	-9,08	SANOFI	90,7	-1,62	91,91	89,7	0,162	+1,21
CARREFOUR	13,895	+3,73	14,095	13,66	0,596	-7,06	SCHNEIDER ELECTRIC	86,34	-1,31	86,98	83,66	0,208	-15,64
CREDIT AGRICOLE	17,46	+0,72	17,558	17,278	0,414	-4,007	SOITE GENERALE ▲	15,006	+4,47	15,006	14,7	0,371	-49,68
DANONE	62,34	+3,29	63,08	61,26	0,28	-15,37	SOLEXIS	74,66	+1,71	74,66	69,82	0,177	-29,33
DASSAULT SYSTEMES	136,2	-0,18	137	132,25	0,121	-7,06	STMICROELECTRONICS	24,97	+2,76	24,97	24,15	0,313	+4,17
ENGIE	9,99	+6,62	10,01	9,362	0,366	-30,63	THALES	72,54	+2,84	72,78	69,96	0,117	-2,16
ESSILORLUXOTTICA	111,35	+2,63	112,45	108	0,361	-18	TOTAL	33,82	+3,13	34,145	33,04	0,319	-31,26
HERMES INTL	681,2	+0,65	686,2	672,8	0,306	+2,25	UNIBAL-RODAMCO-WE	56,96	+6,55	56,96	53,56	1,008	-59,5
KERING	476,45	+2,03	479,95	455,45	0,118	-8,58	VELIA ENVIRON	20,15	+4,22	20,15	19,15	0,28	-15,01
L'OREAL	256,2	+0,71	257,8	251,8	0,105	-2,95	VINCI	75,82	+0,99	76,14	73,7	0,208	-23,41
LEGRAND	63,94	+3,53	63,94	61,32	0,126	-11,98	VIVENDI	20,06	+2,27	20,06	19,455	0,208	-23,31
LMVH	359,8	+0,78	359,8	350,05	0,107	-13,13	WORLIDLINE	63	+0,35	63,42	60,82	0,384	-0,24

LES DEVICES MONNAIE 1 EURO

MONNAIE	1 EURO
AUSTRALIE	1,6555 AUD
CANADA	15,129 CAD
DOLLAR AUSTRALIEN	0,8738 GBP
DOLLAR CANADIEN	8,4029 HKD
DOLLAR DE HONG KONG	165,52 JPY
DOLLAR DE JAPON	105,71 CHF
DOLLAR SUISSE	108,42 USD
DOLLAR ETATS-UNIS	3,136 TND
DOLLAR TUNISIEN	11,003 MAD
DOLLAR MAROCAIN	7,5767 TRY
DOLLAR TURQUE	17,09 EGP
DOLLAR EGYPTIENNE	7,6723 CNY
DOLLAR CHINOIS	820,025 INR
DOLLAR INDIEN	139,55 DZD
DOLLAR ALGERIEN	

SICAV ET FCP VALEURS LIQUIDATIVES EN EUROS (OU EN DEVICES), HORS FRAIS

MONNAIE	1 EURO
BANQUE PALATINE	39,26 27/04/20
BELGEUSE	391,06 27/04/20
BELLATRIX C	41,33 27/04/20
SIRIUS	

L'OR COTATION QUOTIDIENNE ASSURÉE PAR L'OOMIS-CPOR

OR	JOUR	VEILLE	31/12
LINGOT DE KILOEN	50010	52000	+14,26
NAPOLÉON	323,6	328,2	+24,99
PIECE 10 DOLL US	926	926	+38,72
PIECE 10 LORANS	321	324	+23,65
PIECE 20 DOLLARS	1820	1840	+21,41
PIECE 20P FUNDSE	322	322	+23,89
PIECE 500 US (H)	458	458	+15,95
PIECE 50 PESOS MEX	2089,75	2089,75	+26,04
PIECE FR 10 FR (H)	175	175	+38,48
PIECE 100 US (H)	330	330	+29,91
PIECE LATINE 20P	319	319	+25,69
SOVERAIGN	385,2	379,9	+17,08
KRUGGERAND	1799,75	1799,75	+23,27

RETROUVEZ WANSQUARE
SITE D'INFORMATIONS EXCLUSIVES
WWW.WANSQUARE.COM

RENAULT : L'UNION EUROPÉENNE APPROUVE UN PRÊT DE 5 MILLIARDS D'EUROS GARANTI PAR L'ÉTAT FRANÇAIS

La Commission européenne a approuvé mercredi l'octroi d'un prêt garanti par l'État français de 5 milliards d'euros à Renault. Ce projet, à l'étude depuis plusieurs semaines, devrait pouvoir se concrétiser rapidement. La pandémie de coronavirus a mis à plat les constructeurs auto du monde entier : il y a moins d'une semaine, Renault a fait état d'une chute de 19,2 %

de son chiffre d'affaires trimestriel. Rasurant sur la solvabilité du groupe, sa directrice générale par intérim, Clotilde Delbecq, avait précisé que ce prêt serait « un fillet de sécurité ». Cet argent « va aider Renault à obtenir les liquidités dont il a besoin urgemment pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie », affirme Margrethe Vestager. La

vice-présidente de la Commission européenne, chargée de la Concurrence, prédisait avoir « coopéré étroitement avec la France pour que ce soutien soit mis en place aussi rapidement et efficacement que possible dans le cadre des règles européennes de la concurrence. » En temps normal, les règles européennes sur les aides d'État sont strictes : la

Commission européenne ne délivre son feu vert qu'au compte-gouttes. À cause du désastre économique causé par la pandémie, la Commission se montre plus flexible afin de ne pas menacer l'existence des entreprises et les emplois en dépendant. De son côté, l'État français a exigé de Renault le renoncement aux dividendes de cette année.

Ce prêt de 5 milliards d'euros ne remet pas en cause un plan d'économies de 2 milliards d'euros sur trois ans, prévu par le constructeur français. Ce plan pourrait inclure des fermetures de sites. Comme ses concurrents, Renault a suspendu ses activités dans la plupart de ses marchés, en mars. Un lent redémarrage est en cours. ■ M.V.

Delphine Ernotte : « France Télévisions prépare l'avenir »

La PDG du groupe public annonce un « pacte de transition » et se tient prête à maintenir France 4.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ENGUÉRAND RENAULT @erenault

AUDIOVISUEL. La patronne du groupe audiovisuel public tire les leçons de la crise et se projette dans l'avenir.

LE FIGARO. - Après le choc de la crise, comment préparez-vous l'avenir ?

Delphine ERNOTTE. - J'ai été bluffée par la capacité des équipes de France Télévisions à réagir à la crise avec l'information, les cours sur France 4 ou une programmation adaptée comme le cinéma ou les programmes courts de fiction. Notre objectif a été d'être au service de nos publics et de nos partenaires, en étant au rendez-vous des attentes et ainsi contribuer aux efforts du pays à faire face à cette pandémie. Nous devons rester concentrés avec le même état d'esprit. C'est pourquoi je présente aujourd'hui un « pacte de transition » pour nous adapter à cette situation, avec un pilier social pour nos collaborateurs, un pilier citoyen pour l'offre de programmes, un pilier économique avec la filière audiovisuelle et enfin un pilier européen car c'est à cette échelle que se construit la réponse à la crise.

Quel sera l'impact social ?

Nous allons respecter toutes les règles de prudence fixées par le gouvernement. Le retour complet des équipes ne se fera pas avant septembre. Dès la fin mai, nous reprendrons progressivement les tournages tout en respectant les règles sanitaires. Par ailleurs, je demande à toutes les

équipes de poursuivre le télétravail jusqu'à la mi-juin. Comme nous devons apprendre à vivre avec le virus, nous accompagnerons le retour progressif dans les locaux, en équipant tous les salariés de masques. Nous maintenons un dialogue nourri avec les organisations syndicales afin de gérer le retour à la normale et de nous adapter. Nous allons questionner tous les salariés pour leur demander comment ils ont vécu cette période.

Allez-vous maintenir France 4 ?

Les innovations que France 4 a mises en place ont rencontré une véritable adhésion des citoyens. C'est un actif important sur lequel il faut capitaliser. Si l'émission éducative Lumni a été créée en 48 heures sur nos antennes et en ligne, c'est grâce au travail de transformation que nous avons mené ces dernières années. Le 16 avril, Franck Riester m'a demandé de réfléchir à un plan de maintien de France 4. Je lui ai fait des propositions dès le lendemain. Nous mettons tout en œuvre pour poursuivre ces programmes éducatifs tout au long de l'année 2020. À court terme, les cours se poursuivront jusqu'au 4 juillet et il y aura des programmes éducatifs cet été et à la rentrée.

Et France Ô ?

La crise nous a montré combien nos compatriotes ultramarins ont besoin de maintenir un lien avec leurs familles. Depuis le confinement, France Ô a mis en avant tous les journaux de nos stations ultramarines pour préserver ce lien. Nous allons poursuivre cette ligne éditoriale.

Delphine Ernotte,
présidente de France
Télévisions.

JEAN-CHRISTOPHE
MARMARA/LE FIGARO

J'ai été véritablement bluffée par la mobilisation, l'énergie et la conscience professionnelle dont a fait preuve l'ensemble du personnel de France Télévisions



Pourtant, les deux chaînes devaient être stoppées le 9 août. Ce n'est pas à moi de décider de cela, mais en revanche je mets tout en œuvre pour que nous puissions nous adapter aux nouvelles attentes.

Cela remet-il en cause le plan d'économie ?

Non. Je m'inscris dans les orientations budgétaires prévues par le gouvernement et le budget 2020. Évidemment, il nous faudra sûrement nous ajuster avec l'impact de cette crise.

Allez-vous poursuivre la réduction des effectifs ?

Nous sommes engagés dans un accord social qui prévoit à la fois des départs, une nouvelle méthode de dialogue social et des projets de transformation. Ce cadre se poursuit jusqu'à la fin de 2022. Il n'y a aucune raison de le remettre en cause.

Vous voulez aider votre écosystème. Comment ?

Le secteur de la culture a été le deuxième le plus touché par la crise. Nous avons une grande responsabilité. Tout l'été, nous allons mettre en place une programmation exceptionnelle pour soutenir les festivals annulés, le théâtre et le spectacle vivant. Nous maintiendrons aussi notre programmation quotidienne de cinéma en la diversifiant avec du cinéma patrimonial d'auteur français et européen tout au long de l'été. Je tiens à ce que nous poursuivions aussi notre soutien à la presse et au monde des livres.

France Télévision va-t-elle aider la production ?

France Télévisions est de très loin le premier investisseur dans la production. Dès le début de la crise, j'ai travaillé en lien permanent avec Dominique Boutonnat qui a

agi avec le CNC. Nous avons pris des mesures d'urgence en réduisant les délais de paiement des producteurs et en maintenant le développement de nouvelles œuvres. Aujourd'hui, nous allons plus loin. Nous allons faire un effort exceptionnel en augmentant de 20 M€ notre investissement dans la création audiovisuelle. Nous allons aussi mettre en place un dispositif de soutien pour les intermittents avec qui nous travaillons régulièrement.

Faut-il une relance de l'Europe de la culture ?

La crise a laminé la production culturelle européenne et a renforcé la puissance des Gafa. Le combat que je mène depuis longtemps pour la souveraineté culturelle de l'Europe est encore plus d'actualité. Je milite pour un renforcement des alliances passées avec nos partenaires publics allemand et italien. La nécessité d'une construction européenne forte est indispensable. Pourquoi ne pas nous engager résolument dans la création d'une plateforme audiovisuelle nativement européenne, avec des partenaires publics et privés ?

La rentrée de septembre est-elle compromise ?

Nous serons au rendez-vous pour les téléspectateurs et nous aurons une offre riche et de qualité. Mais ce sera une rentrée particulière car nous ferons une large place au sport avec les événements repoussés comme Roland-Garros et le Tour de France. Je suis aussi vigilante à ce qu'il n'y ait pas de rupture brutale pour nos producteurs. Il y aura donc sûrement quelques aménagements. Nous lancerons en septembre une consultation citoyenne sur les attentes de nos publics et la véritable réforme de nos grilles aura lieu en janvier.

La loi audiovisuelle est proposée.

Et la nomination à la présidence de France Télévisions ?

Cette loi est indispensable à la fois parce qu'elle protège le secteur audiovisuel avec la régulation des plateformes globales et parce qu'elle renforce l'audiovisuel public. Je sais que le gouvernement y est très attentif. Concernant la présidence de France Télévisions, le CSA a fixé comme prochaine échéance juillet. Pour ma part, je suis concentrée sur la gestion de cette crise. ■

TF1 mise sur la fin d'année pour remonter la pente

Ses recettes publicitaires ont plongé de 10% au premier trimestre. Il a lancé un plan d'économie.

LE GROUPE TF1
AU PREMIER TRIMESTRE

494
millions d'euros
de chiffre d'affaires

356
millions d'euros
de recettes publicitaires

199
millions d'euros
de coût des programmes

ALEXANDRE DEBOUTE @axel_deb

AUDIOVISUEL. Alors que le groupe M6 a annoncé mardi un plan d'économies de 100 millions d'euros, son concurrent TF1 a fait état mercredi de performances au premier trimestre également impactées par la crise sanitaire, en détaillant les mesures d'économies qu'il compte lui aussi mettre en place. Le groupe a été affecté à partir de la mi-mars, enregistrant une baisse de 35 millions d'euros de son chiffre d'affaires publicitaire sur la période (-10 %).

Baisse des coûts de grille

« TF1 a réagi vite en ajustant ses coûts », souligne Philippe Denery, directeur général adjoint finances et achats. Dans le détail, les économies de programmes, en l'absence de capacité de tournage, ont compensé à hauteur de 23 millions cette baisse, « soit les deux tiers du manque à gagner ». Des économies complémentaires (voyages, charges diverses) ont permis, à l'arrivée, de contenir la baisse du résultat opérationnel à 42 millions, en recul de 33 % par rapport au premier trimestre de l'an dernier.

La crise actuelle pèse sur la publicité mais aussi sur les activités

de production (TF1 Production, Newen). Un tiers des 3 500 salariés du groupe a été mis en chômage partiel jusqu'à début mai. « Ce niveau baissera par la suite », assure Philippe Denery.

Confronté comme l'ensemble du marché à une baisse très forte de son revenu publicitaire, qui ne se redresse que très lentement depuis, le groupe audiovisuel s'attend à un deuxième trimestre plus rude. « L'impact sera plus fort », se limite à indiquer Philippe Denery. La filiale de Bouygues a déjà suspendu fin mars ses objectifs financiers, notamment celui d'un taux de rentabilité opérationnelle supérieur à 10 % cette année. Il ne donne aucune indication sur l'évolution de son activité sur le reste de 2020, espérant seulement que le marché publicitaire repartera sur les quatre derniers mois de l'année. TF1 ne s'interdit pas alors, si les affaires repartent effectivement, de revoir à la hausse ses dépenses de grille ; le groupe dit qu'il fera en tout cas mieux que son objectif annoncé en début d'année d'un coût annuel des programmes de 985 millions d'euros.

La grille de rentrée de TF1 sera « quasiment normale cet automne », veut croire le groupe, avec le retour de « Koh-Lanta » ou de « The Voice Kids » notamment. ■

Épargne, vie quotidienne, vie professionnelle, immobilier...

Tous nos conseils pour reprendre la main

MAI 2020 - N° 1169 MON CONSEILLER PRIVÉ

Le Particulier

EN KIOSQUE 4€90

PLACEMENTS SECURISER SES ACTIFS

IMPÔTS OBTENIR DES DÉLAIS

IMMOBILIER LA PRIÈRE SOUS PRESSION

ÉPARGNE SALARIALE QUEL PLAN CHOISIR ?

TEMPS DE TRAVAIL LES NOUVEAUX POUVOIRS DE L'EMPLOYEUR

CONSO SE FAIRE REMBOURSER SES VACANCES

SPÉCIAL CORONAVIRUS

FAIRE FACE À LA CRISE

LES DÉCISIONS À PRENDRE, LES ERREURS À ÉVITER

Vos droits et recours pour protéger votre patrimoine

Le 1^{er} magazine de la presse patrimoniale (source ACPM 2019)

DISPONIBLE EN KIOSQUE OU SUR COMMANDE Réf. 1169

PAR INTERNET
www.leparticulier.fr
rubrique Boutique

FRAIS DE PORT OFFERTS

PAR COURRIER affranchi
Le Particulier - Abonnements
4, rue de Mouchy 60438 Noailles Cedex

PAROLES
D'AGENCES

Pour un New Deal* média responsable

Il est temps de repenser le lien entre les marques, les médias et les consommateurs et de mettre en place une démarche responsable. Tous les acteurs du marché publicitaire doivent unir leurs forces pour y parvenir.

Par **Patrick Gouyou Beauchamps**,
président de Values.media

Le 17 mars 2020 à midi, nos vies ont basculé. Chacun a dû adopter de nouvelles habitudes, de nouvelles manières de vivre et de travailler pour tenir la barre, coûte que coûte.

Dès le début du confinement, de nouvelles solidarités ont émergé de toutes parts : marques, citoyens, médias, agences, institutions, associations. Ces initiatives nous rappellent que nos valeurs communes d'entraide ont plus de pérennité que l'équilibre fragile de notre économie mondialisée. Depuis, les arguties et visions prophétiques prolifèrent. Certains semblent savoir de quoi sera fait le « monde d'après ». Et en premier lieu qu'il ne sera pas « le monde d'avant ». Faisons preuve d'humilité dans notre connaissance de l'avenir et gardons-nous de croire que le temps se découpe à notre convenance. La crise que nous traversons est un révélateur de nos fragilités. Comme l'écrivait récemment Edgar Morin : « l'arrivée d'un imprévisible était prévisible, mais pas sa nature. D'où ma maxime permanente : "Attends-toi à l'inattendu." » S'il faut s'attendre à l'inattendu, rien n'empêche, en revanche, de s'y préparer. Nous devons profiter de cette épreuve singulière pour penser nos horizons de progrès. Aussi bien dans nos existences individuelles, que dans nos métiers et notre société. Rien ne nous empêche par exemple de prendre acte des conséquences de nos actions court-termistes sur la marche vacillante du monde. Rien ne nous interdit d'interroger l'utilité, les paradoxes et le sens de nos métiers à l'aune de cette crise.

Nous pouvons tous agir, dès à présent

Devenons des consommateurs éclairés, informés. Ayons conscience des choix que nous faisons et des conséquences qu'ils impliquent. Privilégions la qualité sur la quantité, la valeur sur le prix, soyons responsables ! L'indépendance et la souveraineté ont un prix. Celui du choix. Soutenons également les médias dont la mission première est de diffuser une information pluraliste, de créer un lien démocratique où chacun peut alimenter

sa curiosité, construire son opinion et analyser. Donnons de la valeur à l'information fiable et de qualité. Dans une période incertaine, faisons en sorte que cette intermédiation démocratique continue de jouer son rôle sereinement.

Participons à des projets collectifs porteurs de sens et conformes à nos valeurs. Les initiatives collectives à l'œuvre en temps de crise sont des exemples de solidarité qui doivent perdurer. Questionnons sans cesse la valeur et la contribution sociétale de nos actions. L'enjeu n'est pas simplement de prendre en compte les nouveaux comportements des consommateurs. Il est de fonder nos approches et nos offres sur un lien repensé entre les marques, les médias et les consommateurs. Son terreau sera la responsabilité de tous les acteurs et la création de valeurs durables pour chacun. Proposons donc des campagnes publicitaires responsables à même de développer une consommation durable et fondée sur l'« être » et non l'« avoir » comme moteur de production.

Du Return on Investment au Return on Impact**

Sortons de la logique court-termiste au service des seuls volumes de vente. L'approche quantitative exigée par bon nombre d'annonceurs et fondée sur la plus forte pression publicitaire possible au coût GRP¹ net le plus faible n'a plus de sens. Le modèle fondé sur la seule productivité média est destructeur de valeurs. C'est le « toujours plus pour toujours moins » !

Valorisons les campagnes soucieuses de l'intérêt général, porteuses de valeurs d'entraide, et capables d'accélérer la création de valeurs des marques.

L'absence de valeurs conduit nécessairement à la réduction de la valeur. Repensons nos modèles de mesure de la performance. Basculons du Return on Investment au Return on Impact.

La réduction drastique des investissements média nous invite à questionner notre rapport au temps et notre rôle d'intermédiation pour construire avec nos clients des campagnes en prise avec les enjeux de société et qui résistent aux aléas du marché.

Plus que jamais, nous sommes convaincus, en tant qu'agence média, que nous avons une position centrale. Les agences médias sont au cœur de la transformation de notre secteur. Elles ont une mission d'intermédiation entre les médias et les marques, entre les marques et leurs consommateurs.

Cette mission nous oblige à aider nos clients partenaires à faire les bons choix ; elle nous oblige à être la vigie de leurs marchés grâce à une approche chiffrée concrète et raisonnée ; elle nous oblige à fournir, à intervalles réguliers, un travail d'études prospectives ; à les conseiller sur de nouvelles stratégies fondées sur leurs valeurs et à nous assurer qu'elles correspondent aux besoins et perceptions des clients, citoyens et consommateurs ; elle nous oblige enfin à garantir que les marques puissent s'exprimer dans des conditions conformes à leurs engagements. C'est ce que les consommateurs attendent.

Alors, je forme trois vœux qui sont autant d'occasions de créer du commun :

Et si on exigeait des comptes ?

La publicité se déploie sur le numérique de façon spectaculaire depuis une dizaine d'années avec une réelle efficacité dans sa capacité à toucher les consommateurs au plus près de leurs besoins et de leurs attentes. Cependant, le digital n'est pas que merveilleux. Il ne l'est pas car nos données, pourtant protégées par les normes

européennes RGPD², restent exploitées à des fins de ciblage dont nous connaissons les dérives possibles. Il ne l'est pas car il donne tout pouvoir à une poignée de géants qui aspirent 90% de la publicité digitale au détriment de la pluralité des médias. Il ne l'est pas non plus car la puissance des serveurs a un impact direct et néfaste sur l'environnement. N'oublions pas que la surconsommation des vidéos en ligne génère chaque année 300 000 tonnes de CO². Soit l'équivalent de gaz à effet de serre de l'Espagne...

Portons des objectifs réalisables de diminution des émissions de gaz à effet de serre et luttons pour que l'énergie qui alimente les serveurs soit plus verte.

Sensibilisons les marques à ces réalités en proposant un « indice bas carbone » ou des compensations vertes à nos plans médias.

Et si on revalorisait l'information ?

Cette crise est un exhausteur de crises. Nous le savons, l'information certifiée, celle qui émane des médias historiques, est mise en concurrence avec la viralisation des « fake news » dont les réseaux sociaux sont le plus souvent le vecteur. Pour lutter contre ces phénomènes, les médias se mobilisent, s'entraident, créent des outils de vérification de l'information, investissent les réseaux sociaux. Toutefois, ils ne peuvent pas combattre seuls. Alors, pour garantir la force de ce contre-pouvoir et sa pluralité, les marques, via la publicité sont indispensables et légitimes.



Et si on épousait des objectifs communs ?

Cette tribune est un appel. Un appel au commun, aux bonnes volontés. Un appel au rassemblement, à l'unité même. Ce n'est pas un appel à l'uniformité. Continuons de cultiver nos différences, offrons de la pluralité mais agissons ensemble pour créer des références nouvelles. C'est un chemin. Empruntons-le sans plus tarder.

J'appelle les marques médias et leurs régies publicitaires à accélérer la mesure de leur empreinte carbone. J'appelle l'ensemble du marché publicitaire, agences médias, marques médias et régies publicitaires en télévision, radio, presse, affichage, cinéma et digital à unir leurs forces dans une démarche de responsabilité et tournée vers le développement durable pour construire un modèle de mesure aux indicateurs unifiés. C'est seulement ainsi que nous pourrions rendre des comptes aux annonceurs, aux consommateurs, à la planète et être enfin responsables !

¹Gross Rating Point, indicateur de la pression publicitaire en médias ²Règlement général sur la protection des données ^{**}Nouvelle donne ^{***}Du retour sur investissement au retour sur impact

Values.media est membre de l'UDECAM et co-présidente de l'AAMI - Association des agences médias indépendantes.



Values.media est engagée auprès de l'initiative de responsabilité sociétale du Global Compact des Nations unies et de ses dix principes autour des droits de l'homme, des normes du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.